

UNITE DE FABRICATION DE MEDICAMENTS



Société Anonyme au capital de 25 450 000 de Dinars divisé en 25 450 000 actions de valeur nominale 1 Dinar
entièrement libérées

Registre de Commerce : B 117421996

Siège Social : Zone Industrielle de Kalaa Kébira - 4060 Sousse

Tél : 73 342 669 - Fax : 73 342 472

Site web : www.unimed.com.tn

Email : unimed.lab@unimed.com.tn

DOCUMENT DE REFERENCE « UNIMED 2016 »

Ce document de référence a été enregistré par le CMF le 27 MARS 2016 sous le n° 01/2016 donné en application de l'article 14 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif à l'appel public à l'épargne. Il devra être actualisé régulièrement par les informations périodiques, permanentes et occasionnelles. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par le Conseil du Marché Financier. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Responsable de l'information

Lotfi CHARFEDDINE

Directeur Général Adjoint

Zone Industrielle de Kalaa Kébira -4060 Sousse

Tel : 73 342 669

Fax : 73 342 472

E-mail : c.lotfi@unimed.com.tn

Intermédiaire en Bourse chargé de l'élaboration du Document de Référence

Tunisie Valeurs
BIEN PLACÉE POUR MIEUX PLACER

membre d'INTEGRA
PARTNERS

Immeuble Integra - Centre Urbain Nord

1082 Tunis Mahrajène

Tel : 71 189 600 Fax : 71 949 325

Le présent document de référence est mis à la disposition du public sans frais au siège de la société UNIMED (Zone Industrielle de Kalaa Kébira - 4060 Sousse), de Tunisie Valeurs intermédiaire en Bourse (Immeuble INTEGRA, Centre Urbain Nord, 1082 Tunis Mahrajène) et sur le site internet du CMF (www.cmf.org.tn)



SOMMAIRE

Présentation résumée de la société UNIMED	9
Chapitre 1 : Responsable du document de référence et Responsables du Contrôle des comptes	10
1.1. Responsable du document de référence.....	10
1.2. Attestation du responsable du document de référence :	10
1.3. Responsables du contrôle des comptes :	10
1.4. Attestation du commissaire aux comptes :	12
1.5. Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'élaboration du document de référence : 13	
1.6. Responsable de l'information :	13
Chapitre 2: Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital.....	14
2.1. Renseignements de caractère général concernant la société.....	14
2.1.1. Cadre général.....	14
2.1.2. Clauses statutaires particulières.....	14
2.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la société UNIMED	19
2.3. Evolution du capital social	19
2.4. Répartition du capital social et des droits de vote au 15/01/2016	20
2.4.1. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital et des droits de vote au 15/01/2016	20
2.4.2. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 15/01/2016	20
2.4.3. Nombre d'actionnaires au 15/01/2016	21
2.5. Description sommaire de la société UNIMED au 31/12/2014	21
2.5.1. Présentation générale de la société :	21
2.5.2. Schéma financier de la société UNIMED :	22
2.5.3. Evènement récents modifiant le schéma financier de la société UNIMED :	22
2.5.4. Chiffres clés des sociétés de la société UNIMED au 31/12/2014	22
2.5.5. Engagements financiers de la société UNIMED au 31/12/2014.....	22
2.6. Relations de la société UNIMED avec les autres parties liées au 31/12/2014	22
2.6.1. Chiffre d'affaires réalisé avec la société UNIMED au 31/12/2014	22
2.6.2. Prêts octroyés et crédits reçus de la société UNIMED	23
2.6.3. Les créances et les dettes commerciales.....	23
2.6.4. Les achats ou ventes d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou tous autres éléments d'actifs	23

2.6.5.	Les garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues	23
2.6.6.	Prestations de services donnés et/ou reçus.....	24
2.6.7.	Les apports en capitaux	24
2.6.8.	Obligations de la société UNIMED envers les dirigeants.....	24
2.7.	Dividendes	24
2.8.	Marché des titres.....	24
Chapitre 3 : Renseignements concernant l'activité de l'émetteur et son évolution.....		25
3.1.	Présentation Générale du secteur pharmaceutique	25
3.1.1.	Aperçu général sur le secteur pharmaceutique mondial	25
3.1.2.	Recherche & Développement.....	26
3.1.3.	L'industrie pharmaceutique en Tunisie	27
3.1.3.1.	Les structures de réglementation et de contrôle	27
3.1.3.2.	Présentation du secteur pharmaceutique en Tunisie	28
3.1.3.3.	L'évolution historique du marché.....	28
3.1.3.4.	Le système d'approvisionnement du secteur pharmaceutique	30
3.1.3.5.	Comparables régionaux et potentiel de croissance du secteur pharmaceutique en Tunisie .	31
3.2.	Présentation Générale de la société et de son activité	32
3.3.	Le processus de production.....	35
3.4.	La politique de fixation des prix.....	37
3.5.	Description de l'activité au 31/12/2014	37
3.5.1.	Evolution et composition des revenus	37
3.5.2.	Evolution des achats consommés et de la marge brute.....	39
3.6.	Description de l'activité au 30/06/2015	39
3.6.1.	Evolution et composition des revenus	39
3.6.2.	Evolution des achats consommés et de la marge brute.....	40
3.7.	Indicateurs d'activité trimestriels au 31/12/2015.....	41
3.8.	Certifications et mise à niveau	41
3.8.1.	Certification	41
3.8.2.	Mise à niveau.....	41
3.9.	Facteurs de risque	42
3.9.1.	Risque de concurrence	42
3.9.2.	Risque de change.....	42
3.9.3.	Risque lié à l'obtention des Autorisations de Mise sur le Marché	42
3.9.4.	Risques liés au départ de collaborateurs-clés	43

3.9.5.	Risques liés au non aboutissement à un résultat exploitable	43
3.10.	Dépendance de l'émetteur	43
3.10.1.	Dépendance à l'égard des clients	43
3.10.2.	Dépendance à l'égard des fournisseurs.....	43
3.11.	Litige ou arbitrages	43
3.12.	Organisation de la société	44
3.12.1.	Gouvernance et contrôle interne	44
3.12.2.	L'organigramme de la société :.....	44
3.12.2.1.	Pharmacien Responsable Technique et Responsable Matériovigilance	46
3.12.2.2.	Direction Management Qualité	46
3.12.2.3.	Direction Contrôle de Gestion et Audit Interne	46
3.12.2.4.	Direction Générale chargée des Affaires Administratives et Financières	47
3.12.2.5.	Direction Générale chargée des Affaires Techniques.....	48
3.12.3.	Système d'information	50
3.12.3.1.	Le parc informatique	50
3.12.3.2.	Les logiciels (software).....	50
3.12.4.	Politique sociale et effectif	52
3.12.4.1.	La politique sociale	52
3.12.4.2.	L'effectif de la société UNIMED et les charges de personnel.....	54
3.12.5.	Les investissements récents ou en cours de réalisation :.....	55
3.12.6.	Analyse SWOT.....	56
Chapitre 4: Patrimoine – Situation financière – Résultats	57	
4.1.	Patrimoine de la société UNIMED au 31/12/2014	57
4.1.1.	Immobilisations incorporelles au 31/12/2014	57
4.1.2.	Immobilisations corporelles au 31/12/2014	57
4.1.3.	Immobilisations financières au 31/12/2014.....	58
4.1.4.	Les valeurs d'exploitation au 31/12/2014.....	58
4.2.	Patrimoine de la société UNIMED au 30/06/2015	59
4.2.1.	Immobilisations incorporelles au 30/06/2015	59
4.2.2.	Immobilisations corporelles au 30/06/2015	59
4.2.3.	Immobilisations financières au 30/06/2015.....	59
4.2.4.	Les valeurs d'exploitation au 30/06/2015.....	60
4.3.	Principales acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières postérieures au 30/06/2015.....	60

4.4.	Hypothèques et nantissements consentis au profit des banques garantes	61
4.5.	Renseignements sur les états financiers au 31 décembre 2014	62
4.5.1.	Bilans comparés au 31 décembre.....	64
4.5.2.	Etats de résultat comparé au 31 décembre	66
4.5.3.	Etats de flux de trésorerie au 31 décembre	67
4.5.4.	Notes aux états financiers arrêtés au 31/12/2014.....	68
4.5.5.	Rapports général et spécial du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2014	81
4.5.6.	Opinion du Commissaire aux Comptes sur la tenue des comptes en valeurs mobilières.....	85
4.5.7.	Notes rectificatives, complémentaires et explicatives sur les états financiers arrêtés au 31/12/2014.....	86
4.5.7.1.	Bilan au 31/12/2014 rectifié.....	86
4.5.7.2.	Etat de résultat au 31/12/2014 rectifié.....	88
4.5.7.3.	Etat de flux de Trésorerie au 31/12/2014 rectifié.....	89
4.5.7.4.	Note sur les engagements hors Bilan	90
4.5.7.5.	Les Soldes Intermédiaires de Gestion.....	91
4.5.7.6.	Tableau de variation des immobilisations corporelles et incorporelles.....	92
4.5.7.7.	Note sur les immobilisations acquises en leasing	93
4.5.7.8.	Note complémentaire à la note sur les immobilisations financières portant sur les règles de classification et méthodes d'évaluation des placements.....	93
4.5.7.9.	Une note complémentaire à la note sur les immobilisations financières portant sur un état des titres de participation	94
4.5.7.10.	Note sur les méthodes utilisées en matière de traitement des stocks incluant les méthodes de comptabilisation des stocks.....	94
4.5.7.11.	Note complémentaire sur les placements et autres actifs financiers	94
4.5.7.12.	Note explicative de la rubrique liquidités portant sur le bienfondé de faire figurer les rubriques « effets à l'encaissement » et « chèques à l'encaissement » et « blocage/déblocage » parmi les liquidités	95
4.5.7.13.	Note rectificative sur les capitaux propres.....	95
4.5.7.14.	Note sur les emprunts	96
4.5.7.15.	Note sur les mouvements des capitaux propres	96
4.5.7.16.	Note sur les subventions	97
4.5.7.17.	Note complémentaire à la note « autres passifs non courants » détaillant l'objet des provisions pour risques et charges	97
4.5.7.18.	Note rectificative sur les autres passifs courants.....	97
4.5.7.19.	Tableau de passage des charges par nature aux charges par destination	98

4.5.7.20.	Note sur les règles de prises en compte des gains et des pertes de change et de la couverture contre les risques de change	98
4.5.7.21.	Note complémentaire sur l'état des flux de trésorerie	98
4.5.7.22.	Note explicative sur l'Etat de flux de Trésorerie	99
4.5.7.23.	Note explicative sur la décision des actionnaires de faire 2 distributions de dividendes en 2014 100	
4.5.7.24.	Note sur les évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers.....	100
4.5.7.25.	Notes annexes	101
4.5.8.	Engagements financiers au 31/12/2014.....	103
4.5.9.	Les dettes garanties par des sûretés au 31/12/2014	103
4.5.10.	Tableau des mouvements des capitaux propres au 31/12/2014	104
4.5.11.	Schéma des Soldes intermédiaires de gestion comparés au 31/12/2014	105
4.5.12.	Affectation des résultats des trois derniers exercices.....	106
4.5.13.	Evolution du bénéfice net et du résultat d'exploitation	106
4.5.14.	Evolution des dividendes.....	106
4.5.15.	Evolution de la marge brute d'autofinancement	107
4.5.16.	Evolution de la structure financière	107
4.5.16.1.	Fonds de roulement.....	107
4.5.16.2.	Besoin en Fonds de roulement.....	107
4.5.16.3.	Trésorerie nette.....	107
4.5.17.	Indicateurs de gestion	108
4.5.18.	Ratios financiers.....	109
4.6.	Renseignements sur les états financiers au 30 juin 2015.....	110
4.6.1.	Bilan comparé au 30 juin 2015	112
4.6.2.	Etat de résultat comparé au 30 juin 2015	114
4.6.3.	Etat des flux de trésorerie arrêté au 30 juin 2015.....	115
4.6.4.	Notes aux états financiers arrêtés au 30 juin 2015	116
4.6.5.	Avis du Commissaire aux comptes sur les états financiers intermédiaires au 30 juin 2015 .	128
4.6.6.	Notes rectificatives, complémentaires et explicatives sur les états financiers intermédiaires au 30 juin 2015	129
4.6.6.1.	Bilan au 30 juin 2015 rectifié	129
4.6.6.2.	Etat de flux de trésorerie au 30 juin 2015 rectifié.....	131
4.6.6.3.	Etat des engagements Hors Bilan :	132
4.6.6.4.	Note sur les principes et méthodes comptables	133
4.6.6.5.	Note sur l'effet des changements dans la structure de la société	133

4.6.6.6.	Note complémentaire sur les immobilisations corporelles et incorporelles	133
4.6.6.7.	Note explicative sur la note « immobilisations corporelles »	133
4.6.6.8.	Note sur les immobilisations acquises en leasing	134
4.6.6.9.	Note rectificative sur les capitaux propres.....	134
4.6.6.10.	Note sur les mouvements des capitaux propres	135
4.6.6.11.	Note sur les subventions	135
4.6.6.12.	Note rectificative sur les autres passifs courants :.....	136
4.6.6.13.	Tableau de passage des charges par nature aux charges par destination	136
4.6.6.14.	Note explicative sur les revenus des placements.....	136
4.6.6.15.	Note sur l'état des flux de trésorerie.....	136
4.6.6.16.	Note explicative sur l'état de flux de Trésorerie	137
4.6.6.17.	Note sur les émissions/ rachats/remboursements de dettes et d'actions	137
4.6.6.18.	Note sur les dividendes payés	138
4.6.6.19.	Note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers.....	138
4.6.7.	Les engagements financiers au 30/06/2015	138
4.6.8.	Les dettes garanties par des sûretés au 30/06/2015	139
4.6.9.	Tableau des mouvements des capitaux propres au 30/06/2015.....	140
4.6.10.	Schéma des Soldes intermédiaires de gestion comparés au 30 juin 2015.....	141
4.6.11.	Evolution de la marge brute d'autofinancement	142
4.6.12.	Evolution de la structure financière	142
4.6.12.19.	Fonds de roulement.....	142
4.6.12.20.	Besoin en fonds de roulement	142
4.6.12.21.	Trésorerie nette.....	142
4.6.13.	Indicateurs de gestion au 30 juin 2015.....	143
4.6.14.	Les Ratios financiers au 30 juin 2015.....	144
Chapitre 5: Organes d'administration, de direction et de contrôle des comptes.....		145
5.1.	Membres des organes d'administration et de direction	145
5.1.1.	Membres des organes d'administration	145
5.1.2.	Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la société	145
5.1.3.	Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction.....	145
5.1.4.	Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés	146
5.1.5.	Fonctions des représentants permanents des personnes morales membres du Conseil d'Administration dans les sociétés qu'ils représentent	146
5.2.	Intérêts des dirigeants dans la société au 31/12/2014	146

5.2.1.	Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2014	146
5.2.2.	Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2014.....	146
5.3.	Contrôle	147
5.4.	Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'administration et de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du conseil d'administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital.....	147
Chapitre 6 : Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir		148
6.1.	Evolution récente de l'activité de la société UNIMED	148
6.1.1.	Indicateurs d'activité au 31/12/2015	148
6.2.	Orientations stratégiques de la société UNIMED	148
6.3.	Evolution prévisionnelle de l'activité de la société	149
6.4.	Avis du commissaire aux comptes sur les informations prévisionnelles relatives aux exercices 2015-2019	152

Présentation résumée de la société UNIMED

La société UNIMED a été fondée en 1989 par M. Ridha Charfeddine, actuel Président Directeur Général de la société.

La société est implantée à la zone industrielle de Kaala Kebira à Sousse sur un terrain de 3.2 hectares.

En Avril 2011, le fonds d'investissement « Kantara Proparco I Limited », est entré dans le capital de la société UNIMED à hauteur de 33.96%. En 2015, le fonds d'investissement a entamé sa sortie pour 28.1% du capital au profit d'investisseurs institutionnels locaux et étrangers.

Au 06/01/2016, le capital social de la société UNIMED s'élève à 25.450.000 DT. Il est détenu principalement à hauteur de 63% par Monsieur Ridha Charefeddine et 30% par des institutionnels locaux et étrangers.

La société UNIMED opère dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, et se spécialise dans les produits stériles : les injectables, les solutions Ophta – ORL, les collyres et les solutions de perfusion.

Compte tenu de l'environnement sanitaire sensible des produits stériles, UNIMED compte parmi les rares laboratoires à produire ce type de médicaments en Tunisie et a acquis une avance technologique importante par rapport à la concurrence. Ceci s'est traduit par une croissance continue de son chiffre d'affaires de 11.5% sur la période 2012-2014.

Globalement, UNIMED détient une part de marché de 1.9%. Toutefois, en raisonnant sur la niche des produits stériles, la part de marché de la société UNIMED passe à 27%, et se classe première dans son segment.

Les produits de la société UNIMED se regroupent en deux principales familles :

- ❖ Les médicaments génériques : Il s'agit de la production et la commercialisation de médicaments sous la propre marque de la société UNIMED. Cette rubrique représente 68% de son chiffre d'affaires en 2014.
- ❖ Les médicaments façonnés (sous-traitance) : Ce sont des médicaments fabriqués pour le compte de laboratoires tiers, donneurs d'ordre. UNIMED a conclu des contrats pour le compte de laboratoires locaux et étrangers tels que : Adwya, Teriak, Pfizer, Mylan, Pierre Fabre, Biogaran...L'activité façonnage représente 32% de son chiffre d'affaires en 2014.

Sur les 5 prochaines années, la stratégie de la société s'articulera autour de :

- ❖ Une augmentation des capacités de production ;
- ❖ Une stratégie de diversification des produits vers les formes sèches (comprimés) ;
- ❖ Une consolidation de l'activité export ;
- ❖ Une maîtrise de la rentabilité.

Chapitre 1 : Responsable du document de référence et Responsables du Contrôle des comptes

1.1. Responsable du document de référence

Ridha CHARFEDDINE

Président Directeur Général

1.2. Attestation du responsable du document de référence :

« A notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur. Elles ne comprennent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

Ridha CHARFEDDINE

Président Directeur Général



1.3. Responsables du contrôle des comptes :

▪ Etats financiers individuels de la société UNIMED arrêtés au 31/12/2012

Le cabinet Radhouen Zarrouk Consulting, expert-comptable membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Monsieur Radhouen Zarrouk.

Adresse : Boulevard 14 janvier, Route Touristique BP 287 Port El Kantaoui, 4011 Hammam-Sousse, Tunisie.

▪ Etats financiers individuels de la société UNIMED arrêtés au 31/12/2013 et au 31/12/2014

Compagnie Tunisienne des Experts Comptables –CTEC-, société d'expertise comptable membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Bacem Grati.

Adresse : Boulevard 14 janvier, Route Touristique BP 287 Port El Kantaoui, 4011 Hammam-Sousse, Tunisie.

▪ Etats financiers individuels intermédiaires de la société UNIMED arrêtés au 30/06/2015

Compagnie Tunisienne des Experts Comptables –CTEC-, société d'expertise comptable membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Bacem Grati.

Adresse : Boulevard 14 janvier, Route Touristique BP 287 Port El Kantaoui, 4011 Hammam-Sousse, Tunisie.

▪ **Extrait de l'opinion du commissaire aux comptes sur les états Financiers de la société UNIMED arrêtés au 31/12/2012**

Les états financiers de la société UNIMED relatifs à l'exercice clos le 31/12/2012, ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet Radhouen Zarrouk Consulting représentée par Monsieur Radhouen Zarrouk, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et ont été certifiés sans réserves.

Toutefois, le commissaire aux comptes a formulé l'observation suivante :

"Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous estimons utile d'attirer l'attention sur le fait que :

La société a été sujette à deux vérifications fiscales approfondies couvrant les périodes allant des exercices 2004 à 2007 et des exercices 2008 à 2010.

Le premier contrôle fiscal fait encore l'objet de désaccord avec l'administration fiscale pour un montant de 970 KDT. Un expert judiciaire a été désigné afin de statuer sur ce désaccord.

Par ailleurs, et à l'issue d'une demande de restitution de la TVA effectuée par la société, l'administration fiscale a admis la restitution de 2 580 KDT. Cette dernière a bloqué le montant de 970 KDT, objet du premier litige, en attendant son dénouement et a restitué à la société le reliquat soit 1 610 KDT".

▪ **Extrait de l'opinion du commissaire aux comptes sur les états Financiers de la société UNIMED arrêtés au 31/12/2013**

Les états financiers de la société UNIMED relatifs à l'exercice clos le 31/12/2013, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société « la Compagnie Tunisienne des Experts Comptables » –CTEC- représentée par Monsieur Bacem Grati, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et ont été certifiés sans réserve.

Toutefois, le commissaire aux comptes a formulé l'observation suivante :

"Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous estimons utile d'attirer l'attention sur le fait que suite à une vérification approfondie subie par la société et couvrant les exercices 2004 à 2007, un montant de 970KDT a été saisi par l'administration fiscale. A ce jour, aucun jugement n'a encore été prononcé par les tribunaux de cette affaire".

▪ **Extrait de l'opinion du commissaire aux comptes sur les états Financiers de la société UNIMED arrêtés au 31/12/2014**

Les états financiers de la société UNIMED relatifs à l'exercice clos le 31/12/2014, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société « la Compagnie Tunisienne des Experts Comptables » -CTEC- représentée par Monsieur Bacem Grati, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et ont été certifiés sans réserve.

Toutefois, le commissaire aux comptes a formulé l'observation suivante :

"Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous estimons utile d'attirer l'attention sur le fait que suite à une vérification approfondie subie par la société et couvrant les exercices 2004 à 2007, un montant de 970KDT a été saisi par l'administration fiscale. A ce jour, aucun jugement n'a encore été prononcé par les tribunaux de cette affaire".

▪ **Avis du commissaire aux comptes sur les états Financiers intermédiaires de la société UNIMED arrêtés au 30/06/2015**

Les états financiers intermédiaires de la société UNIMED arrêtés au 30/06/2015, ont fait l'objet d'un examen limité effectué par la société « la Compagnie Tunisienne des Experts Comptables » -CTEC- représentée par Monsieur Bacem Grati, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et relatives aux missions d'examen limité. Le Commissaire Aux Comptes a émis l'avis suivant :

"Nous avons procédé à l'examen limité des états financiers intermédiaires de la société "LABORATOIRES UNIMED" arrêtés au 30 Juin 2015. Ces états financiers relèvent de la responsabilité du conseil d'administration de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur ces états financiers sur la base de notre examen limité.

Les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 Juin 2015 présentent un total net des actifs de 86.825.187 DT et un total des capitaux propres de 69.636.778 DT, y compris le gain de la période s'élevant à 5.670.375 DT.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des procédures analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Nous n'avons pas, sur la base de notre examen limité, relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers ci-joints, ne donnent pas une image fidèle conformément au référentiel comptable tunisien".

1.4. Attestation du commissaire aux comptes :

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans le présent document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées »

Bacem Grati

Compagnie Tunisienne des Experts Comptables -C.T.E.C-


**Compagnie Tunisienne
des Experts Comptables
CTEC
Bvd 7 Novembre Kantaoul Sousse**



1.5. Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'élaboration du document de référence :

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité du présent document de référence ».

Fadhel ABDELKEFI

Directeur Général
Tunisie Valeurs

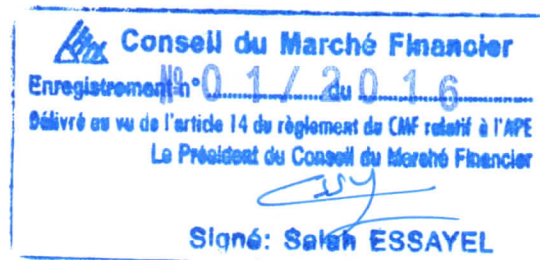


A circular blue stamp from the Tunisian Securities Market Council (CMF) is overlaid on the signature. The stamp contains the text: 'التونسية للأوراق المالية' (Tunisian Securities Market Council), 'Agrement du 6 Novembre 1991', and 'TUNISIE - VALEURS'.

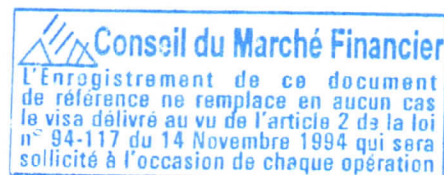
1.6. Responsable de l'information :

Lotfi CHARFEDDINE

Directeur Général Adjoint
Zone Industrielle De Kalaa Kébira -4060 Sousse
Tel : 73 342 669
Fax: 73 342 472



22 MARS 2016



Chapitre 2: Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital

2.1. Renseignements de caractère général concernant la société

2.1.1. Cadre général

Dénomination sociale	Unité de Fabrication de Médicaments « UNIMED »
Nationalité	Tunisienne
Siège social	Zone Industrielle De Kalaa Kébira -Sousse
Téléphone – Fax	73 342 669 - 73 342 472
Forme juridique et législation particulière applicable	UNIMED est une société anonyme régie par la loi n°93-120 relative au code des incitations aux investissements et par les statuts de la société mis à jour conformément aux dispositions des lois 2009-93 du 03 novembre 2009 et 2009-16 du 16 mars 2009.
Date de constitution	24 octobre 1989
Durée de vie	99 ans
Objet social	La société a pour objet la recherche, la mise au point, la fabrication, l'assistance technique, le contrôle et la commercialisation des médicaments à usage humain, et généralement toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières et autres, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou tout objet similaire ou connexes ou qui sera jugé utile à leur développement.
Registre du commerce	B 117421996
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre de chaque année
Capital social	25 450 000 DT
Tribunal compétant en cas de litige	Sousse
Régime fiscal	Droit commun / Assujetti Obligatoire à la TVA - Dispense de la majoration de 25%
Matricule fiscal	20190J/A/M/000
Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la société	Siège social de la société : Zone Industrielle De Kalaa Kébira, 4060 - Sousse
Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et TUNISIE CLEARING	Monsieur Lotfi CHARFEDDINE Directeur Général Adjoint Tél. : 73 342 669 Fax : 73 342 472

2.1.2. Clauses statutaires particulières

Cession des actions nominatives (Article 12 des statuts)

12.1 (nouveau) - La cession d'action est soumise à l'agrément de la société lorsqu'elle est consentie à un tiers. Aux termes de l'article 321 du code des sociétés commerciales, ne sont pas des tiers les héritiers, le conjoint, l'ascendant et le descendant.

12.2 (nouveau) - La cession des actions ne peut s'opérer que par une déclaration de transfert signée du cédant ou de son mandataire. La cession entre les associés est libre.

12.3 (nouveau) - Le cédant doit aviser la totalité des actionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception afin qu'ils exercent proportionnellement à leurs mises dans le capital un droit préférentiel d'acquisition des actions offertes à la cession. Ce droit préférentiel d'acquisition s'exerce dans un délai maximum de quinze (15) jours à partir de la réception de la lettre recommandée.

12.4 (nouveau) - La demande d'agrément doit être communiquée au Conseil d'Administration par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle doit indiquer les noms, prénoms, professions, adresses et la nationalité des cessionnaires ; ainsi que le nombre des actions et le prix offert.

12.5 (nouveau) - L'agrément du Conseil peut résulter soit d'une acceptation expresse ou tacite. Le défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande entraîne acceptation.

12.6 (nouveau) - En cas de refus d'agrément du cessionnaire, le Conseil d'Administration doit dans un délai de trois mois à partir de la notification du refus, faire acquérir les actions par un actionnaire ou par un tiers. Avec le consentement du cédant, la société peut acquérir les actions et réduire par conséquent son capital. A défaut d'accord sur le prix de cession, il sera déterminé par un expert désigné par le juge des référés.

12.7 (nouveau) - La clause d'agrément est applicable aussi en cas de cession du droit préférentiel de souscription lors de l'augmentation du capital.

Indivisibilité des actions (Article 13 des statuts)

-Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Les propriétaires indivis ou collectifs d'actions, notamment les héritiers ou ayant cause d'un actionnaire décédé, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun ayant qualité pour assister aux Assemblées Générales.

-A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pouvoir ainsi que de droit, pour faire désigner par justice un mandataire chargé de représenter tous les copropriétaires.

-Les usufruitiers et nu-propriétaires doivent également se faire représenter par l'un d'entre eux ; à défaut de convention contraire entre l'usufruitier et le nu-propriétaire signifiée à la société, celle-ci considère que l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire, quelles que soient les décisions à prendre.

Transmission des droits de l'action – scellé (Article 16 des statuts)

-Les droits et obligations attachés à l'action, suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

-La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par l'Assemblée Générale.

-Les héritiers ayant cause, et tout créancier d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

-Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux aux décisions de l'Assemblée Générale.

Conseil d'administration (Article 17 des statuts)

-La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins et de douze (12) au plus, parmi, soit les actionnaires ou les tiers désignés par l'Assemblée Générale dans les conditions de l'article 193 du code des sociétés commerciales.

- Les personnes morales peuvent faire partie du Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article 191 du code des sociétés commerciales.

- La personne morale qui se fera représenter dans les conseils aura toute liberté de désigner et remplacer son représentant pendant la période de sa fonction d'administrateur.

L'administrateur salarié (Article 18 des statuts)

- Les membres du conseil d'Administration sont autorisés à exercer une fonction salariale au sein de la société en respectant les dispositions de l'article 196 du code des sociétés commerciales.

Direction de la société (Article 25)

- Le Président du conseil d'Administration assure, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société. Sur sa proposition, le Conseil peut, pour l'assister, lui adjoindre avec le titre de Directeur Général Adjoint, soit un ou plusieurs de ses membres, soit un ou plusieurs mandataires choisis en dehors de son sein. Dans ce dernier cas, le Directeur Général Adjoint exerce ses fonctions aussi longtemps qu'il n'y a pas renoncé ou qu'elles ne lui ont pas été retirées par le Conseil qui peut le révoquer à tout moment.

- Le Conseil confère au Président, dans les limites qu'il juge convenables, les pouvoirs nécessaires pour lui permettre d'exercer la direction générale de la Société, tout acte dépassant les limites des dits pouvoirs étant du ressort du Conseil.

- Le Président Directeur General est autorisé à déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses pouvoirs au Directeur General Adjoint, s'il en a été désigné un.

- Dans le cas où le Président se trouverait empêché d'exercer ses fonctions, il peut déléguer tout ou partie de celles-ci à un administrateur. Cette délégation, renouvelable, doit toujours être donnée pour une durée limitée.

- Si le Président est dans l'incapacité temporaire d'effectuer cette délégation, le Conseil peut procéder d'office à la nomination d'un autre dans les mêmes conditions.

- Le Conseil d'Administration détermine les rémunérations fixes du Président et, le cas échéant, du Directeur Général Adjoint.

- Les rémunérations fixes et proportionnelles seront portées au compte des frais généraux.

Le Président peut nommer un comité consultatif composé soit d'administrateurs, soit de directeurs, soit d'administrateurs et directeurs de la société. Les membres de ce comité sont chargés d'étudier les questions que le Président renvoie à leur examen. Les administrateurs membres de ce comité peuvent recevoir dans les rémunérations fixes et proportionnelles allouées au Conseil, une part supérieure à celle de leurs collègues.

La société s'engage à conformer l'article 25 de ses statuts aux dispositions des articles 204 et suivants du Code des Sociétés Commerciales (CSC).

Convocation des Assemblées (Article 32)

- Les actionnaires sont réunis, chaque année, en Assemblée Générale Ordinaire par le Conseil d'Administration, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice jours, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation.

- En dehors de ces réunions annuelles, l'Assemblée Générale peut être convoquée extraordinairement, soit par le Conseil d'Administration lorsqu'il le juge utile, soit par le ou les commissaires aux comptes, en cas d'urgence. D'autre part, le Conseil d'Administration est tenu de convoquer l'Assemblée Générale, lorsque la demande lui en est adressée par un ou plusieurs actionnaires représentant le tiers au moins du capital social.

- Les Assemblées Générales, réunies sur première convocation, ne peuvent se tenir, quelle qu'en soit la nature, avant le seizième jour suivant la date de publication de l'avis de convocation. Pour les Assemblées Générales réunies extraordinairement ou sur deuxième convocation, ce délai peut être réduit à huit jours.

- Les convocations aux diverses assemblées sont faites au moyen d'un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

- Les Assemblées Générales Extraordinaires réunies sur deuxième convocation ne peuvent se tenir et être convoquées que dans les délais et formes prescrits par la loi.

- L'avis de convocation au JORT et dans deux journaux quotidiens dont l'un est en langue arabe, doit reproduire l'ordre du jour.

- Enfin l'Assemblée Générale peut être réunie sans aucune formalité sur convocation verbale et sans délai si tous les actionnaires sont présents ou représentés.

La société s'engage à conformer l'article 32 de ses statuts aux dispositions des articles 276 et 277 du Code des Sociétés Commerciales (CSC).

Droit de siéger aux Assemblées Générales (Article 33)

- Les titulaires d'actions ayant le droit de vote libérées des versements exigibles, peuvent seuls assister à l'Assemblée Générale, sur justification de leur identité, ou s'y faire représenter.
- Nul ne peut représenter un actionnaire à l'Assemblée s'il n'est lui-même membre de cette Assemblée.
- Toutefois les personnes morales sont valablement représentées par leurs Présidents Directeurs Généraux ou leurs gérants ou toute autre personne dûment et expressément mandatée à cet effet.

Assemblées Générales Ordinaires

Composition – Quorum – Vote (Article 39) :

- L'Assemblée Générale Ordinaire (annuelle ou convoquée extraordinairement) se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.
- Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Ordinaire doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant au moins le tiers (1/3) du capital social après déduction, s'il y a lieu, de la valeur nominale des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.
- Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale ordinaire est convoquée à nouveau dans un délai minimum de quinze jours (15) selon les formes prescrites par l'article 39 ci – dessus. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre d'actions représentées, mais elle ne peut porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.
- Les délibérations de l'Assemblée Ordinaire sont prises à la majorité simple des voix présentes et représentées.

Pouvoirs de l'Assemblée Générale Ordinaire (Article 40)

- L'Assemblée Générale Ordinaire entend le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de la société. Elle entend également le rapport du ou des commissaires aux comptes sur le mandat qu'elle leur a conféré, ainsi que leurs rapports spéciaux, s'il y a lieu. D'une manière générale, elle contrôle les actes du Conseil d'Administration et détermine souverainement la conduite des affaires de la société pour toutes les questions qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.
- Elle discute, approuve ou redresse le bilan et les comptes et approuve, s'il y a lieu, les modifications apportées soit à leur présentation, soit aux méthodes d'évaluation.
- Elle fixe les prélèvements à effectuer pour constitution ou l'augmentation de tout fonds de réserves ou de prévoyance, décide tout report à nouveau des bénéfices, fixe les dividendes à répartir. Elle nomme, remplace, révoque ou réélit les administrateurs ainsi que les commissaires. Elle approuve ou rejette les nominations provisoires d'administrateurs effectuées par le Conseil d'Administration.
- Elle contrôle les actes de gestion des administrateurs et leur donne quitus.
- L'Assemblée Générale Ordinaire, doit se réunir au moins une fois par année et dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable, et ce pour :
 - Contrôler les actes de gestion ;
 - Approuver les états financiers de l'exercice écoulé ;
 - Prendre les décisions relatives aux résultats après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et celui du commissaire aux comptes.
- Elle confère au Conseil les autorisations nécessaires pour tous les cas où les pouvoirs à lui attribuer seraient insuffisants.
- Elle autorise tout emprunt par voie d'émission de dons ou d'obligations hypothécaires ou autres.
- Elle délibère sur toute autre proposition portée à son ordre du jour et qui n'est pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Les délibérations contenant approbation du bilan et des états financiers, doivent être précédées, sous peine de nullité du rapport du ou des commissaires aux comptes.

Assemblées Générales Extraordinaires

Composition (Article 41)

- L'Assemblée Générale Extraordinaire se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu que ces dernières aient été libérées des versements exigibles. L'Assemblée Générale Extraordinaire pour délibérer valablement, doit réunir au moins la moitié (1/2) du capital social. Si l'Assemblée Générale Extraordinaire n'a pas atteint le quorum prévu ci-dessus, il sera procédé à la convocation d'une deuxième Assemblée dans les formes et délais prévus par l'article 291 du code des sociétés commerciales en réunissant au minimum le tiers (1/3) du capital social. A défaut de quorum lors de la deuxième convocation, le

délai de la tenue de l'Assemblée Générale peut être prorogé à une date postérieure ne dépassant pas un délai de deux mois à partir de la date de la deuxième convocation.

- Les délibérations de l'Assemblée générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés. Cette majorité est calculée conformément à la loi de la proportionnalité : une action est égale une voix.

- Le texte des résolutions proposées doit être tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société quinze jours au moins avant la date de la réunion de la première Assemblée.

Pouvoirs de l'Assemblée Générale Extraordinaire (Article 42)

- L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, sur proposition du Conseil d'Administration ou d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le tiers du capital social, délibérer sur toute modification à apporter aux statuts et qui est autorisée par la loi et les règlements.

- Toutefois, elle ne peut ni changer la nationalité de la société ni augmenter les engagements des actionnaires, sauf consentement unanime de tous les actionnaires.

- Elle peut décider notamment, sans que l'énumération ci-après ait un caractère limitatif :

- L'augmentation ou la réduction du capital social ;
- La modification du taux des actions sans que ce taux ne soit inférieur à 5 dinars ;
- Toute modification à la forme et aux conditions de transmission des actions ;
- La prorogation ou la réduction de la durée de la société ;
- Sa dissolution anticipée ainsi que sa fusion avec une ou plusieurs sociétés constituées ou à constituer ;
- Sa transformation en société de toute autre forme ;
- Toute modification de l'objet social notamment son extension ou sa restriction ;
- Toute modification dans les conditions de liquidation.

Répartition des bénéfices – Dividendes (Article 45)

- Le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, et ce, après déduction de ce qui suit :

- Une fraction égale à 5% du bénéfice déterminé comme ci-dessus indiqué au titre de réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.
- La réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui y sont fixés.
- Les réserves statutaires.

2.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la société UNIMED

- Capital social : 25 450 000 dinars
- Nombre d'actions : 25 450 000 actions
- Nominal : 1 dinar
- Forme des actions : Nominative
- Catégorie : Ordinaire
- Libération : Intégrale
- Jouissance : 1^{er} Janvier 2015

2.3. Evolution du capital social

Date de la décision et l'organe qui l'a décidé		Nature de l'opération	Augmentations de capital		Capital en circulation		Valeur nominale (DT)
			Montant (Dt)	Nombre d'actions	Montant (DT)	Nombre d'actions	
05/10/1989	AGC	Constitution	420 000	4 200	420 000	4 200	100
25/05/1990	AGE	Augmentation de capital en numéraire	30 000	300	450 000	4 500	100
09/11/1991	AGE	Augmentation de capital en numéraire	50 000	500	500 000	5 000	100
09/01/1993	AGE	Augmentation de capital en numéraire	250 000	2 500	750 000	7 500	100
05/02/1995	AGE	Augmentation de capital en numéraire + conversion de dette	500 000	5 000	1 250 000	12 500	100
20/06/1998	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	700 000	7 000	1 950 000	19 500	100
20/03/1999	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	930 000	9 300	2 880 000	28 800	100
20/06/2000	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	370 000	3 700	3 250 000	32 500	100
20/03/2001	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	550 000	5 500	3 800 000	38 000	100
20/03/2002	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	420 000	4 200	4 220 000	42 200	100
20/03/2003	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	180 000	1 800	4 400 000	44 000	100
15/03/2004	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	625 000	6 250	5 025 000	50 250	100
16/03/2006	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	875 000	8 750	5 900 000	59 000	100
24/03/2007	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	1 500 000	15 000	7 400 000	74 000	100
20/03/2009	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	1 700 000	17 000	9 100 000	91 000	100
23/02/2010	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	1 700 000	17 000	10 800 000	108 000	100
08/04/2011	AGE	Augmentation de capital en numéraire	648 000	6 480	11 448 000	114 480	100
18/06/2011	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	2 600 000	26 000	14 048 000	140 480	100
20/06/2012	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	2 652 000	26 520	16 700 000	167 000	100
16/05/2013	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	3 500 000	35 000	20 200 000	202 000	100
11/06/2014	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	2 250 000	22 500	22 450 000	224 500	100
01/06/2015	AGE	Augmentation de capital par incorporation de réserves	3 000 000	30 000	25 450 000	254 500	100
21/12/2015	AGE	Réduction de la valeur nominale			25 450 000	25 450 000	1

2.4. Répartition du capital social et des droits de vote au 15/01/2016

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	*Nombre d'actions et de droits de vote	Montant (DT)	% du capital et des droits de vote
Actionnaires Tunisiens	10	21 271 300	21 271 300	83,58%
Personnes morales	2	3 571 800	3 571 800	14,03%
Ayant 3% et plus du capital	1	3 125 400	3 125 400	12,28%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3% du capital	1	446 400	446 400	1,75%
Ayant au maximum 0,5% du capital	0	0	0	0,00%
Personnes physiques	8	17 699 500	17 699 500	69,55%
Ayant 3% et plus du capital	2	16 907 300	16 907 300	66,43%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3% du capital	1	457 500	457 500	1,80%
Ayant au maximum 0,5% du capital	5	334 700	334 700	1,32%
Actionnaires Etrangers	7	4 178 700	4 178 700	16,42%
Personnes morales	7	4 178 700	4 178 700	16,42%
Ayant 3% et plus du capital	2	3 285 600	3 285 600	12,91%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3% du capital	1	612 100	612 100	2,41%
Ayant au maximum 0,5% du capital	4	281 000	281 000	1,10%
Personnes physiques	0	0	0	0,00%
Ayant 3% et plus du capital	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3% du capital	0	0	0	0,00%
Ayant au maximum 0,5% du capital	0	0	0	0,00%
TOTAL	17	25 450 000	25 450 000	100,00%

*L'AGE du 06 Janvier 2016 a décidé le split de la valeur nominale par 100.

2.4.1. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital et des droits de vote au 15/01/2016

Actionnaires	*Nombre d'actions et de droits de vote	Montant (DT)	% du capital et des droits de vote
Ridha Charfeddine	16 014 400	16 014 400	62,92%
CTKD	3 125 400	3 125 400	12,28%
SQM Frontier Africa Master Fund Ltd	1 786 000	1 786 000	7,02%
Kantara Proparco I Limited	1 499 600	1 499 600	5,89%
Slah Ben Turkia	892 900	892 900	3,51%
TOTAL	23 318 300	23 318 300	91,62%

*L'AGE du 06 Janvier 2016 a décidé le split de la valeur nominale par 100.

2.4.2. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 15/01/2016

Actionnaires	*Nombre d'actions et de droits de vote	Montant (DT)	% du capital et des droits de vote
Ridha Charfeddine	16 014 400	16 014 400	62,92%
CTKD	3 125 400	3 125 400	12,28%
Kantara Proparco I Limited	1 499 600	1 499 600	5,89%
Lotfi Charfeddine	115 500	115 500	0,45%
TOTAL	20 754 900	20 754 900	81,55%

*L'AGE du 06 Janvier 2016 a décidé le split de la valeur nominale par 100.

2.4.3. Nombre d'actionnaires au 15/01/2016

Au 15 janvier 2016, le capital de la société UNIMED est réparti entre 17 actionnaires :

- 9 personnes morales ;
- 8 personnes physiques.

2.5. Description sommaire de la société UNIMED au 31/12/2014

2.5.1. Présentation générale de la société :

Créée en 1989 par M. Ridha Charfeddine, la société Unité de Fabrication de Médicaments–UNIMED- opère dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, et est spécialisée plus particulièrement dans les produits stériles : les préparations injectables et les collyres destinés à une application ophtalmique.

UNIMED compte parmi les rares laboratoires à produire ce type de médicaments en Tunisie et a acquis une avance technologique importante par rapport à la concurrence.

En 2011 et afin de financer le développement de son activité et supporter son plan de croissance, la société a ouvert son capital social à une participation étrangère du Fonds d'investissement « Abraaj Capital » à hauteur de 33,96% (via la société Al Kantara Proparco I Ltd).

Ce partenariat financier a été réalisé moyennant deux opérations simultanées :

- La vente de 32 400 actions détenues par M. Ridha Charfeddine au profit de la société Al Kantara; et
- Une augmentation de capital en numéraire réservée décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 08 avril 2011 avec l'émission de 6 480 actions.

En 2015, le fonds d'investissement "Abraaj Capital" a entamé sa sortie de la société UNIMED en réalisant plusieurs opérations de cession à savoir :

- La vente de 31 254 actions au profit du fonds d'investissements CTKD;
- La vente de 17 860 actions au profit du fonds d'investissements SQM;
- La vente de 8 931 actions au profit du fonds d'investissement Blakeney General Partners;
- La vente de 8 929 actions au profit de M. Slah Ben Turkia;
- La vente de 4 464 actions au profit de la compagnie d'assurances AMI.

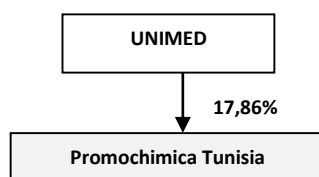
L'actionnariat de la société UNIMED au 15/01/2016 se présente ainsi comme suit :

Actionnariat	Nombre d'actions	En %
Ridha Charfeddine	16 014 400	62,92%
CTKD	3 125 400	12,28%
SQM Frontier Africa Master Fund Ltd	1 786 000	7,02%
Kantara Proparco I Limited	1 499 600	5,89%
Slah Ben Turkia	892 900	3,51%
Autres investisseurs institutionnels	1 339 500	5,26%
Autres investisseurs personnes physiques	792 200	3,11%
TOTAL	25 450 000	100,00%

*L'AGE du 06 Janvier 2016 a décidé le split de la valeur nominale par 100

2.5.2. Schéma financier de la société UNIMED :

La société UNIMED détient une seule participation dans son portefeuille, à savoir la société Promochimica Tunisia.



Conformément au PV du Conseil d'Administration du 16/01/2015, les membres du conseil ont décidé de la prise de participation de la société UNIMED au capital de la société « United Pharma El Djazair » à hauteur de 40% du capital social de la société. Au 18/03/2016, l'acquisition n'a pas encore été réalisée.

2.5.3. Evènement récents modifiant le schéma financier de la société UNIMED :

Néant

2.5.4. Chiffres clés des sociétés de la société UNIMED au 31/12/2014

En DT	Produits d'exploitation	Résultat d'exploitation	Résultat Net	Capitaux propres	Total Passifs	Charges financières nettes	Dividendes distribués
UNIMED	59 805 172	14 348 254	12 369 032	68 933 980	19 672 382	-310 459	4 900 000

2.5.5. Engagements financiers de la société UNIMED au 31/12/2014

En DT	Crédits Court Terme	Découverts Bancaires	Engagements par signature	Crédits à moyen et long terme	Leasing	Billets de trésorerie	Total engagements
UNIMED	1 997 162	19 200		4 811 885	735 016	0	7 563 263

2.6. Relations de la société UNIMED avec les autres parties liées au 31/12/2014

Outre la société UNIMED, le PDG de la société, M. Ridha Charfeddine détient 4 sociétés :

Parties liées	Capital (Dt)	Date de création	Chiffre d'affaires 2014 (Dt)
La société INOX MED SARL	10 000	18/11/2008	610 026
La société SMB SARL	21 000	21/02/2009	345 393
La société SARRAHUILES SARL	3 020 000	16/08/2005	2 504 042
La société UNIREST SARL	5 000	19/05/2011	235 565

2.6.1. Chiffre d'affaires réalisé avec la société UNIMED au 31/12/2014

❖ Chiffre d'affaires réalisé par UNIMED avec les sociétés détenues par le PDG :

- Des revenus locatifs d'un atelier et d'un local administratif à INOXMED pour un montant annuel HTVA de 12.000 dinars et 2.400 dinars respectivement. A noter que l'augmentation contractuelle de 5% du loyer n'a pas été appliquée.
- D'autres produits liés à la refacturation de certains frais payés par UNIMED et qui sont détaillés ci-après :

Société	Montant en dinars
INOXMED	5.505
SARRAHUILES	10.914
UNIREST	6.005
Total	22.424

- ❖ **Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés détenues par le PDG avec la société UNIMED :**
 - Des acquisitions d'immobilisations auprès de SMB pour un montant de 199.076 dinars TVA comprise.
 - Des achats d'huile d'olive auprès de SARRAHUILES pour un montant de 5.339 dinars.

2.6.2. Prêts octroyés et crédits reçus de la société UNIMED

- ❖ **Prêts octroyés :**
 - Néant
- ❖ **Crédits reçus :**
 - Néant

2.6.3. Les créances et les dettes commerciales

- ❖ **Créance envers la société UNIMED :**
 - Néant
- ❖ **Dettes envers la société UNIMED**

- Débiteurs divers :

Société	Solde en dinars
SARRAHUILES	164
UNIREST	90

- Fournisseurs :

Société	Solde en dinars
SARRAHUILES	-983
SMB	79 374

2.6.4. Les achats ou ventes d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou tous autres éléments d'actifs

- ❖ **Achat :**
 - Des acquisitions d'immobilisations auprès de SMB pour un montant de 199.076 dinars TTC.
- ❖ **Vente :**
 - Néant

2.6.5. Les garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues

Néant

2.6.6. Prestations de services donnés et/ou reçus

Néant

2.6.7. Les apports en capitaux

Néant

2.6.8. Obligations de la société UNIMED envers les dirigeants

- Les salaires bruts servis au Président Directeur Général s'élèvent au titre de l'exercice 2014 à 435 721 DT
- La somme des rémunérations dues au Président Directeur Général s'élève à 183 170 DT au 31/12/2014 contre un solde nul au 31/12/2013.
- Les salaires bruts servis au Directeur Général Adjoint du pôle administratif et financier s'élèvent au titre de l'exercice 2014 à 53 311 DT.
- Les salaires bruts servis au Président Directeur Général Adjoint du pôle technique s'élèvent au titre de l'exercice 2014 à 101 527 DT.

En DT	Rémunération		Avantage en nature
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/14	
Président Directeur Général	435 721	183 170	Voiture de fonction et ligne téléphonique
Directeur Général Adjoint du pôle administratif et financier	53 311	-	Voiture de fonction et ligne téléphonique
Directeur Général Adjoint du pôle technique	101 527	-	Voiture de fonction et ligne téléphonique

2.7. Dividendes

Sur les trois derniers exercices, la société UNIMED a distribué les montants suivants :

	2014	2013	2012
Dividendes (DT)	4 900 000 *	4 830 000**	2 272 000***
Capital social (DT)	22 450 000	20 200 000	16 700 000
Nombre d'actions	224 500	202 000	167 000
Dividende par action (DT)	21,826	20,246	13,605
Dividende en % du nominal	21.8%	20.2%	13.6%

*Conformément au PV de l'AGO du 01/06/2015

** Les actionnaires de la société ont décidé deux distributions de dividendes relatives à l'exercice 2013, la première par l'AGO du 11/06/2014 pour la somme de 3 400 mDT, et la deuxième par l'AGO du 26/06/2014 pour la somme de 1 430mDT.

***Conformément au PV de l'AGO du 16 Mai 2013

2.8. Marché des titres

Les actions de la société UNIMED ne sont négociées ni sur le marché local, ni à l'étranger. La société ne possède pas de titres de créance négociés sur le marché local ou à l'étranger.

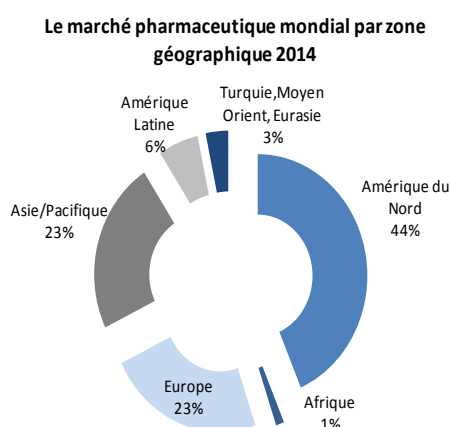
Chapitre 3 : Renseignements concernant l'activité de l'émetteur et son évolution

3.1. Présentation Générale du secteur pharmaceutique

3.1.1. Aperçu général sur le secteur pharmaceutique mondial

En 2014, le marché mondial du médicament a enregistré, selon IMS Health, un chiffre d'affaires de 910 milliards de dollars (contre moins de 200 milliards de dollars en 1990), en croissance de 8,8 % par rapport à 2013.

Les Etats-Unis reste le marché le plus important avec 41,3 % de parts de marché. Il est à noter qu'en 2014 et pour la première fois, la Chine occupe la deuxième place mondiale (8,4% de parts de marché), au détriment du Japon (8% de parts de marché). La France (3,9% de parts de marché) reste le deuxième marché européen derrière l'Allemagne (5% de parts de marché).



Les 10 principaux marchés pharmaceutiques dans le monde en 2014

Etats-Unis	41,3%
Chine	8,4%
Japon	8,0%
Allemagne	5,0%
France	3,9%
Italie	2,9%
Royaume-Uni	2,7%
Brésil	2,4%
Canada	2,2%
Espagne	2,2%

En prix producteur
Source : IMS Health – étude LEEM 2015

Source : IMS Health – étude LEEM 2015

Classement des dix premiers laboratoires pharmaceutiques dans le monde en 2014

Rang	Laboratoire	Nationalité	Chiffre d'affaires (en Md\$)	Part de marché
1	Novartis	Suisse	50	5,5%
2	Pfizer	Etats-Unis	44	4,8%
3	Sanofi	France	39	4,3%
4	ROCHE	Suisse	36	4,0%
5	Merck & CO	Etats-Unis	36	4,0%
6	Johnson & Johnson	Etats-Unis	36	4,0%
7	Astrazenca	Etats-Unis	33	3,6%
8	Glaxosmithkline	Royaume-Uni	31	3,4%
9	TEVA	Israël	25	2,7%
10	GILEAD SCIENCES	Etats-Unis	24	2,6%
Dix premiers laboratoires			354	38,9%

Source : IMS Health – étude LEEM 2015

Le classement des dix premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux a peu changé ces dernières années. Toutefois, et selon l'IMS, on assiste à un essoufflement des « big pharma » particulièrement dans les pays émergents privilégiant les génériqueurs locaux. Une tendance appuyée par les réformes de la santé entreprises au niveau des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui obligent notamment à produire sur place certains médicaments.

Malgré les nombreux rapprochements et fusions réalisées entre les laboratoires, l'industrie mondiale du médicament reste peu concentrée comparée à d'autres secteurs d'activité. Les cinq premiers groupes représentent 22,5 % du marché mondial, contre 40 % dans l'informatique ou encore 50 % dans l'automobile.

3.1.2. Recherche & Développement

Pour les laboratoires, l'innovation thérapeutique présente à la fois un coût élevé et un risque financier majeur : le temps nécessaire à la recherche mobilise d'importants capitaux sur une longue période, pour un résultat incertain. Peu de médicaments génèrent des gains suffisants pour couvrir l'ensemble des coûts de recherche et de développement engagés. En outre, les entreprises ne peuvent compter que sur un nombre limité de médicaments pour financer leur R&D future. La diversification du portefeuille de produits des entreprises permet de minimiser le risque associé à chaque médicament. Ce phénomène explique les rapprochements récents, grâce auxquels les entreprises réalisent des économies d'échelle

En effet, le chemin de la molécule au médicament est long (douze ans en moyenne), complexe et coûteux. La mise au point d'une nouvelle molécule représente un investissement d'environ 1 milliard d'euros. En dix ans, les coûts principaux du développement, incluant le nombre d'essais cliniques requis et le nombre de patients dans chaque essai, ont plus que doublé.

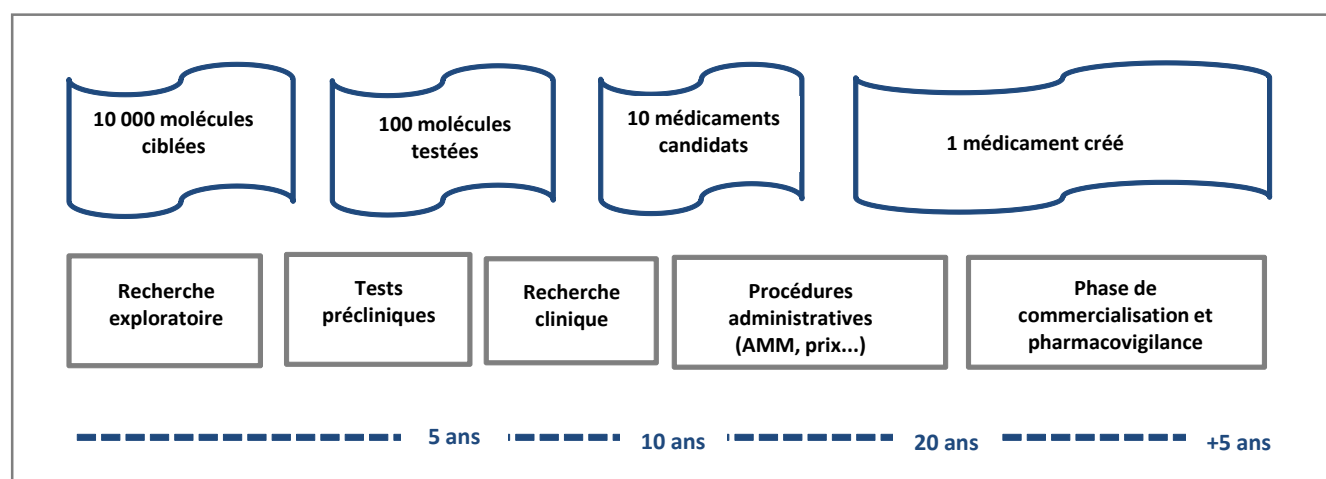
Le brevet, essentiel au financement de la recherche, permet de protéger l'innovation pendant vingt ans. Les étapes clés des phases de test et de développement permettent de vérifier l'efficacité de la molécule et d'en connaître les éventuels effets secondaires. De nombreux candidats médicaments sont ainsi écartés car ils ne présentent pas un rapport bénéfice/ risque positif.

Les études précliniques et les essais cliniques sur l'homme sont les deux phases scientifiques conduites par l'entreprise pour développer le médicament. Ces études sont déclarées auprès des institutions sanitaires compétentes, qui contrôleront l'efficacité et la sécurité du médicament.

La validation des études donne lieu à la constitution des dossiers d'AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) approuvés par le Pharmacien Responsable Technique et, dont les exigences diffèrent selon les pays. Le dossier est envoyé aux autorités compétentes du pays concerné qui procèdent à la validation et à l'enregistrement du médicament.

Une fois l'obtention des AMM, le médicament peut être dispensé aux malades. La pharmacovigilance accompagnera le médicament pendant toute son existence et fera aussi l'objet de procédures rigoureuses.

Le cycle de vie du médicament



Source LEEM 2015

3.1.3. L'industrie pharmaceutique en Tunisie

3.1.3.1. Les structures de réglementation et de contrôle

Le secteur pharmaceutique tunisien est organisé autour de 5 principales structures de réglementation et de contrôle qui élaborent la politique pharmaceutique nationale et contrôlent la bonne conformité des médicaments :

- **La Direction de la Pharmacie et du Médicament (DPM)**

La Direction de la Pharmacie et du Médicament (DPM) est une unité technico-administrative du Ministère de la Santé Publique, créée en 1981. La DPM est chargée de l'élaboration, de l'application et du suivi de la Politique Pharmaceutique Nationale. Elle délivre l'ensemble des autorisations nécessaires pour la Pharmacie et le Médicament et les activités connexes.

Parmi les principales missions de la DPM :

- L'enregistrement des médicaments ;
- Le contrôle des importations de médicaments : La DPM assure la tutelle technique de la Pharmacie Centrale de Tunisie (PCT) et de l'Institut Pasteur de Tunis (IPT), qui sont les deux établissements publics en charge de l'importation exclusive des médicaments chimiques et des produits biologiques en Tunisie ;
- La gestion et le contrôle des activités de production, de distribution et de promotion des médicaments ;
- L'encadrement et le contrôle spécifique des stupéfiants et des psychotropes.

- **Le Laboratoire National de contrôle des médicaments (LNCM)**

Créée en 1990, le LNCM est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du Ministère de la Santé Publique. C'est un outil technique indispensable du système national d'assurance et de contrôle de la qualité des médicaments disponibles en Tunisie.

Parmi ses principales missions, le LNCM est chargé :

- d'effectuer des études, analyses et des essais, à même de promouvoir le secteur du médicament, de l'hygiène corporelle et du cosmétique ;
- de contrôler la qualité des médicaments et des autres produits précités ;
- de contrôler la mise en application, la législation et la réglementation y afférente.

En matière de contrôle de la qualité des médicaments, ses interventions sont de deux types :

- une évaluation systématique de la partie pharmaceutique du dossier d'AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) dans le cadre de la procédure d'enregistrement gérée par la DPM,
- un contrôle sur les échantillons médicaux fournis lors du dépôt de la demande d'AMM ou sur des unités prélevées à l'importation d'un lot, ou sur les lieux de distribution ou de dispensation.

- **Le Centre National de Pharmacovigilance (CNVP)**

Créé en 1984, le centre a réellement démarré ses activités en 1990. Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Santé Publique. Le Centre National de Pharmacovigilance est chargé des missions habituelles d'une structure de pharmacovigilance, c'est-à-dire de collecter et d'exploiter, à l'échelle nationale, les données de pharmacovigilance, d'alerter en cas de découverte de problèmes sanitaires et d'accroître globalement le savoir en matière d'effets indésirables des médicaments en réalisant des recherches dans la littérature internationale et en utilisant des outils informatiques spécialisés.

Ainsi, le Centre National de Pharmacovigilance se dédie à :

- découvrir et identifier les effets indésirables des médicaments utilisés par les malades de manière directe mais aussi indirecte par la consommation alimentaire d'animaux comportant des résidus de médicaments vétérinaires ;
- rechercher les liens de causalité entre les médicaments consommés par les patients et les effets indésirables observés ;
- déterminer l'incidence et la gravité des effets indésirables pour chaque médicament.

○ La Direction de l'inspection pharmaceutique (DIP)

La Direction de l'Inspection Pharmaceutique (DIP) est une direction indépendante au sein du Ministère de la Santé Publique. La Direction de l'Inspection Pharmaceutique veille au respect et à l'application des lois et des textes organisant les professions pharmaceutiques et les produits pharmaceutiques à usage humain et vétérinaire. Elle assure les différentes opérations d'inspection, d'évaluation et d'enquêtes nécessaires.

La Direction de l'Inspection Pharmaceutique assure la gestion de toutes les inspections qui concernent les fabricants, les grossistes-répartiteurs, les officines ainsi que des établissements sanitaires disposant d'un service pharmacie ou simplement détenteurs de stocks de médicaments.

Le contrôle des activités des deux établissements pharmaceutiques importateurs (Pharmacie Centrale de Tunisie et Institut Pasteur de Tunis) rentre également de droit dans le champ de ses prérogatives d'inspection.

○ L'Agence Nationale de Contrôle Sanitaire et Environnemental (ANCSEP)

L'Agence Nationale de Contrôle Sanitaire et Environnemental des Produits (ANCSEP) est un établissement public créé en avril 1999. Elle dispose de la personnalité civile et est dotée de l'autonomie financière ; elle est placée sous la tutelle du Ministère de la Santé Publique.

L'Agence Nationale de Contrôle Sanitaire et Environnemental des Produits est conçue pour assurer la coordination et la consolidation des activités de contrôle sanitaire et environnemental des produits, exercées par les différentes structures de contrôle concernées, ainsi que leur suivi.

Elle est également chargée de veiller au respect de la réglementation, se prononcer sur les problèmes et différends relatifs à l'application des normes et des règles en vigueur, contribuer à la formation et à l'informations sanitaire et développer des relations scientifiques et techniques avec les organismes internationaux de même vocation.

3.1.3.2. Présentation du secteur pharmaceutique en Tunisie

La Tunisie est l'un des premiers pays africains à se doter d'une industrie pharmaceutique active. Elle a pris son envol dans les années 90, grâce à la mise en place par l'Etat de plusieurs mesures d'encouragement d'ordre fiscal, commercial et réglementaire, qui amorcent une phase de privatisation du secteur.

L'industrie pharmaceutique tunisienne reste, toutefois, relativement jeune et offre un fort potentiel de croissance.

Parmi les mesures incitatives mise en place par les autorités publiques tunisiennes :

- Exonération des droits de douane pour les matières premières et les articles de conditionnement ;
- Une fiscalité réduite à 6% de TVA sur les ventes sur le marché local (cette taxe devrait passer à 8% à partir de 2016) ;
- Réduction des droits de douane au minimum pour les équipements ;
- Autorisation de la sous-traitance entre laboratoires ;
- Possibilité pour la PCT de procéder à des appels d'offres nationaux lorsqu'il y a au moins deux producteurs locaux (ne pas passer par un AO international), et application d'une marge de préférence de 10% aux entreprises nationales dans le cas des appels d'offres internationaux.

La nouvelle dynamique du secteur a permis la création de nombreuses unités pharmaceutiques privées ainsi que l'installation de grands groupes mondiaux en Tunisie. Aujourd'hui, la Tunisie compte 36 unités pharmaceutiques à usage humain dont des multinationales telles que Sanofi-Aventis, Pfizer, Abbott, Pierre-Fabre....

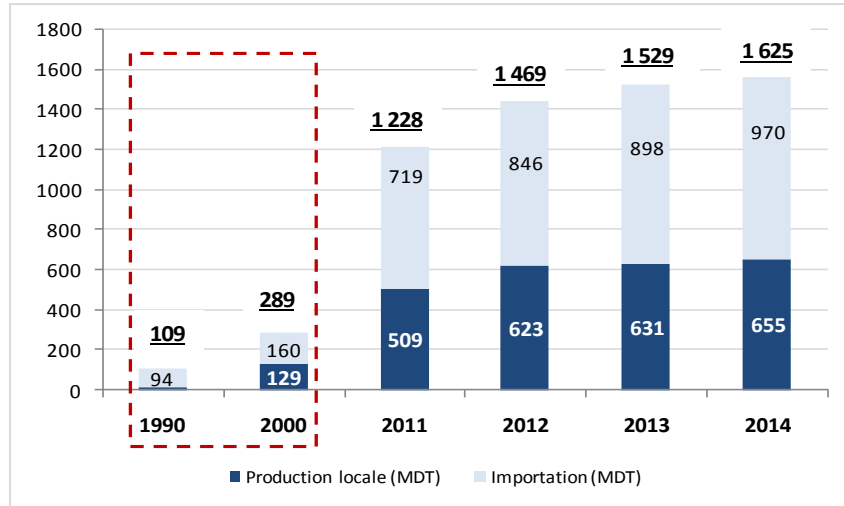
3.1.3.3. L'évolution historique du marché

Avec le développement du secteur privé, la couverture des besoins en médicaments est passée de 14% en 1990 à 45% en 2000. Un ratio qui a, néanmoins, légèrement baissé sur les années 2000-2014 (un taux de 43% en 2014). La production locale en médicaments a atteint 655 MDT en 2014 et est répartie de la manière suivante :

- 61% des médicaments sont fabriqués sous forme générique contre 39% pour les produits sous licence.
- 62% des médicaments sont fabriqués sous forme sèche, contre 28% pour les formes liquides injectables et buvables et 10% pour les formes pâteuses et semi-pâteuses

Le reste des besoins est couvert par l'importation dont la valeur totale s'élève en 2014 à 970MDt et pour la majorité originaire de la France.

Evolution de la consommation de médicaments



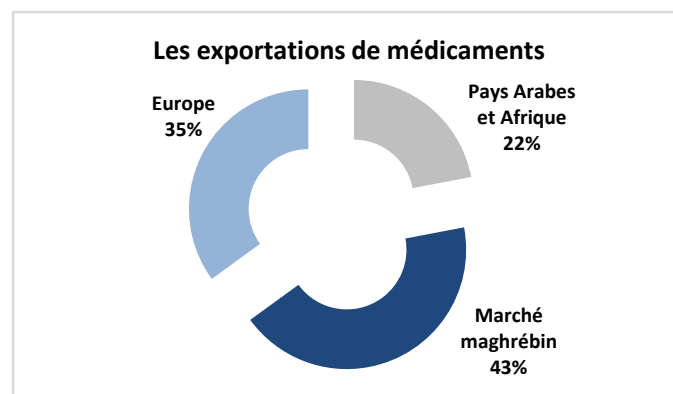
Source DPM – Etude ACC

Depuis 2011, la consommation de médicaments a enregistré une croissance annuelle moyenne de 10%.

Le chiffre d'affaires du secteur est essentiellement réalisé sur le marché local et représente 35% des dépenses globales de santé. La croissance du chiffre d'affaires est le fruit de plusieurs éléments :

- L'amélioration du système de couverture sociale et élargissement du périmètre de remboursement des soins ;
- Le développement important des infrastructures sanitaires privées (Hôpitaux privés, cliniques, officines, centres médicaux, cabinets dentaires, etc.) ;
- L'afflux de patients étrangers principalement originaires de la Libye depuis 2011. La Tunisie est la première destination 'santé' sur l'ensemble de l'Afrique et Moyen-Orient avec 376.000 patients étrangers en 2013.

Seulement 4% du chiffre d'affaires est réalisé sur le marché export, principalement sur la région du Maghreb (43%). Un montant en nette progression sur ces dix dernières années (une croissance annuelle moyenne de 14%), mais qui reste encore très faible. En effet, le marché export reste volatile et dépend de plusieurs paramètres. Certains sont spécifiques à la nature même du secteur : difficultés d'enregistrement des médicaments dans les pays étrangers, transparence des appels d'offres, etc., et d'autres liés à la compétitivité des marchés. En effet, la Tunisie étant principalement exportatrice de produits génériques, elle fait face à une concurrence très importante, que ce soit de la part des pays voisins ou encore des marchés asiatiques.

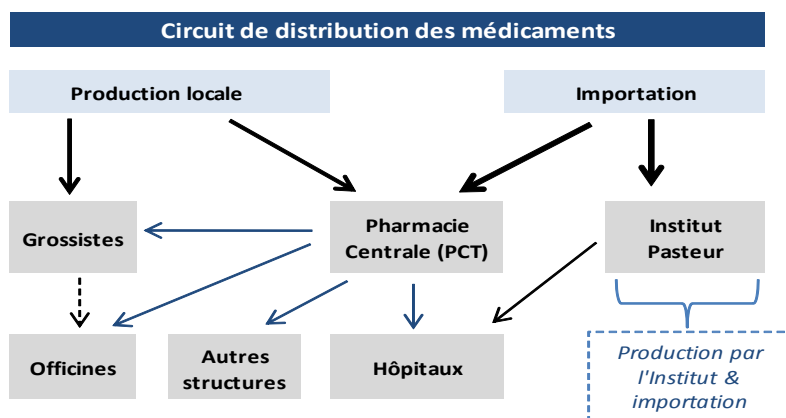


Source : Etude ACC

3.1.3.4. Le système d'approvisionnement du secteur pharmaceutique

L'approvisionnement du secteur pharmaceutique s'effectue à travers la production locale mais aussi l'importation :

- Les importations sont exclusivement assurées par **l'Institut Pasteur de Tunisie (IPT)** pour les vaccins, sérums, allergènes ainsi que les produits sanguins et par **la Pharmacie Centrale (PCT)** pour tous les autres types de médicaments nécessaires à la médecine humaine et vétérinaire et aux différentes structures sanitaires publiques, parapubliques et privées.
- Sur le marché local, l'approvisionnement en médicaments est assuré aussi bien par la PCT que par des grossistes répartiteurs.



o La Pharmacie Centrale de Tunisie (PCT)

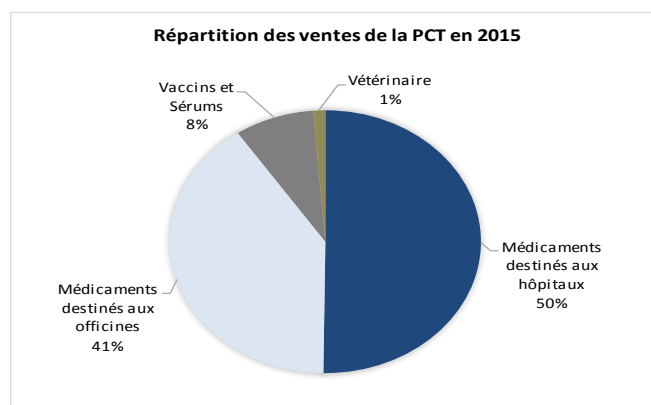
La Pharmacie Centrale de Tunisie assure aussi bien la collecte des médicaments issue de l'importation et de la production locale, mais également la distribution sur le marché.

Pour couvrir les besoins nationaux en médicaments, la Pharmacie Centrale de Tunisie fait appel à deux procédures d'achat : les appels d'offres et le gré à gré.

- La procédure des appels d'offres est utilisée dans l'approvisionnement du secteur public ainsi que dans le cas d'achat de certaines molécules de forte consommation pour le secteur privé.
- La procédure de gré à gré est employée principalement pour l'approvisionnement du secteur privé.

Toutefois, la PCT peut acquérir des médicaments par voie de commandes fermes. Ces médicaments sont en général récents et n'ont pas d'AMM tunisiennes mais sont disponibles dans leurs pays d'exportation et présentent un intérêt médical dûment justifié (pathologies rares ou graves ou encore des cas d'urgence).

En 2015, la PCT a réalisé un chiffre d'affaires de 1 199MDT, dont la moitié est issue des revenus des médicaments destinés aux hôpitaux et 41% des médicaments destinés aux officines.



Source : PCT

○ L'institut Pasteur de Tunis (IPT)

L'Institut Pasteur de Tunis est un établissement public de santé et de recherche scientifique placé sous la tutelle du Ministère de la Santé. Son rôle est d'effectuer toutes les enquêtes, missions, analyses ou recherches scientifiques intéressant la santé publique humaine et animale. L'institut prépare les produits biologiques tels que les vaccins, sérums, antigènes dont la production est nécessaire au pays. L'Institut Pasteur de Tunis est également membre du Réseau International des Instituts Pasteur, composé de 32 instituts dans le monde.

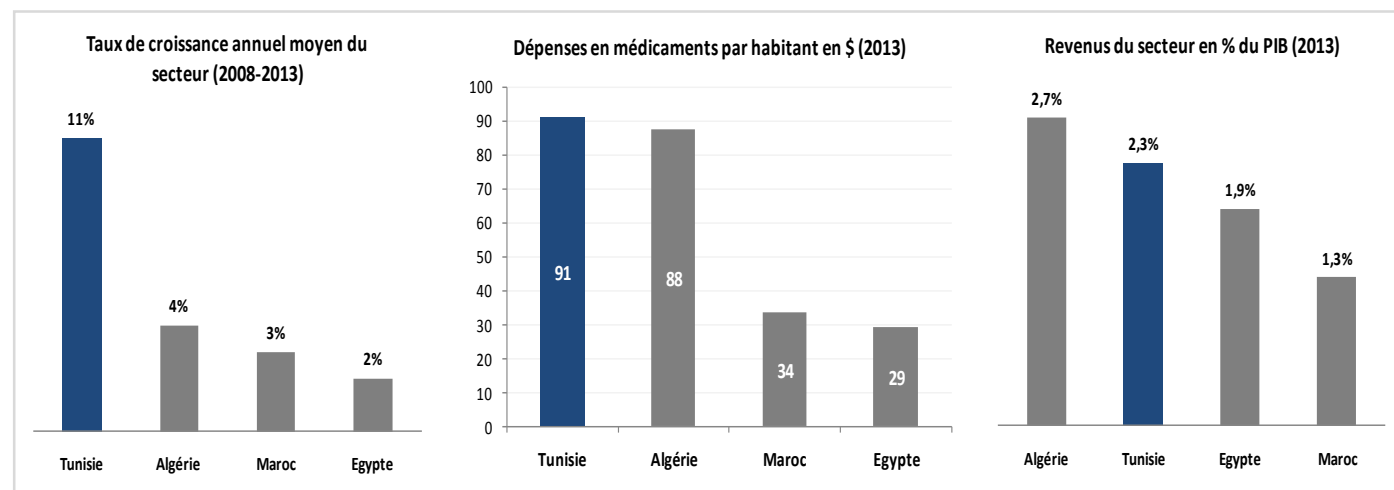
Actuellement, il produit du vaccin BCG intradermique, du vaccin BCG frais pour immunothérapie du cancer de la vessie, et des sérums thérapeutiques (anti-vipérin, anti-scorpionique et anti-rabique). Un faible pourcentage des produits biologiques sont importés par l'IPT.

3.1.3.5. Comparables régionaux et potentiel de croissance du secteur pharmaceutique en Tunisie

Pour ce qui est des perspectives d'avenir, l'industrie pharmaceutique et le secteur de la santé en général offrent un potentiel de croissance certain, et se comparent favorablement aux marchés voisins en stagnation :

- L'allongement de l'espérance de vie et la croissance des maladies métaboliques et chroniques ;
- Le potentiel encore sous exploité de la production locale des médicaments essentiellement génériques ;
- La proximité avec les pays du Maghreb et des pays africains facilitant la mise en place d'une plateforme de façonnage et de distribution de médicaments ;
- Le développement du tourisme médical : positionnement géographique stratégique, une médecine de qualité et des coûts de soins compétitifs ;
- Les opportunités d'investissement dans le secteur privé à l'étude : création d'une cité médicale intégrée tels que des centres de rééducation et de réadaptation, des centres de vie pour les retraités (tunisiens et étrangers), des centres d'hospitalisation moyen et long séjour...

Comparables régionaux



Source BMI – Banque Mondiale

D'autres mesures d'encouragement resteront encore à développer pour rendre le secteur pharmaceutique encore plus attractif :

- Assouplissement de la politique de prix de médicaments administrée par le ministère du commerce ;
- Simplification des procédures d'enregistrement des AMM ;
- Mise en place d'un cadre législatif approprié aux essais cliniques et au développement de la recherche par les laboratoires internationaux ;
- Développement d'une réglementation pour les produits biosimilaires, les produits à base de plantes médicinales et des médicaments phytothérapeutiques, encouragement du secteur pharmaceutique vétérinaire...

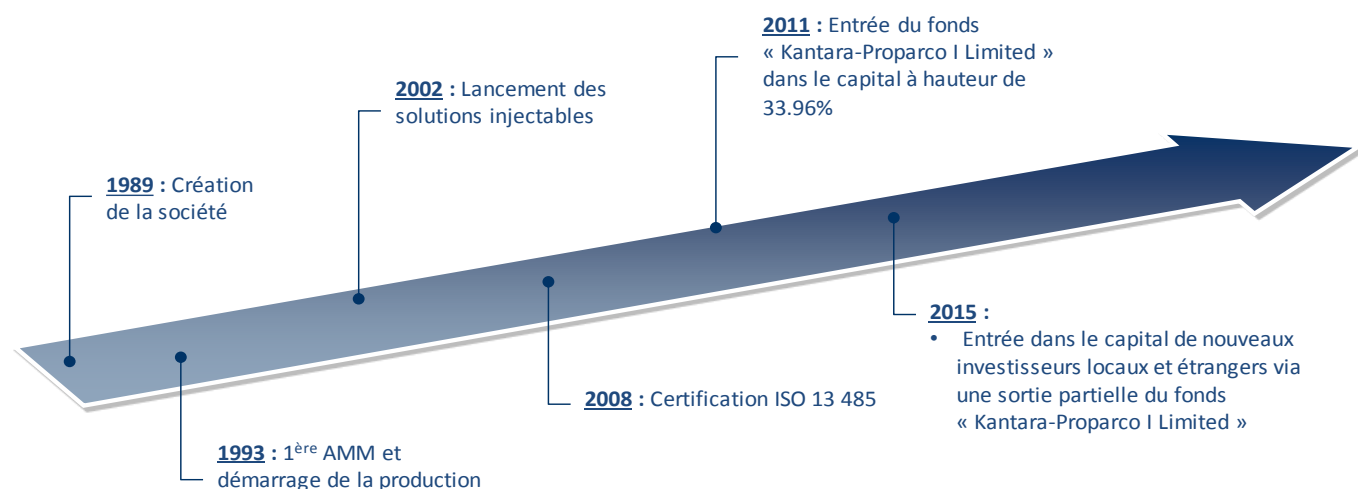
3.2. Présentation Générale de la société et de son activité

La société UNIMED a été fondée en 1989 par M. Ridha Charfeddine, actuel Président Directeur Général de la société.

La société est implantée à la zone industrielle de Kaala Kebira à Sousse sur un terrain de 3.2 hectares. Ceci comprend 6 sites de production, deux entrepôts de stockage, un bloc social (comportant un réfectoire et une salle de pause) et un siège administratif. En outre, la société a acquis en 2014, 2.1 ha pour les besoins de l'extension de son activité.

Au 6/01/2016, le capital social de la société UNIMED s'élève à 25.450.000 DT détenu principalement à hauteur de 63% par Monsieur Ridha Charefeddine et 30% par des institutionnels locaux et étrangers.

Les dates clés de la société UNIMED



La société UNIMED opère dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, et se spécialise dans les produits stériles : les injectables, les solutions Ophta – ORL, les collyres et les solutions de perfusion.

Compte tenu de l'environnement sanitaire sensible des produits stériles, UNIMED compte parmi les rares laboratoires à produire ce type de médicaments en Tunisie et a acquis une avance technologique importante par rapport à la concurrence. Ceci s'est traduit par une croissance continue de son chiffre d'affaires de 11.5% sur la période 2012-2014.

Actuellement, la société dispose sur le marché local, de plus de 50 produits sur le marché officinal et de plus de 30 produits sur le marché hospitalier. Ces médicaments sont commercialisés sous différentes formes et présentations totalisant ainsi 186 AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) accordées par la DPM (Direction de la Pharmacie et du Médicament). Sur le plan international, les produits de la société UNIMED ont obtenu des AMM des autorités des pays suivants :

Pays	Nombre d'AMM
Tunisie	186
Algérie	26
Yémen	18
Côte d'Ivoire	12
Irak	12
Burkina Faso	10
Congo	10
Sénégal	10
Arabie Saoudite	9
Koweït	6
Emirats Arabes Unis	6
Niger	1
Liban	1
TOTAL	307

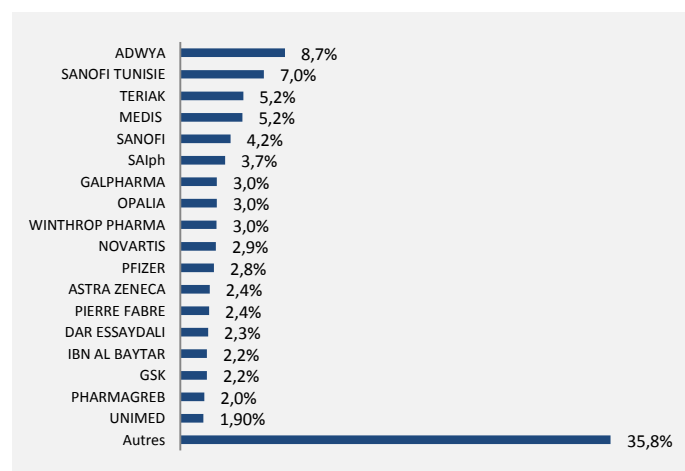
Au total, tous marchés confondus, la société dispose de 307 AMM. Notons que les produits UNIMED sont commercialisés en Lybie moyennant les AMM obtenues auprès de la DPM en Tunisie.

De plus, il est à signaler que 104 autres AMM ont été déposées et sont en cours d'autorisation, et 16 AMM sont en cours de dépôt.

	AMM déposées non encore obtenues	AMM en cours de dépôts
Tunisie	31	9
Asie	60	6
Afrique	13	1
TOTAL	104	16

Globalement, UNIMED détient une part de marché de 1.9%. Toutefois, en raisonnant sur la niche des produits stériles, la part de marché de la société UNIMED passe à 27%, et se classe première dans son segment. Son principal concurrent local est le laboratoire MEDIS qui détient une part de marché de 20%, l'essentiel de la concurrence est issu de l'importation.

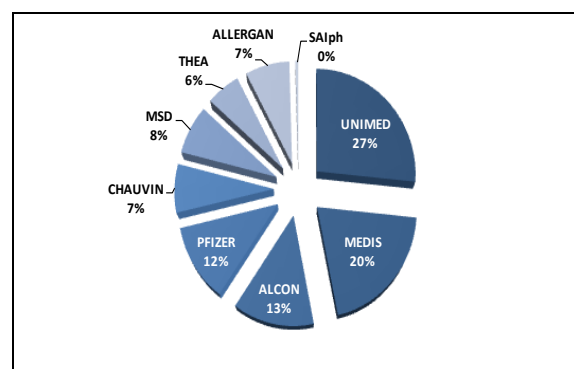
Parts de marché « Officines » à fin septembre 2015



Source : GERS

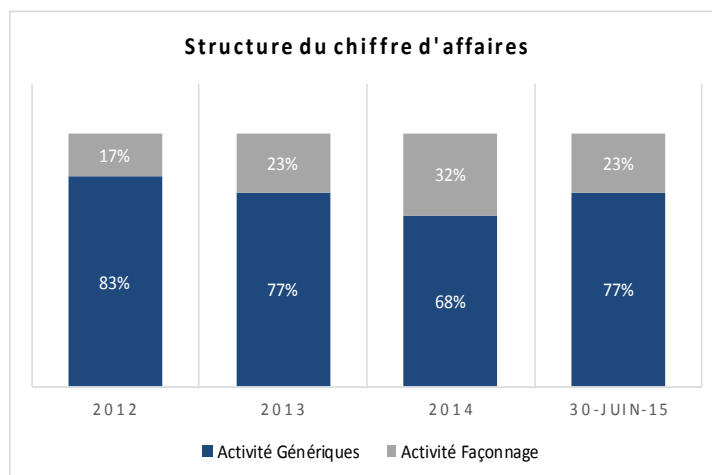
Parts de marché (collyres – injectables)

Source Management UNIMED – Septembre 2015

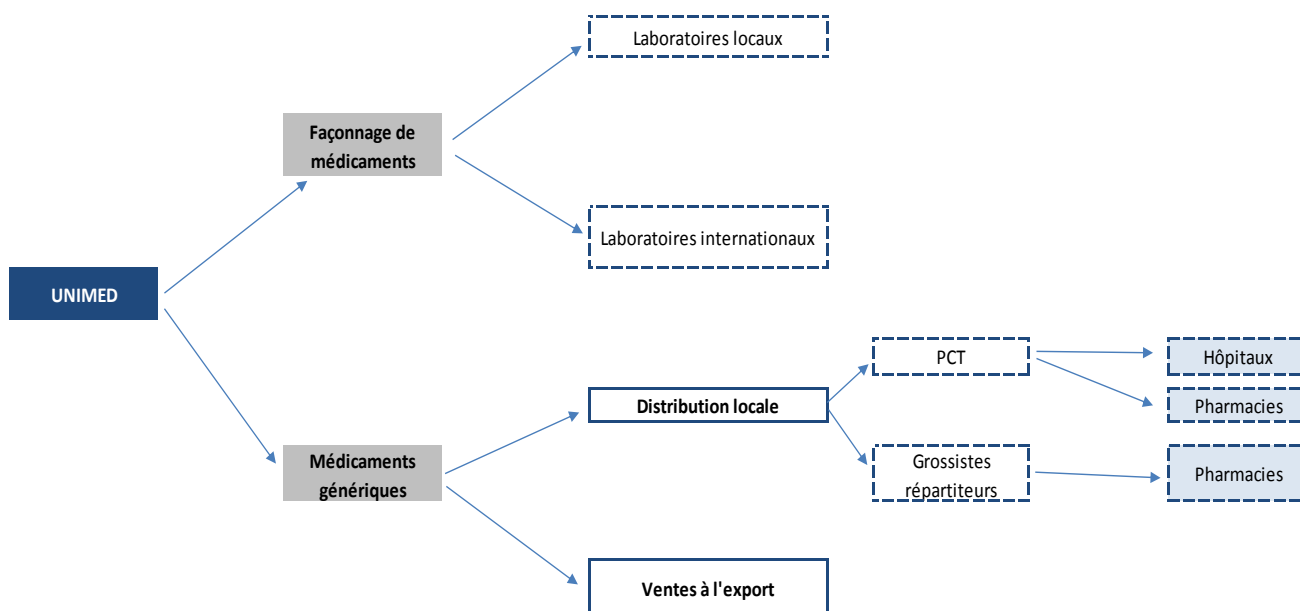


Le business model de la société UNIMED s'articule autour de deux activités :

- L'activité générique : Il s'agit de la production et la commercialisation de médicaments sous la propre marque de la société UNIMED.
- L'activité de façonnage (sous-traitance) : Ce sont des médicaments fabriqués pour le compte de laboratoires tiers, donneurs d'ordre. Depuis 2002-2003 et grâce à son savoir-faire, ses compétences acquises et son expertise technique sur la niche des produits stérilisés, UNIMED a conclu près d'une vingtaine de contrats pour le compte de laboratoires internationaux Français, Américains et Suédois (Théa, Pfizer, Biogaran, Cederroth, Laboratoires Gilbert, Mylan..) et pour des laboratoires locaux (Teriak, Pfizer Tunisie et Adwya).



Business Model de la société UNIMED



3.3. Le processus de production

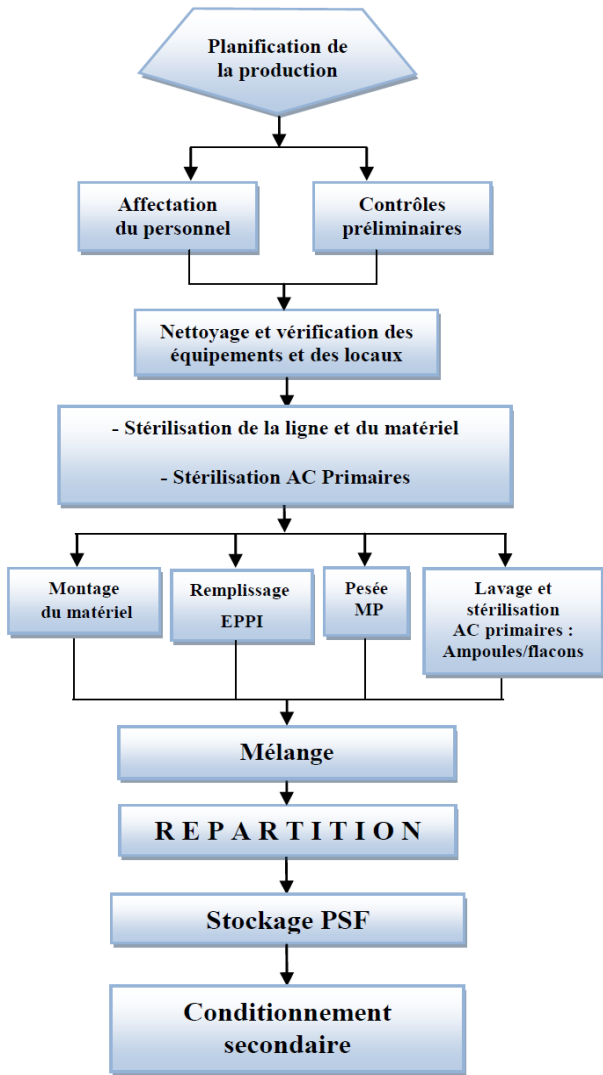
L'outil de production de l'entreprise est réparti en plusieurs unités (ou bâtiments) chacune spécialisée dans la fabrication d'une famille de médicaments.

Cet outil de production se présente comme suit :

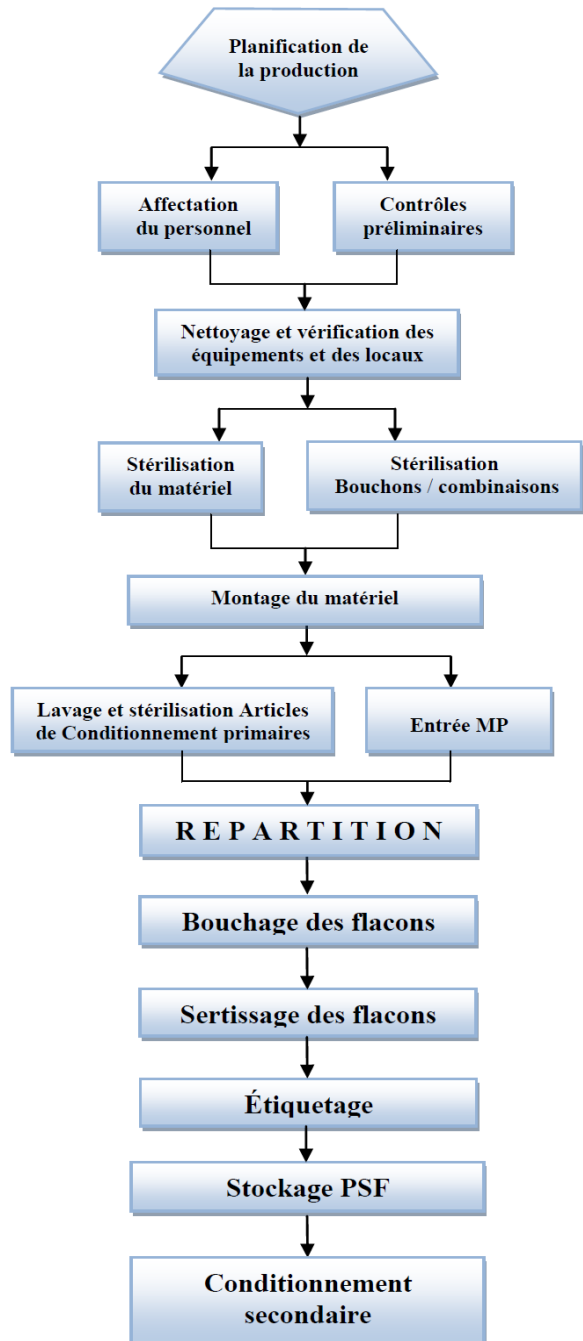
- Unité de Production A : fabrication des produits ophtalmiques stériles et solutions injectables stériles conditionnés en ampoules en polyéthylène.
- Unité de Production C : fabrication de collyre.
- Unité de Production E : fabrication de solutions injectables liquides stériles conditionnées dans des ampoules et flacons en - verre et la fabrication de spray nasale.
- Unité de Production F : fabrication de poudres injectables (formes sèches conditionnées dans des flacons en verre).
- Unité de Production G : Unité pour la fabrication de la nouvelle génération des Solutions Injectables Stériles.
 - Période de construction : 2012 à 2014
 - Date de mise en service : novembre 2014
- Unité de Production L : Unité pour la fabrication des médicaments formes sèches injectables.
 - Période de construction : 2014 à 2016
 - Date de mise en service : Avril 2016

Ainsi, on peut distinguer deux principaux processus de production :

Production Forme Liquide



Production Forme Sèche Stérile



AC : Article de Conditionnement
 PSF : Produit Semi Fini
 MP : Matière Première
 EPPI : Eau Pour Préparation Injectable

3.4. La politique de fixation des prix

La politique de fixation des prix pour les ventes locales est la suivante :

Lors du dépôt d'un dossier d'AMM, le laboratoire présente l'ensemble des coûts des intrants pour son médicament selon une structure de prix bien formalisée. Les ministères de la Santé et du Commerce examinent ces coûts et négocient le prix final acceptable avec le laboratoire. Le principe retenu dans la fixation des prix pour les médicaments fabriqués localement est d'imposer un prix plafond correspondant à celui du produit équivalent importé. Le prix ainsi homologué en dinars, reste inchangé pendant plusieurs années. Néanmoins, lorsqu'il s'avère que le maintien des prix n'est plus possible, pour des raisons justifiées, une procédure d'homologation est entreprise avec le ministère de Commerce et de la Santé.

Concernant les exportations, les prix sont fixés dans le cadre d'un appel d'offre ou bien dans le cadre d'un accord commun entre l'industriel et le donneur d'ordre (sous-traitance) ou l'importateur étranger.

3.5. Description de l'activité au 31/12/2014

3.5.1. Evolution et composition des revenus

Les produits de la société UNIMED peuvent être regroupés en 4 principales catégories de produits :

- Les injectables : Cœur de métier de la société UNIMED, cette gamme représente 47% du CA en 2014 ;
- Les solutions OPHTA-ORL qui représentent 20% du CA de la société UNIMED en 2014 ;
- Les Collyres qui représentent 24% du CA de la société UNIMED en 2014 ;
- Les perfusions qui représentent 8% du chiffre d'affaires de la société en 2014.

- Structure du chiffre d'affaires par produit :

en mDT	2014	2013	2012	Var 14/13
Injectables	27 041	25 472	27 477	6,2%
Solutions Ophta-ORL	11 235	6 402	5 966	75,5%
Collyres	13 842	12 179	9 980	13,7%
Perfusion	4 698	1 679	1 914	179,8%
Autres	798	938	986	-14,9%
Total	57 614	46 670	46 323	23,4%

en mDT	2014	2013	2012	Var 14/13
Activité Génériques	39 385	35 831	38 606	9,9%
Activité Façonnage	18 229	10 839	7 717	68,2%
Total	57 614	46 670	46 323	23,4%

- Structure du chiffre d'affaires par marché :

En mDT	2014	2013	2012
Local	33 690	29 235	35 992
En % du CA	58%	63%	78%
Export	23 924	17 435	10 330
En % du CA	42%	37%	22%
Total	57 614	46 670	46 323

En 2014, le chiffre d'affaires a augmenté de 23,4% et ce en passant de 46 670 mDT au 31/12/2013 à 57 614 mDT au 31/12/2014. Cette augmentation résulte de l'effet cumulé de :

- La hausse des ventes locales de 15%, passant de 29 235 mDT au 31/12/2013 à 33 690 mDT au 31/12/2014
- La hausse des ventes à l'export de 37% passant de 17 435 mDT au 31/12/2013 à 23 924 mDT au 31/12/2014.

Contrairement aux statistiques du secteur, l'export est le moteur de croissance de la société UNIMED, avec un taux de croissance moyen de 52% sur les 3 dernières années, contre une baisse moyenne de 3% pour l'activité locale. La dynamique de l'export est liée à **(I) un effet volume** grâce au développement de l'activité façonnage, et **(II) un effet prix** : la société bénéficie d'un effet change favorable.

Il est à noter que :

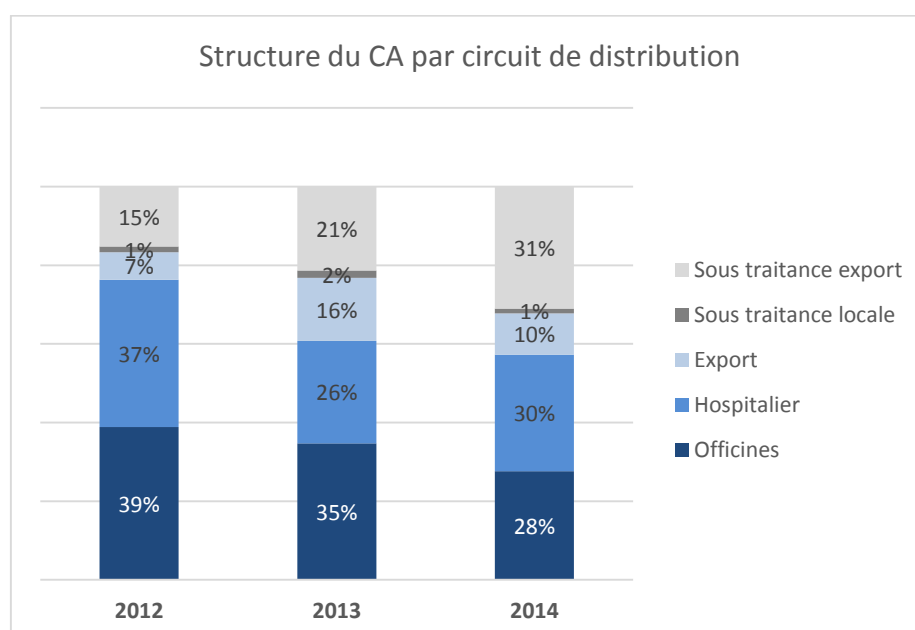
- Le chiffre d'affaires des ventes locales représente 58% du total des ventes en 2014 contre 63% des ventes en 2013 soit une baisse de 5%.
- Les exportations représentent 42% du chiffre d'affaires total en 2014 contre 37% en 2013 soit une augmentation de l'ordre de 5%. La société exporte principalement en France (66% du CA export en 2014). Le reliquat est réparti entre l'Algérie, la Lybie, certaines régions de l'Afrique de l'Ouest et l'Europe.

en mDT	2014	2013	2012
France	15 901	8 573	5 647
Algérie	3 630	3 062	2 525
Autres pays	4 393	5 800	2 158
Total	23 924	17 435	10 330

- Structure du chiffre d'affaires par circuit de distribution

Le circuit de distribution de la société UNIMED se présente de la manière suivante :

- Sur le marché local les ventes sont essentiellement réalisées avec les hôpitaux à travers la Pharmacie Centrale de Tunisie, les Officines à travers les grossistes, et les laboratoires donneurs d'ordres pour l'activité la sous-traitance locale.
- Le marché export regroupe les produits UNIMED et la sous-traitance export.



La structure du chiffre d'affaires s'est modifiée au cours des 3 dernières années, privilégiant l'activité export, celle-ci est passée de 22% du chiffre d'affaires global en 2012 à 41% en 2014.

Le CA « hospitalier » qui représentait 37% du CA global en 2012, ne représente plus que 30% en 2014. Une stratégie voulue par la société de réduire son exposition aux circuits hospitaliers aux marges plus modérées, et dont l'activité reste volatile et fortement dépendante des résultats des appels d'offres et des budgets alloués au secteur de la santé publique.

L'activité officine représente quant à elle 28% du CA en 2014, contre 39% en 2012.

3.5.2. Evolution des achats consommés et de la marge brute

Les achats consommés sont principalement constitués de matières premières (molécule, eau distillée, stabilisateur, conservateurs), d'articles de conditionnement primaires et secondaires et de coûts liés à l'énergie.

Les achats consommés ont enregistré une hausse importante entre les deux exercices, en passant de 17 327 mDT en 2013 à 23 065 mDT en 2014. Ceci s'explique notamment par l'accroissement de 45% des matières premières qui représentent 63% du total des achats consommés en 2014.

en mDT	2014	2013	2012	Var 14/13
Matières premières	14 514	10 012	12 068	45%
Articles de fournitures de conditionnement	7 086	7 369	4 381	-4%
Energies (eau, électricité, gaz, carburant)	2 171	1 556	1 373	40%
Autres	1 520	1 199	1 115	27%
Sous-Total	25 291	20 136	18 937	26%
Variation de stocks	-2 226	-2 809	-1 154	-21%
Total Achats consommés	23 065	17 327	17 783	33%

Boostée par l'activité export, la marge brute a enregistré une croissance annuelle moyenne de 10.7% entre 2012-214 pour passer de 29 752mDT en 2012 à 36 477mDt en 2014.

en mDT	2014	2013	2012	Var 14/13
Revenus	57 614	46 670	46 323	23%
Variation des stocks des PF et encours	1 928	2 787	1 212	-31%
Production	59 542	49 458	47 535	20%
Achats consommés	23 065	17 327	17 783	33%
Marge brute	36 477	32 131	29 752	14%
<i>Taux de marge brute (Marge brute /CA)</i>	<i>63%</i>	<i>69%</i>	<i>64%</i>	

Le taux de marge brute a atteint un pic de 69% en 2013 en raison du changement de la structure du CA (une baisse de l'activité hospitalière aux marges plus modérées) et retrouve depuis 2014 des niveaux plus normatifs (64%).

3.6. Description de l'activité au 30/06/2015

3.6.1. Evolution et composition des revenus

Sur le premier semestre 2015, la société UNIMED a enregistré une progression de 9% de son chiffre d'affaires passant de 27 514mDT au 30 juin 2014 à 29 907mDT au 30 juin 2015.

En mDT	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Revenus	29 907	27 514	57 614
Progression	9%		

- Structure du chiffre d'affaires par marché :

La progression du chiffre d'affaires résulte de l'effet cumulé de :

- La hausse des ventes locales de 20%, passant de 16 108 mDT au 30/06/2014 à 19 284 mDT au 30/06/2015, représentant ainsi 64% du chiffre d'affaires total de la société.

- La baisse des ventes à l'export de 7% passant de 11 406 mDT au 30/06/2014 à 10 623 mDT au 30/06/2015, représentant ainsi 36% du chiffre d'affaires de la société.

En mDT	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Local	19 284	16 108	33 690
En % du CA	64%	59%	58%
Progression	20%		
Export	10 623	11 406	23 924
En % du CA	36%	41%	42%
Progression	-7%		
Total	29 907	27 514	57 614

3.6.2. Evolution des achats consommés et de la marge brute

Au 30 juin 2015, les achats consommés ont représenté 42.3% du chiffre d'affaires, contre 40.2% au 30 juin 2014.

Les achats d'approvisionnement consommés ont enregistré une hausse de 14.3% en passant de 11 069mDT au 30 juin 2014 à 12 650 mDT au 30 juin 2015. Ceci s'explique notamment par l'accroissement de 39.5% des matières premières. A noter que les matières premières sont essentiellement importées d'Europe. La société s'est également dirigée vers de nouveaux fournisseurs agréés de l'Asie qu'elle paye en dollar américain, et a subi la conséquence de la hausse du cours de change intervenue sur le premier semestre 2015. Toutefois, les ventes à l'export permettent, en grande partie, à la société de couvrir ses factures en devises.

en DT	30/06/2015	30/06/2014	2014
Matières premières	9 820	7 037	14 514
Articles de conditionnement	4 138	4 184	7 086
Energies (eau, électricité, gaz, carburant)	940	810	2 171
Autres	992	787	1 520
Sous-total	15 890	12 820	25 292
Variation de stocks	-3 240	-1 751	-2 226
Total Achats consommés	12 650	11 069	23 065

Impactée par l'augmentation du poids de l'activité hospitalière et la hausse du coût des matières premières, la marge brute a enregistré un léger recul de 2% pour passer de 18 078mDT au 30 juin 2014 à 17 728mDT au 30 juin 2015.

en mDT	30/06/2015	30/06/2014	2014
Revenus	29 907	27 514	57 614
Variation des stocks des PF et encours	471	1 633	1 927
Production	30 378	29 147	59 542
Achats consommés	12 650	11 069	23 065
Marge brute	17 728	18 078	36 477

Le taux de marge brute s'élève à 59% au 30 juin 2015, contre un taux de 63% au 31/12/2014.

3.7. Indicateurs d'activité trimestriels au 31/12/2015

Indicateurs	4 ^{ème} trimestre			Cumul du 1 ^{er} janvier au 31 Décembre 2015			Année 2014
	2015	2014	var en %	2015	2014	var en %	
Total Production (en unités)	45 698 953	55 513 400	-17,7%	173 073 236	217 841 271	-20,6%	217 841 271
CA officines	4 151 923	3 882 723	6,9%	16 497 381	15 921 867	3,6%	15 921 867
CA hospitaliers	5 952 151	4 883 470	21,9%	21 317 380	17 092 004	24,7%	17 092 004
CA Soustraction locale	360 243	298 832	20,6%	698 279	676 530	3,2%	676 530
CA export	3 095 401	1 719 654	80,0%	7 736 796	6 035 018	28,2%	6 035 018
CA Soustraction export	3 573 347	4 584 816	-22,1%	13 241 598	17 888 924	-26,0%	17 888 924
Total Chiffre d'affaires (en DT)	17 133 065	15 369 495	11,5%	59 491 434	57 614 343	3,3%	57 614 343
Investissements (en DT)*	1 673 443	3 716 820	-55,0%	6 081 836	8 785 568	-30,8%	8 785 568
Endettement MLT (en DT)	3 551 665	5 333 747	-33,4%	3 551 665	5 333 747	-33,4%	5 333 747
Endettement CT (en DT)	2 369 602	2 210 316	7,2%	2 369 602	2 210 316	7,2%	2 210 316

*Les investissements sont calculés nets des cessions d'immobilisations

3.8. Certifications et mise à niveau

3.8.1. Certification

- La société UNIMED a obtenu la certification ISO 9001 2008 par la société SGS qui a audité et certifié selon les exigences ISO 9001, le système de management de la société UNIMED pour les activités de fabrication de solutions stériles et injectables, de poudre pénicillines injectables et de solutions ophtalmiques, auriculaires et nasales ainsi que les produits d'entretien des lentilles de contact.
Ce certificat est valable du 14 janvier 2013 au 13 janvier 2016, et reste valide jusqu'à décision satisfaisante à l'issue des audits de suivi.
- La société UNIMED a obtenu la certification ISO 13485 2003, par le Laboratoire National de Métrologie et d'Essais (LNE) situé en France. Le LNE certifie que le système de management de la qualité développé par la société UNIMED pour les activités de fabrication et conditionnement de formes liquides stériles en poche, flacon souple obtenu par technologie BFS, ampoule, flacon en verre, et flacon pressurisé avec valve poche pour des applications ophtalmiques, auriculaires, nasales et topiques, dans le domaine des dispositifs médicaux, est conforme aux exigences des normes internationales ISO 13485 2003. La certification est valable du 12 septembre 2014 jusqu'au 11 septembre 2017 inclus.
- La société UNIMED a obtenu le certificat de conformité aux Bonnes Pratiques de Fabrication délivré par l'établissement public français rattaché au ministère de la santé « l'Agence Nationale de sécurité du Médicament et des produits de santé » (ANSM), qui a audité les Laboratoires UNIMED du 10 au 14 Mars 2014 et considère que « son fonctionnement est conforme aux Bonnes Pratiques de Fabrication établies par la directive 2003/94/CE ». Ce certificat est limité aux productions réalisées dans le bâtiment C et E. Ce certificat ne devrait pas être utilisé pour refléter le statut de conformité au-delà de 3 mois à compter de la date d'inspection.

3.8.2. Mise à niveau

- Le premier dossier de mise à niveau de la société UNIMED a été déposé en 1997. Depuis, 3 autres dossiers de mise à niveau ont été déposés en 2000, 2004 et 2009.

Ci-dessous le détail des dossiers de Mise à Niveau :

				En DT
Référence Dossier	Investissement	Prime prévue	Prime débloquée	Situation
Dossier n°1997/5/062	1 975 000	188 500	222 051	Clôturé
Dossier n°2000/5/261-1	8 150 530	1 147 311	1 222 429	Clôturé
Dossier n°2004/434	3 553 432	624 689	488 885	Clôturé
Dossier n°2009/542	22 227 340	3 018 299	1 309 613	En Cours
Total	35 906 302	4 978 799	3 242 978	

En 2015, la société UNIMED a démarré l'élaboration de son cinquième plan de mise à niveau.

- Des subventions d'investissement ITP (Investissement Technologique à caractère Prioritaire) ont également été délivrées à UNIMED, en 2003 et 2008, détaillées ci-dessous :

				En DT
REF dossier	Investissement	Prime prévue	Prime débloquée	Situation
Dossier n°2003/266	132 200	75 400	36 300	Clôturé
Dossier n°2008/322	195 260	89 375	86 750	Clôturé
Total	327 460	164 775	123 050	

3.9. Facteurs de risque

3.9.1. Risque de concurrence

UNIMED a été parmi les premières entreprises pharmaceutiques Tunisiennes à se positionner sur le marché des médicaments génériques. Ces dernières années, les pouvoirs publics ne cessent d'encourager le développement de ce créneau ce qui attire de nouveaux concurrents locaux.

Toutefois, UNIMED a les atouts pour y faire face :

- Une politique d'innovation et un effort en Recherche et Développement soutenus qui se manifestent par le lancement continu de nouveaux génériques de qualité ;
- Une avancée technologique et des investissements de pointe en termes de lignes de production ;
- Une certification qualité et système opérationnel selon les normes internationales.

3.9.2. Risque de change

L'industrie pharmaceutique en Tunisie est tributaire en majeure partie de l'importation de substances actives (matières premières et articles de conditionnement primaire) de l'étranger. En effet, la fabrication de ces dernières est une branche d'activité à part, qui relève de la chimie fine.

UNIMED effectue une grande partie de ses approvisionnements auprès de marchés étrangers (Europe en grande majorité). De ce fait, elle est toujours exposée au risque de variation des prix de ses approvisionnements et aux fluctuations du taux de change du dinar tunisien par rapport à l'Euro et au Dollar Américain. Toutefois, les ventes à l'export permettent, en grande partie, à la société de couvrir ses factures en devises.

3.9.3. Risque lié à l'obtention des Autorisations de Mise sur le Marché

En vue de commercialiser ses produits, UNIMED doit obtenir de la part des Autorités de santé locales ou étrangères, des Autorisations de Mise sur le Marché (AMM). Ces autorisations sont accordées ou refusées suite à l'examen d'un dossier déposé par la Société. De plus, les délais d'obtention des Autorisations de Mise sur le Marché restent du ressort du ministère de la Santé et la société pourrait en effet être confrontée à une situation où l'obtention des AMM serait retardée soit en raison d'un temps d'examen plus long de la part des Autorités soit en raison de contraintes techniques.

3.9.4. Risques liés au départ de collaborateurs-clés

Le succès de la société UNIMED dépend en grande partie des actions, des efforts entrepris et de l'implication de ses dirigeants, de leurs collaborateurs et de l'équipe formée au fil des années. La perte de leurs compétences pourrait avoir un effet sur les capacités de la société à atteindre ses objectifs et à mettre en œuvre sa stratégie. Historiquement, les postes clés de la société n'ont pas connu de rotation importante, mais dans l'hypothèse où le taux de rotation augmenterait, la société estime qu'une grande partie des tâches sera effectuée par ses dirigeants et autres collaborateurs, le cas échéant, après une période d'adaptation et/ou de formation aux fonctions laissées vacantes.

3.9.5. Risques liés au non aboutissement à un résultat exploitable

Il se peut que la société se trouve confrontée à des dépenses excessives en recherches et développements sans aboutir à un résultat exploitable. Ces dépenses ne sont donc pas compensées par des revenus futurs.

3.10. Dépendance de l'émetteur

3.10.1. Dépendance à l'égard des clients

- Sur le marché local, et de par le cadre réglementaire, la vente des produits fabriqués par UNIMED ne doit se faire que via des grossistes pour approvisionner les clients finaux « Officines » et la Pharmacie Centrale de Tunisie pour approvisionner les hôpitaux. Le chiffre d'affaires officinal de 2014 a été réalisé à hauteur de 53% avec 10 grossistes.
- Pour ce qui est de l'activité export, les ventes sont principalement destinées au marché français (27% du chiffre d'affaires global), viennent juste après le marché algérien et libyen avec des parts respectives de 6% et 3%.
- Le chiffre d'affaires export de 2014 a été réalisé auprès d'une vingtaine de clients, les 5 plus importants clients export représentent 33% du chiffre d'affaires global.

Pour diversifier ses marchés, la société compte pénétrer à partir de 2017 le marché jordanien et renforcer davantage la prospection de nouvelles zones en Afrique ainsi que dans la région MENA.

3.10.2. Dépendance à l'égard des fournisseurs

Les achats de matières premières (MP) et d'articles de conditionnement (AC) sont réalisés à hauteur de 56% avec 10 fournisseurs. Les fournisseurs sont tous homologués et justifient de certifications et autorisations obtenues par les autorités de contrôle de leur pays.

Une part importante des achats consommés de la société s'opère auprès des fournisseurs étrangers, dont 84% auprès de fournisseurs européens. Toutefois la société se dirige vers de nouveaux fournisseurs agréés en Asie.

3.11. Litige ou arbitrages

Nature du litige	Commentaires
1-Risque fiscal	UNIMED a un contentieux en cours avec l'administration fiscale tunisienne au stade de l'appel. UNIMED a été condamnée à payer à l'administration fiscale 1 815 000DT suite à un redressement fiscal relatif aux années 2004, 2005, 2006 et 2007. La société a payé 845 000DT et le reste (970 000DT) qui fait toujours l'objet d'un litige, a été retenu par l'administration fiscale sur un crédit de TVA.
2-UNIMED/“Coopération pharmaceutique et médicale”.	La société a une créance impayée datant de 2009 de 439 590 Euros en sa faveur, mais sans espoir de récupération. Seuls 160 000 euros ont été versés.
3-UNIMED/ “medicapharm.”	La société a une créance impayée datant de 2009 de 55 053TND à récupérer par règlement judiciaire, mais sans espoir de récupération.

3.12. Organisation de la société

3.12.1. Gouvernance et contrôle interne

L'administration de la société UNIMED est assurée par un Conseil d'Administration composé de 4 membres, dont un président M. Ridha Charfeddine qui assure la fonction de Président Directeur Général.

Il est assisté par deux Directeurs Généraux Adjointes, M. Lotfi Charfeddine chargé des affaires administratives et financières, et M. Rached Azaiez chargé des affaires techniques.

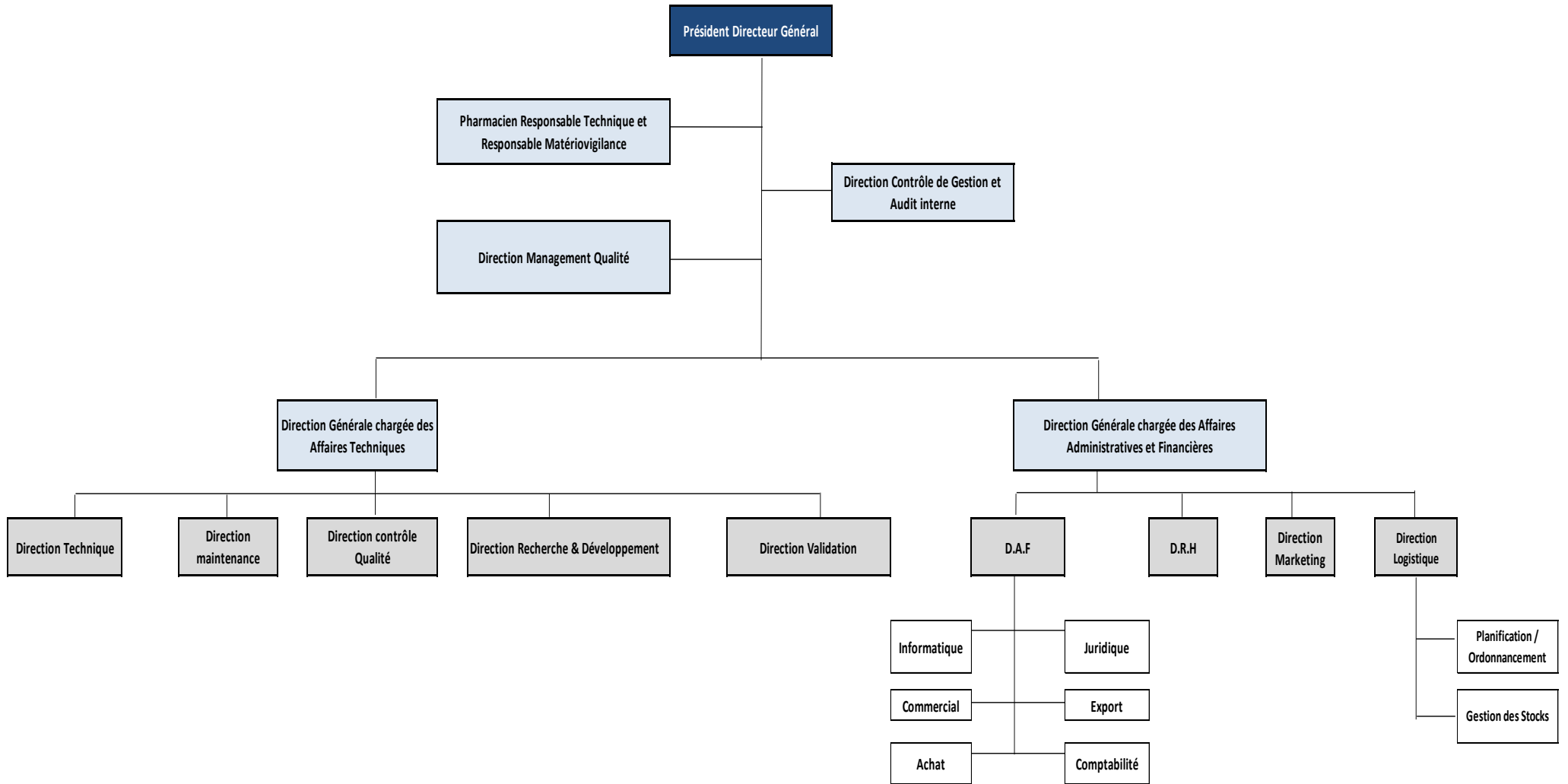
De plus, la Direction Générale est assistée par 3 directions chargées des affaires réglementaires et management de qualité, à savoir :

- Un Pharmacien Responsable Technique et Responsable Matéiovigilance ;
- Un Responsable Management Qualité ;
- Et un Responsable Contrôle de Gestion et Audit Interne.

3.12.2. L'organigramme de la société :

L'Organigramme actuel de la société UNIMED se présente comme suit :

Organigramme Fonctionnel de la société UNIMED



3.12.2.1. Pharmacien Responsable Technique et Responsable Matériovigilance

Cette Direction est chargée d'organiser, superviser et contrôler toutes les activités pharmaceutiques de l'entreprise.

- En tant que Pharmacien Responsable Technique, il assure l'interface et la discussion avec le Ministère de la Santé. Il dispose des pouvoirs les plus étendus en matière de fabrication et de contrôle de qualité des médicaments.
Ses attributions sont fixées par l'arrêté du ministre de la santé publique du 18 décembre 1990 tel que modifié et complété par l'arrêté ministériel du 29 mai 1997.
Le Pharmacien Responsable Technique est chargé de :
 - Elaborer le programme de recherche et de développement de l'entreprise ;
 - Acheter les matières premières nécessaires à l'activité de l'entreprise ;
 - Organiser et surveiller la fabrication, le contrôle de qualité, le conditionnement et la détention des produits pharmaceutiques ;
 - Signer les demandes d'autorisation de mise sur le marché ;
 - Distribuer et commercialiser les produits pharmaceutiques fabriqués par l'entreprise ;
 - Informer le ministre de la santé publique de tout désaccord qui l'opposerait à l'un des différents organes de l'établissement à propos des règles édictées dans l'intérêt de la santé publique.
- En tant que responsable Matériovigilance, il a pour tâche la surveillance des incidents ou des risques d'incidents pouvant résulter de l'utilisation des dispositifs médicaux après leur mise sur le marché, et plus précisément :
 - Sécuriser l'emploi des produits après leur mise sur le marché ;
 - Eviter que ne se produisent ou ne se reproduisent des incidents et risques d'incidents graves mettant en cause des dispositifs médicaux en prenant les mesures préventives et/ou correctives appropriées ;
 - Renforcer la sécurité Sanitaire.

3.12.2.2. Direction Management Qualité

Dirigée par une pharmacienne de formation, la mission principale de cette direction est d'assurer la mise en application du système de management de la qualité dans le strict respect de la législation, des normes et des référentiels.

3.12.2.3. Direction Contrôle de Gestion et Audit Interne

Cette direction est chargée de :

- L'Audit Interne :
 - Identifier, analyser et évaluer les risques au niveau des processus de l'entreprise ;
 - Elaborer le planning annuel d'audit ;
 - Rédiger les rapports en mettant en avant les recommandations clés et conclusions à implémenter ;
 - Veiller à la mise en œuvre des recommandations d'audit ;
 - Collaborer avec les auditeurs externes ;
 - Assurer la supervision des travaux de contrôles permanents et de contrôles périodiques (contrôles de caisse, contrôle de stock à forte valeur) ;
 - Contribuer à l'optimisation des processus audités.

- Le Contrôle de Gestion
- Mener la remontée des informations analytiques en étroite collaboration avec les services comptables ;
- Produire les analyses et états financiers nécessaires au pilotage opérationnel et stratégique de l'entreprise ;
- Élaborer les procédures et outils de gestion ;
- Élaborer et piloter le processus budgétaire ;
- Améliorer les performances de l'entreprise ;
- Optimiser le système d'information.

3.12.2.4. Direction Générale chargée des Affaires Administratives et Financières

a- Direction Administrative et Financière :

Cette direction se compose de 6 Services qui ont pour mission d'optimiser la gestion des sources de capitaux et leurs emplois, dans une optique de rentabilité et de maîtrise du risque. Elle intervient également sur les autres fonctions pour réduire les coûts et maîtriser les risques. La direction est fréquemment impliquée dans les choix stratégiques de l'entreprise.

Cette direction est composée principalement des services suivants :

- Service Informatique,
- Service Juridique,
- Service Export,
- Service Comptabilité,
- Service Achat,
- Service Commercial.

b- Direction des Ressources Humaines :

Cette direction a pour mission de repérer les candidats de qualité, maintenir les salariés qui donnent satisfaction dans l'entreprise, accroître la motivation et l'implication des salariés, utiliser de manière optimale leurs compétences, en favorisant leurs développements dans l'emploi, améliorer la qualité de vie et la productivité au travail, assurer le respect de la législation sociale.

Ces objectifs s'articulent autour d'une série d'activités, qui suivent ce que l'on pourrait appeler le « cycle de vie » du salarié dans l'entreprise :

- L'analyse et l'évaluation des emplois ;
- Les opérations de recrutement-sélection-affectation ;
- Le développement des ressources humaines (formation et gestion de carrière) ;
- L'organisation du travail et les relations sociales.

À cela s'ajoutent, en amont, les activités de planification-prévision et, en aval, celles de contrôle de gestion sociale.

c- Direction Marketing

La direction Marketing est composée d'une équipe de délégués médicaux et un chef de produits. Tous les délégués médicaux sont des médecins, pharmaciens, vétérinaires ou médecins dentistes. Ces délégués sont répartis en trois zones géographiques couvrant tout le territoire tunisien et en deux

segments (Officinal et Hospitalier). Ils assurent les activités commerciales et marketing des produits de l'entreprise qui consistent à :

- Assurer la promotion des médicaments et l'information médicale et scientifique les concernant auprès des différents acteurs du secteur de la santé (médecins, hôpitaux...);
- Assurer la veille sur les produits concurrents, les grossistes, les nouveaux produits mis sur le marché;
- Assurer la remontée de l'information aussi bien sur le marché que les produits.

L'objectif de l'analyse de ces données est d'expliquer les évolutions du marché et proposer et mettre en place les actions nécessaires pour préserver et consolider la position de l'entreprise sur les différents segments du marché.

La direction veille également à la diffusion de l'image de marque de la société et à l'implémentation des valeurs de l'entreprise, à savoir l'éthique, l'intégrité, la culture de la performance et de l'excellence.

d- Direction Logistique

La direction logistique est composée de 2 services : le service Planification et le service Ordonnancement et Gestion des Stocks. Elle a pour mission d'assurer la continuité et la fiabilité des flux de marchandises, depuis la réception des commandes jusqu'à la livraison au client.

3.12.2.5. Direction Générale chargée des Affaires Techniques

a- Direction Technique

La direction est chargée de la mise en fabrication des produits de la société UNIMED, repartis sur les unités de production suivantes :

- Unité de Production A: fabrication des produits ophtalmiques stériles et solutions injectables stériles conditionnés en ampoules en polyéthylène.
- Unité de Production C : fabrication de collyre.
- Unité de Production E: fabrication de solutions injectables liquides stériles conditionnées dans des ampoules et flacons en - verre et la fabrication de spray nasale.
- Unité de Production F: fabrication de poudres injectables (formes sèches conditionnées dans des flacons en verre).
- Unité de Production G: Unité pour la fabrication de la nouvelle génération des Solutions Injectables Stériles.
 - Date de construction : 2012 à 2014
 - Date de mise en service : novembre 2014
- Unité de Production L: Unité pour la fabrication des médicaments formes sèches injectables.
 - Date de construction : 2014 à 2016
 - Date de mise en service : Avril 2016

b- Direction Maintenance

La direction a pour rôle d'assurer le bon fonctionnement des équipements à travers une démarche de maintenance préventive et curative.

c- Direction Contrôle Qualité

La direction a pour mission principale d'assurer le Contrôle Qualité durant tout le cycle de vie du produit, dès la réception de la matière première à la libération du produit fini.

d- Direction Recherche et Développement

Avec une équipe composée d'ingénieurs et pharmaciens, la direction de Recherche & Développement a pour mission :

- D'analyser la faisabilité des projets de création ou d'amélioration de produits et procédés ;
- De développer et introduire des médicaments génériques et des dispositifs médicaux sur le marché tunisien et les marchés étrangers ;
- D'assurer la sous traitance pour le compte des donneurs d'ordres locaux et étrangers ;
- D'assurer une veille scientifique et technologique et ;
- De participer à la phase d'industrialisation, en collaboration étroite avec les services concernés.

e- Direction Validation

La direction a pour mission principale de valider les processus et équipements de fabrication en collaboration avec l'ensemble des directions chargées des affaires techniques de la société (Production, Maintenance, Contrôle Qualité...).

Par ailleurs il est à signaler que dans son rapport sur le contrôle interne relatif à l'exercice 2014, le commissaire aux comptes a révélé, notamment les insuffisances suivantes :

- Absence d'une cellule d'audit interne ;
- Absence d'un manuel de procédure ;
- Absence d'un manuel comptable ;
- Cumul de tâches incompatibles ;
- Absence de note de mise en service et de mise au rebut...

En conséquence, et plus particulièrement dans la perspective d'introduction en bourse, la société a mis en place une structure d'audit interne et de contrôle de gestion et a établi son manuel de procédures.

La société s'engage à respecter l'article 256 bis du code des sociétés commerciales concernant la création d'un comité permanent d'audit.
--

Enfin, et dans le cadre du projet de son introduction en bourse, la société UNIMED a confié une mission de Due Diligence financière, fiscale, sociale et organisationnelle au cabinet AMC Ernst & Young, ainsi qu'une mission de Due Diligence juridique au cabinet Ferchiou & Associés.

3.12.3. Système d'information

3.12.3.1. Le parc informatique

La société UNIMED dispose d'un parc informatique composé des éléments suivants :

a- Un réseau informatique

Le réseau informatique de la société UNIMED se base sur une infrastructure réseau solide composée de neuf sous répartiteurs et un répartiteur principal interconnectés en fibre optique qui assure une vitesse de liaison de 10Gb/s.

La connexion à internet se fait via un support en fibre optique de 20M/s avec une liaison ADSL supplémentaire.

La sécurité et le contrôle du trafic sur internet sont assurés par deux firewalls de hautes gammes.

b- La salle des serveurs :

La salle des serveurs héberge 24 serveurs d'une récente génération (physique et virtuel) avec une baie de stockage de 24To.

Un serveur est logé au niveau de la direction Marketing située à Tunis.

c- Postes clients :

La société dispose de 250 postes dont 6 postes situés à la direction Marketing à Tunis. Les ordinateurs clients ont une configuration minimale de 1G de Ram et un processeur Dual Core.

d- Le système de sauvegarde :

La sauvegarde est assurée par deux Bais de disques de capacités total 28 To et un logiciel de sauvegarde Symantec Backup Exec.

e- Le Système de contrôle d'accès :

Les portes d'accès aux unités de production sont contrôlées par des lecteurs à badge.

f- Le système de Vidéo Surveillance :

La société dispose de plus que 100 cameras IP installées dans les différentes unités de production. Trois NVR assurent l'enregistrement des caméras.

3.12.3.2. Les logiciels (software)

La société UNIMED dispose des logiciels suivants :

a- Les logiciels de gestion intégrée QAD Entreprise 2012 – Solution ERP

Les logiciels de gestion intégrée QAD regroupent trois modules, à savoir :

(i) Module de fabrication :

Les tâches et les domaines d'application sont les suivants :

- ✓ Planification des besoins en capacité ;

- ✓ Prévisions ;
- ✓ Plan directeur de production ;
- ✓ Calcul des besoins nets ;
- ✓ Gestion de la qualité ;
- ✓ Réceptions ;
- ✓ Planification des lignes de produits ;
- ✓ Pilotage d'atelier Ordres de fabrication ;
- ✓ Nomenclatures ;
- ✓ Formules/Processus ;
- ✓ Gammes/Centres de charge ;
- ✓ Gestion des modifications de produit.

(ii) Module financier

Les tâches et les domaines d'application sont les suivants :

- ✓ Comptabilité clients ;
- ✓ Comptabilité fournisseurs ;
- ✓ Gestion globale des taxes ;
- ✓ Gestion de la trésorerie ;
- ✓ Reporting financier ;
- ✓ Comptabilité générale et états financiers ;
- ✓ Multi-devises.

(iii) Module de distribution

Les tâches et les domaines d'application sont les suivants :

- ✓ Achat ;
- ✓ Produits configurés ;
- ✓ Offres commerciales ;
- ✓ Analyse des ventes ;
- ✓ Gestion commerciale ;
- ✓ Entretien/réparation.

b- Le logiciel de gestion de maintenance GMAO OLEA

Les tâches et les domaines d'application de ce logiciel sont les suivants

- ✓ Gestion de stock ;
- ✓ Planification de la maintenance ;
- ✓ Gestion des actifs/du patrimoine ;
- ✓ Gestion des interventions ;
- ✓ Analyses et KPI (Indicateurs clés de performance – Key Performance Indicator)
- ✓ Suivi Budgétaire ;
- ✓ Achats ;
- ✓ Reporting.

c- Les outils d'analyse des données TARGIT BI (Business Intelligence)

Les tâches et les domaines d'application sont les suivants :

- ✓ Analyses rapides et partage instantané des données ;
- ✓ Tableaux de bord intelligents.

d- Le système de gestion de l'information du laboratoire edp

Les tâches et les domaines d'application sont les suivants :

- ✓ La gestion des données techniques des articles : identification, définition, fournisseurs... ;
- ✓ La gestion des échantillons ;
- ✓ L'analyse comparative des données ;
- ✓ La gestion des traçabilités des lots ;
- ✓ La gestion de la charge des laboratoires : temps unitaire par analyse, capacité des équipements...;
- ✓ La gestion des coûts : produits consommables, taux horaires... ;
- ✓ Enregistrement des incidents : commentaires, anomalies...
- ✓ Le contrôle des fournisseurs : qualification / homologation, fréquence des analyses, suivi des résultats...

e- Le logiciel Qualité

Le logiciel qualité permet de couvrir tous les volets du système Qualité à travers une seule interface. Les fonctionnalités du logiciel sont conformes aux exigences des référentiels et normes internationales et conçu par des experts Qualité / Environnement / Sécurité répondant aux besoins réels.

f- Le logiciel SAGE

Le logiciel Sage couvre la Gestion des Ressources Humaines

g- VI. Le logiciel Gestion Visite Médical CRM VM :

Le logiciel CRM est une solution complète et ergonomique pour organiser l'activité de la promotion médicale, optimiser le plan marketing et améliorer la force de vente. Elle est certifiée ISV.

Ces principales tâches sont les suivantes :

- ✓ Gestion de l'activité de la visite médicale ;
- ✓ Gestion de l'agenda des délégués ;
- ✓ Gestion des notes de frais ;
- ✓ Gestion des échantillons ;
- ✓ Analyses et statistiques.

3.12.4. Politique sociale et effectif

3.12.4.1. La politique sociale

La société UNIMED opère dans un secteur qui n'est pas régi par une convention collective spécifique. Ainsi, ce sont les dispositions du droit de travail, telles que prévues par le code du travail qui s'appliquent.

a- La composition du salaire

La rémunération du personnel est composée :

- du salaire de base et du complément du salaire de base ;
- des primes de présence et de transport ;
- des indemnités de fonction et de responsabilité.

Le salaire de base est le salaire déterminé par la Grille des Salaires. La situation de l'employé dans la grille est déterminée par l'appartenance à :

- Un collègue ;
- Une catégorie ;
- Une échelle ;
- Un échelon.

b- Les retenues sur salaires :

o Sécurité Sociale :

- Régime Général : Conformément à la loi en vigueur ainsi que les différents textes régissant la sécurité sociale, UNIMED procède à une retenue sur l'appointement de ses employés au titre du régime légal de la sécurité sociale. Cette retenue est une contribution au régime de retraite, Maladie, invalidité et décès. Le taux de cotisation à la charge de l'employé s'élève actuellement à 9,18% du salaire brut. Cette retenue est exigible à compter du 1er jour de recrutement
- Régime de retraite complémentaire : le régime légal obligatoire de retraite étant plafonné à 80% d'une assiette maximum de 6 fois le SMIG, UNIMED fait bénéficier son personnel concerné du régime facultatif complémentaire. Ainsi tout employé dont le salaire brut dépasse 6 fois le SMIG bénéficie d'un régime de retraite complémentaire lui permettant, après son départ à la retraite, de disposer d'une pension en relation avec son salaire pendant la période d'activité. L'assiette de cotisation est la fraction du salaire brut excédant 6 fois le SMIG. Le taux de cotisation est de 9% de cette assiette, soit 6% à la charge de l'entreprise et 3% à la charge de l'employé

o Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques

Conformément à l'Article 52 du Code de l'Impôt, UNIMED doit procéder à une retenue à la source au moment des traitements des salaires, en fonction du barème de calcul de la Retenue à la Source qui détermine la tranche d'Impôt et envisage les abattements possibles.

c- La Classification du personnel :

Au moment de leur recrutement et d'une façon générale, les employés sont classés au niveau de la grille salariale suivant leurs niveaux scolaires, universitaires, ou de formation professionnelle. Toutefois et pour certains postes les employés sont classés compte tenu du poste du travail.

Pour assurer l'avancement continu des employés au niveau de la grille en fonction de l'ancienneté, il a été prévu un système d'avancement par échelon selon la cadence suivante :

- Un an pour les deux premiers échelons ;
- 2 ans pour le reste des échelons.

La promotion du personnel consiste dans le passage d'une échelle, catégorie ou collèges supérieurs. Elle est décidée par la Direction Générale, et octroyée à la lumière de :

- L'ancienneté dans l'échelle précédente ;
- Le rendement ;
- La compétence complémentaire acquise et demandée par l'entreprise : Diplôme, qualification...

Les augmentations des salaires décidées par les autorités publiques ou octroyés par la Direction Générale sont octroyées uniformément à tous les employés d'une même catégorie.

d- La prime de présence et de transport :

- Prime de Présence 2,080 DT par mois
- Prime de Transport
 - ✓ 10,000 dinars pour le collège Exécution
 - ✓ 15,000 dinars pour le collège Maîtrise
 - ✓ 17,000 dinars pour le collège Cadre

e- Indemnité de fonction et de responsabilité :

En fonction de sa compétence, des besoins de l'entreprise, des astreintes liées à certains postes de travail et en application de l'organigramme, l'employé occupe des fonctions pour lesquelles il perçoit des indemnités de fonction et/ou de Responsabilité.

f- Les primes et les avantages :

- Prime de rendement 13ème mois : Un 13ème mois correspondant à l'équivalent d'un mois de salaire est attribué à chaque employé ayant une ancienneté supérieure à 6 mois en fonction de sa présence, de son salaire moyen durant l'année écoulée, et sera distribué le dernier mois de l'année considérée.
- Primes servies à l'occasion des circonstances familiales : des aides exceptionnelles accordées à l'occasion d'un mariage ou d'un pèlerinage dans la limite de 400 dinars, d'une naissance ou d'une circoncision dans la limite de 200 dinars, d'un événement malheureux ou d'un décès dans la limite de 200 dinars.
- Primes scolaires : Une prime de 100 dinars par enfant pour l'année scolaire sera allouée aux employés ayant des enfants scolarisés et distribuée courant la première semaine du mois de septembre de chaque année.

g- Le fonds social :

UNIMED met à la disposition de son personnel un Fonds Social pour servir comme prêts au personnel. Les modalités de fonctionnement et de gestion de ce fonds sont fixées par note de service.

h- Restaurant de l'entreprise et transport du personnel

Un réfectoire est aménagé pour le repas de midi. UNIMED sous-traite le Repas, et prend en charge une partie du coût du repas.

UNIMED assure gratuitement le transport de son personnel au travail.

i- Primes spécifiques et exceptionnelles :

La Direction Générale peut octroyer des primes spécifiques et exceptionnelles à certaines catégories de personnel à titre d'encouragement et d'incitation pour atteindre et réaliser des résultats (Prime Mensuelle de Rendement mois, Prime de Mérite...).

3.12.4.2. L'effectif de la société UNIMED et les charges de personnel

Au 31/12/2014, l'effectif de la société UNIMED compte 572 salariés et se répartit comme suit :

	2014	2013	2012
Cadres	177	168	148
Moyenne maitrise	20	4	16
Exécution	375	331	307
TOTAL	572	503	471

en mDT	2014	2013	2012	Var 14/13
Salaires et traitements	6 814	6 467	5 541	5%
Charges sociales	1 158	1 106	893	5%
Autres charges sociales	10	13	9	-23%
Charges de personnel	7 982	7 586	6 443	5%
Effectif moyen	536	488	431	
Salaire annuel moyen	14,89	15,55	14,9	
Charges de personnel / CA	14%	16%	14%	

En 2014, les charges de personnel ont enregistré un taux de croissance de 5% par rapport à l'exercice précédent en passant de 7.586 mDT en 2013 à 7.982 mDT en 2014. Cette variation est due principalement à l'augmentation de l'effectif moyen de 48 salariés conjuguée à la baisse du salaire moyen annuel (charges comprises) de 653 DT par employé.

En 2014, les charges de personnel représentent 14% des revenus contre 16% à la clôture de l'exercice 2013 soit une baisse de 2%.

En 2014 le taux d'encadrement a atteint 31% contre un taux de 33% à la clôture de 2013 soit une légère baisse de 2 points. Un taux d'encadrement respectable et ce pour suivre l'évolution technologique et concrétiser la stratégie future de la société en matière d'innovation et d'accroissement de la part de marché.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du taux d'encadrement sur les trois derniers exercices :

	2014	2013	2012
Cadres	177	168	148
Total Personnel au 31/12	572	503	471
Taux d'encadrement	31%	33%	31%

En 2014, le taux de rotation s'est établi à 9,5% contre 7,8% en 2013. Un taux conforme à la norme de l'industrie.

	2014	2013	2012
Nombre de départ	51	38	35
Effectif moyen	536	488	431
Taux de rotation du personnel	9,5%	7,8%	8,1%

Compte tenu de la technicité et les évolutions technologiques de l'industrie pharmaceutique, la société a misé sur la formation du personnel. En 2014 la politique de formation a été renforcée, une enveloppe de 103 mDT a été allouée pour la formation des agents, contre une enveloppe de 52 mDT en 2013.

3.12.5. Les investissements récents ou en cours de réalisation :

Les investissements réalisés ou en cours de réalisation au 31/12/2015 par la société UNIMED ont porté sur :

- Un investissement dans l'extension d'un nouveau bloc pour la séparation des solutions en poudre injectables à base de céphalosporine et pénicilline en deux blocs distincts pour un montant de 6.6MDt.
- Des investissements corporels et incorporels pour un montant de 0.5MDt.

3.12.6. Analyse SWOT

FORCES	OPPORTUNITES
Acteur de référence sur le segment des 'injectables et collyres' avec une part de marché de 27%.	Potentiel de croissance important du secteur pharmaceutique particulièrement à l'export.
Activité générique réduisant la dépendance vis à vis des partenaires étrangers.	Une stratégie de diversification des produits en élargissant la gamme aux formes sèches.
Barrière à l'entrée importante : secteur fortement réglementé, un environnement sanitaire sensible et une industrie capitalistique.	Partenariat en cours avec un laboratoire pharmaceutique algérien pour la création d'une filiale de production de médicaments génériques (formes liquides et injectables). Les démarches administratives et juridiques pour la création de la société sont en cours de finalisation. A noter que le marché algérien offre un véritable vivier de croissance, représentant 10 fois le marché tunisien.
Premier laboratoire tunisien à être certifié par l'agence ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament) et à appliquer les technologies conformes aux normes européennes.	Une centaine d'AMM en cours d'enregistrement, dont plus de 60% destinées à l'export.
Une activité R&D dynamique, permettant le développement continu de nouveaux produits	Un potentiel de développement du marché de la biotechnologie
Un équipement moderne, une maîtrise du processus de production et une bonne réputation sur le marché local et international.	
Une trésorerie importante permettant à la société une politique d'investissement régulière.	
Une situation financière saine et des niveaux de rentabilité qui se comparent favorablement à la concurrence.	
FAIBLESSES	MENACES
Des prix administrés laissant une faible marge de manœuvre en termes d'évolution des prix	Exposition au risque de change qui pénalise le coût d'approvisionnement de la société. Une situation qui reste toutefois globalement maîtrisée grâce au maintien des prix de vente à l'export en devises.
Processus d'enregistrement des AMM dans les pays étrangers assez long	Activité concurrentielle, particulièrement à l'export

Chapitre 4: Patrimoine – Situation financière – Résultats

4.1. Patrimoine de la société UNIMED au 31/12/2014

4.1.1. Immobilisations incorporelles au 31/12/2014

La valeur des immobilisations incorporelles s'élève au 31/12/2014 à 1 114 136 DT, contre 1 244 399 DT au 31/12/2013, et qui se détaille comme suit :

DESIGNATIONS EN DT	REPORT 2013	RECLASS 2014	CESSION 2014	ACQUISITION 2014	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	REPRISE AMORT IMMOS CEDEES	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
Logiciels	232 041			56 102	288 142	-205 106	-8 912		-214 018	74 124
Sites Web	2 140			0	2 140	-2 140	0		-2 140	0
Concessions, marques, brevets et licences	2 328 508			219 026	2 547 534	-1 111 043	-396 478		-1 507 522	1 040 012
TOTAL IMMOB INCORPORELLES	2 562 689	0	0	275 127	2 837 816	-1 318 290	-405 390		-1 723 680	1 114 136

4.1.2. Immobilisations corporelles au 31/12/2014

La valeur des immobilisations corporelles s'élève au 31/12/2014 à 28 848 413 DT, contre 29 652 111 DT au 31/12/2013, et qui se détaille comme suit :

DESIGNATIONS	REPORT 2013	RECLASS 2014	CESSION 2014	ACQUISITION 2014	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	REPRISE AMORT IMMOS CEDEES	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
Terrains	658 463			2 503 773	3 162 236	0	0		0	3 162 236
Constructions	7 022 184	290 000		69 461	7 381 644	-2 779 708	-360 776		-3 140 484	4 241 160
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	8 184 974			355 700	8 540 674	-4 248 931	-914 044		-5 162 976	3 377 698
Matériel industriel	48 764 044			743 736	49 507 781	-30 736 536	-6 559 057		-37 295 593	12 212 188
Outilsage industriel	1 582 779			66 473	1 649 253	-1 461 943	-59 645		-1 521 588	127 664
Matériel de conditionnement	628 134				628 134	-591 015	-20 195		-611 211	16 923
Matériel de transport	3 213 888		-493 991	1 283 395	4 003 293	-1 849 246	-555 647	379 155	-2 025 737	1 977 555
Mobilier & matériel de bureau	495 720			69 003	564 724	-385 803	-39 667		-425 470	139 254
Matériel informatique	486 298			88 254	574 552	-427 785	-42 029		-469 814	104 738
Immobilisations corporelles en cours	1 096 595	-290 000		2 682 402	3 488 997	0	0		0	3 488 997
TOTAL IMMOB CORPORELLES	72 133 079	0	-493 991	7 862 198	79 501 287	-42 480 968	-8 551 061	379 155	-50 652 874	28 848 413

4.1.3. Immobilisations financières au 31/12/2014

La valeur des immobilisations financières s'élève au 31/12/2014 à 6 452 241 DT, contre 5 310 007 DT au 31/12/2013, et qui se détaille comme suit :

DESIGNATIONS	REPORT 2013	RECLASS 2014	CESSION 2014	ACQUISITION 2014	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	REPRISE AMORT IMMOS CEDEES	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
PROCHIMA	5 000 000			1 143 040	6 143 040					6 143 040
LABO NEITUM	90 029	-90 029*			0					0
BTS	500				500					500
Obligations (Emp. Obl. National)	0			20 000	20 000					20 000
Dépôts et Cautionnements	219 478			69 223	288 701					288 701
TOTAL IMMOB FINANCIERES	5 310 007	-90 029	0	1 232 263	6 452 241	0	0		0	6 452 241

*Reclassé parmi les actifs financiers courants car la direction a l'intention de céder cette participation

4.1.4. Les valeurs d'exploitation au 31/12/2014

La valeur d'exploitation s'élève au 31/12/2014 à 19 311 232 DT, contre 13 920 518 DT au 31/12/2013, et se détaille comme suit :

Libellé	2014	2013
Matières premières	6 192 854	4 041 608
Conditionnements	4 231 213	4 172 217
Encours en sous-traitance	186 083	547 791
Produits finis en sous-traitance	716 753	477 519
Encours	2 373 586	998 236
Produits finis	4 892 066	4 216 636
Pièces de rechange	1 499 709	673 693
Total Stocks	20 092 265	15 127 701
Provisions pour dépréciation des stocks de PF	-781 033	-1 207 183
Stocks nets	19 311 232	13 920 518

4.2. Patrimoine de la société UNIMED au 30/06/2015

4.2.1. Immobilisations incorporelles au 30/06/2015

La valeur des immobilisations incorporelles s'élève au 30/06/2015 à 960 998 DT, et se détaille comme suit :

DESIGNATIONS	REPORT 2014	RECLASS 2015	ACQUISITION 2015	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
Logiciels	288 142			288 142	-214 018	-11 814	-225 832	62 311
Sites Web	2 140			2 140	-2 140	0	-2 140	0
Concessions, marques, brevets et licences	2 547 534		35 865	2 583 399	-1 507 522	-177 190	-1 684 712	898 687
TOTAL IMMOB INCORPORELLES	2 837 816	0	35 865	2 873 682	-1 723 680	-189 004	-1 912 684	960 998

4.2.2. Immobilisations corporelles au 30/06/2015

La valeur des immobilisations corporelles s'élève au 30/06/2015 à 27 588 085DT, et se détaille comme suit

DESIGNATIONS	REPORT 2014	RECLASS 2015	ACQUISITION 2015	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
Terrains	3 162 236		181 964	3 344 200	0	0	0	3 344 200
Constructions	7 381 644	621 494	7 301	8 010 439	-3 140 484	-198 483	-3 338 967	4 671 472
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	8 540 674	28 882	219 768	8 789 323	-5 162 976	-454 888	-5 617 864	3 171 460
Matériel industriel	49 507 781	2 389 160	1 699 581	53 596 521	-37 295 593	-2 784 025	-40 079 618	13 516 904
Outillage industriel	1 649 253		50 345	1 699 598	-1 521 588	-32 158	-1 553 746	145 852
Matériel de conditionnement	628 134			628 134	-611 211	-9 524	-620 735	7 400
Matériel de transport	4 003 293	129 661	357 443	4 490 397	-2 025 737	-307 878	-2 333 615	2 156 781
Mobilier & matériel de bureau	564 724		20 200	584 923	-425 470	-21 024	-446 494	138 429
Matériel informatique	574 552		37 370	611 922	-469 814	-27 748	-497 563	114 359
Immobilisations corporelles en cours	3 488 997	-3 169 196	1 429	321 229	0	0	0	321 229
TOTAL IMMOB CORPORELLES	79 501 287	0	2 575 400	82 076 687	-50 652 874	-3 835 727	-54 488 601	27 588 085

4.2.3. Immobilisations financières au 30/06/2015

La valeur des immobilisations financières s'élève au 30/06/2015 à 6 475 201 DT, et se détaille comme suit

DESIGNATIONS	REPORT 2014	RECLASS 2015	ACQUISITION 2015	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
PROCHIMA	6 143 040			6 143 040				6 143 040
BTS	500			500				500
Obligations (Emp. Obl. National)	20 000			20 000				20 000
Dépôts et Cautionnements	288 701		22 960	311 661				311 661
TOTAL IMMOB FINANCIERES	6 452 241	0	22 960	6 475 201	0	0	0	6 475 201

4.2.4. Les valeurs d'exploitation au 30/06/2015

La valeur d'exploitation s'élève au 30 juin 2015 à 22 092 626 DT et se détaille comme suit :

Désignation	Jun. 2015	Déc. 2014
Matières premières	7 818 980	6 192 854
Conditionnements	4 941 445	4 231 213
Encours en sous-traitance	215 081	186 083
Produits finis en sous-traitance	817 755	716 753
Encours	3 129 960	2 373 586
Produits finis	4 476 981	4 892 066
Pièces de rechange	1 592 610	1 499 709
Total Stocks	22 992 811	20 092 265
Provisions pour dépréciation des stocks de PF	- 900 186	- 781 033
Stocks nets	22 092 626	19 311 232

4.3. Principales acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières postérieures au 30/06/2015

Désignation	Valeurs brutes 30/06/2015	Acquisitions postérieures au 30/06/2015	Cessions postérieures au 30/06/2015	Valeurs brutes postérieures au 30/06/2015
Logiciels	288 142	7 601		295 743
Sites Web	2 140			2 140
Concessions, marques, brevets et licences	2 583 399	43 137		2 626 536
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 873 682	50 738	0	2 924 420
Terrains	3 344 200			3 344 200
Constructions	8 010 439			8 010 439
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	8 789 323	274 893	4 300	9 059 917
Matériel industriel	53 596 521	2 268 925	119 488	55 745 958
Outillage industriel	1 699 598	70 823		1 770 421
Matériel de conditionnement	628 134			628 134
Matériel de transport	4 490 397	345 863	42 288	4 793 972
Mobilier & matériel de bureau	584 923	66 876		651 799
Matériel informatique	611 922	96 978		708 900
Immobilisations corporelles en cours	321 229			321 229
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	82 076 687	3 124 358	166 076	85 034 969
PROCHIMA	6 143 040			6 143 040
BTS	500			500
Obligations (Emp. Obl. National)	20 000			20 000
Dépôts et Cautionnements	311 661			311 661
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 475 201	0	0	6 475 201
TOTAUX	91 425 569	3 175 096	166 076	94 474 695

4.4. Hypothèques et nantissements consentis au profit des banques garantes

A ce jour, la société UNIMED ne compte qu'un seul emprunt d'une valeur de 12.000.000 DT, concédé par Amen Bank.

Ladite société a donné pour sûreté et garantie de remboursement de cet emprunt à l'établissement financier, l'ensemble des biens ci-dessous mentionnés :

- a- Une hypothèque de premier rang sur la totalité de la propriété constituée des parcelles n°32-33-34-35-36 du plan de lotissement de la zone industrielle de Kalaa Kébira, d'une superficie de 11 538m², acquise auprès de l'AFI
- b- Un nantissement de 1^{er} rang de matériel sur l'ensemble du matériel destiné à l'exploitation et au fonctionnement de l'usine (39 articles).

La société s'engage à actualiser les inscriptions des nantissements figurant au niveau de son Registre du Commerce.

4.5. Renseignements sur les états financiers au 31 décembre 2014

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers arrêtés au 31/12/2014, ne s'accommodent pas systématiquement des dispositions du système comptable des entreprises, notamment en ce qui concerne

- La présentation au niveau des capitaux propres du résultat de l'exercice défalqué entre réserve de réinvestissement physique exonéré, réserve de réinvestissement financier exonéré et résultat de l'exercice après réinvestissement, et ce en l'absence d'une résolution de l'AGO dans ce sens ;
- La présentation au niveau de l'actif du bilan des rubriques en brut ainsi que les amortissements et provisions sans mentionner le montant net desdites rubriques ;
- La présentation au niveau de l'état de résultat de la variation des stocks des produits finis et encours parmi les produits d'exploitation et non parmi les charges d'exploitation conformément aux dispositions de la NC01 Norme générale ;
- La présentation au niveau de l'état des flux de trésorerie :
 - des encaissements de subventions d'équipement parmi les flux liés aux activités d'investissement alors qu'il s'agit de flux liés aux activités de financement,
 - des encaissements et décaissements sur acquisitions et cession de placements courants parmi les flux liés aux activités de financement alors qu'il s'agit de flux liés aux activités d'exploitation, et ce contrairement aux dispositions du paragraphe 61 de la NC01 norme générale ;
- Les notes aux états financiers qui ne comportent pas toutes les notes obligatoires telles que :
 - Un état sur les engagements hors bilan et ce conformément aux dispositions de la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture,
 - Les soldes intermédiaires de gestion prévus par les dispositions du paragraphe 56 de la NC01 norme générale,
 - Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers, conformément aux dispositions du paragraphe 36 de la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture,
 - Une note sur l'état des flux de trésorerie conformément aux dispositions du paragraphe 70 de la NC01 norme générale,
 - Une note sur les règles de prise en compte des gains et des pertes de change et de la couverture contre les risques de change conformément aux dispositions du paragraphe 82 de la NC01 norme générale,
 - Une note sur les méthodes utilisées en matière de traitement des stocks incluant les méthodes de comptabilisation des stocks conformément aux dispositions du paragraphe 44 de la NC 04 relative aux Stocks,
 - Une note sur les immobilisations incorporelles permettant un rapprochement de la valeur comptable au début et en fin de période, et ce conformément aux dispositions du paragraphe 31 de la NC 06 relative aux immobilisations incorporelles,

- Une note sur les immobilisations corporelles permettant un rapprochement de la valeur comptable au début et en fin de période, ainsi que toutes les autres informations exigées par les dispositions des paragraphes 49 à 51 de la NC 05 relative aux Immobilisations corporelles,
- Une note sur les immobilisations acquises en leasing, comportant les informations prévues par les dispositions du paragraphe 28 de la NC 41 relative aux contrats de location et notamment :
 - un rapprochement entre le total des paiements minimaux au titre de la location à la date de clôture et leur valeur actualisée.
 - à la date de clôture, le total des paiements minimaux futurs au titre de la location et leur valeur actualisée, pour chacune des périodes suivantes : (i) à moins d'un an; (ii) à plus d'un an et moins de cinq ans; (iii) à plus de cinq ans;
 - les loyers conditionnels inclus dans les charges de la période,
 - le total, à la date de clôture, des futurs paiements minimaux de contrats de sous-location que l'on s'attend à recevoir au titre de contrats de sous-location non résiliables,
 - une description générale des dispositions significatives des contrats de location du preneur,
- Une note sur les immobilisations financières conformément aux dispositions du paragraphe 27 de la NCT07 relative aux Placements portant notamment sur:
 - les règles de classification et méthodes d'évaluation des placements.
 - un état détaillé des titres de participation, indiquant le pourcentage de détention, le coût d'acquisition, la provision constituée,
- Une note sur les placements et autres actifs financiers conformément aux dispositions du paragraphe 27 de la NCT07 relative aux Placements portant notamment sur les règles de classification et méthodes d'évaluation des placements,
- Une note sur les mouvements de capitaux propres telle qu'exigée par les dispositions du paragraphe 83 de la NC01 norme générale comportant notamment les renseignements sur les mouvements des capitaux propres devant permettre de réconcilier, pour chaque poste, les montants du début de la période avec les montants de fin de période en indiquant l'origine de chaque mouvement ainsi que la détermination du résultat par action,
- Une note sur les subventions comptabilisées, et ce conformément aux dispositions du paragraphe 23 de la NC 12 relative aux Subventions publiques portant sur:
 - la nature et l'étendue des subventions comptabilisées dans les états financiers ;
 - les conditions non remplies et toute autre éventualité relative aux subventions ;
 - la nature et l'étendue des autres aides publiques accordées à l'entreprise ; et
 - les conditions non remplies et toute autre éventualité relative aux autres aides publiques,

La société UNIMED s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce, pour les états financiers individuels arrêtés au 31/12/2015 et suivants.

4.5.1. Bilans comparés au 31 décembre

BILAN

(Exprimés en dinars)

ACTIFS	Note	Solde au 31 décembre		
		2014	2013	2012
ACTIFS NON COURANTS				
ACTIFS IMMOBILISES				
Immobilisations Incorporelles	IV.1	2 837 816	2 562 689	1 944 749
- Amortissements	IV.1	-1 723 680	-1 318 290	-949 281
		1 114 136	1 244 399	995 468
Immobilisations Corporelles	IV.2	79 501 287	72 133 079	69 157 654
- Amortissements	IV.2	-50 652 874	-42 480 968	-35 046 196
		28 848 413	29 652 111	34 111 458
Immobilisations financières	IV.3	6 452 241	5 310 007	5 264 580
Total Actifs Immobilisés		36 414 790	36 206 518	40 371 506
Autres Actifs non Courants		0	0	0
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		36 414 790	36 206 518	40 371 506
ACTIFS COURANTS				
Stocks	IV.4	20 092 265	15 127 701	9 646 486
- Provisions	IV.4	-781 033	-1 207 183	-1 154 273
		19 311 232	13 920 518	8 492 213
Clients et comptes rattachés	IV.5	12 210 373	11 007 367	10 541 919
- Provisions	IV.5	-1 312 671	-1 194 048	-1 152 544
		10 897 702	9 813 319	9 389 375
Autres Actifs Courants	IV.6	6 935 677	5 388 869	6 285 960
- Provisions	IV.6	-249 292	-249 292	-34 160
		6 686 385	5 139 577	6 251 800
Placement et autres actifs financiers	IV.7	3 090 029	8 498 818	3 998 818
Equivalents de liquidités		0	0	0
Liquidités	IV.8	12 206 223	5 294 151	8 254 896
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		52 191 572	42 666 383	36 387 102
TOTAL DES ACTIFS		88 606 362	78 872 901	76 758 608

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	Solde au 31 décembre		
		2014	2013	2012
CAPITAUX PROPRES				
Capital Social		22 450 000	20 200 000	16 700 000
Réserves		33 989 214	30 689 174	26 975 328
Autres Capitaux Propres		125 655	262 336	652 988
Résultats Reportés		79	0	947
Total des Cap. Propres avant Résultat de l'exercice	IV.9	56 564 948	51 151 510	44 329 263
Résultat de l'exercice		12 369 032	10 380 119	9 484 899
Total des Capitaux Propres avant affectation		68 933 980	61 531 629	53 814 162
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts	IV.10	5 333 747	6 823 631	8 903 911
Autres passifs non courants	IV.11	530 736	1 067 994	470 806
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		5 864 483	7 891 625	9 374 717
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	6 392 269	3 760 016	5 952 573
Autres passifs courants	IV.13	5 186 115	3 584 335	5 279 161
Autres passifs financiers	IV.14	2 210 316	2 105 295	2 337 994
Concours bancaires	IV.15	19 200	0	0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		13 807 899	9 449 647	13 569 728
TOTAL DES PASSIFS		19 672 382	17 341 272	22 944 446
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		88 606 362	78 872 901	76 758 608

4.5.2. Etats de résultat comparé au 31 décembre

ETAT DE RESULTAT (Exprimés en dinars)

	Note	Solde au 31 décembre		
		2014	2013	2012
Produits d'exploitation				
Revenus	V.1	57 614 344	46 670 202	46 322 527
Autres produits d'exploitation	V.2	263 325	520 387	471 329
Variation de stocks des produits finis & encours	V.3	1 927 503	2 787 434	1 212 366
Total des Produits d'Exploitation		59 805 172	49 978 023	48 006 222
Charges d'Exploitation				
Achats d'approvisionnements consommés	V.4	23 065 248	17 326 745	17 783 439
Charges de Personnel	V.5	7 982 433	7 586 285	6 442 867
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.6	8 956 248	8 862 875	7 767 314
Autres charges d'exploitation	V.7	5 452 990	4 693 438	3 527 997
Total des Charges d'exploitation		45 456 919	38 469 343	35 521 618
RESULTAT D'EXPLOITATION		14 348 254	11 508 680	12 484 604
Charges Financières nettes	V.8	-310 459	-36 564	-345 969*
Revenus des placements	V.9	449 574	362 169	167 251*
Autres Gains Ordinaires	V.10	203 624	19 721	386 917
Autres Pertes Ordinaires	V.11	-11 237	-127 162	-1 234 230
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS		14 679 756	11 726 844	11 458 574
Impôt sur les Bénéfices	V.12	-2 310 724	-1 346 725	-1 973 675
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOTS		12 369 032	10 380 119	9 484 899

*Retraité pour les besoins de comparabilités des états financiers

4.5.3. Etats de flux de trésorerie au 31 décembre

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

(Exprimés en dinars)

Etat des flux de trésorerie	Note	Solde au 31 décembre		
		2014	2013	2012
Flux de Trésorerie liés à l'Exploitation				
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		12 369 032	10 380 119	9 484 899
Ajustements pour :				
- Amortissements & provisions		8 111 666	8 862 894	7 558 279
- Plus ou moins value sur cession d'immo.		-38 464	-20 672	0
- Q-P des subventions d'investissement		-219 454	-390 652	-456 929
- Variation des stocks		-4 964 565	-5 481 215	-2 366 365
- Variation des créances		-1 203 006	-465 448	-2 541 740
- Variation des autres actifs		-1 546 809	897 092	-79 553
- Variation des Fournisseurs d'exploitation		2 632 252	-2 192 557	4 174 349
- Variation des autres dettes		858 801	-1 694 826	-2 239 173
Flux de Trésorerie provenant de l'exploitation		15 999 453	9 894 735	13 533 767
Flux de Trésorerie liés aux activités d'investissement				
- Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles & incorporelles		-7 241 980	-3 775 074	-15 401 236
- Encaissements des subventions d'investissements		82 773	0	367 740
- Encaissements suite à la cession d'immobilisations corporelles & incorporelles		153 300	50 000	0
- Décaissements pour l'acquisition d'immobilisations financières		-1 142 234	-45 427	1 234
Flux de Trésorerie provenant des activités d'Investissement		-8 148 141	-3 770 501	-15 032 262
Flux de Trésorerie liés aux activités de financement				
Dividendes & autres distributions		-4 089 627	-2 272 000	-2 285 000
Décaissements pour acqu. de placements courants		-2 591 211	-5 000 000	0
Encaissements suite à la cession de placements courants		8 000 000	500 000	3 502 369
Remboursement d'emprunts		-2 277 603	-2 312 979	-1 447 680
Flux de Trésorerie provenant des activités de Financement		-958 441	-9 084 979	-230 311
Variation de Trésorerie		6 892 871	-2 960 745	-1 728 807
Trésorerie au début de l'exercice		5 294 151	8 254 896	9 983 704
Trésorerie à la fin de l'exercice		12 187 022	5 294 151	8 254 896

4.5.4. Notes aux états financiers arrêtés au 31/12/2014

I. Présentation de « Laboratoires UNIMED » :

« Laboratoires UNIMED » est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Son capital s'élevé au 31 décembre 2014 à 22.450.000 DT divisé en 224.500 actions de valeur nominale de 100 DT chacune.

La structure de l'actionnariat se présente ainsi :

Capital Social & Liste des Actionnaires

Au 31 Décembre 2014

<i>Actionnaires</i>	<i>Nombre</i>	<i>Valeur</i>	<i>Fraction</i>
• Mr Ridha Cherfeddine	141 266	14 126 600	62,92%
• "Kantara Proparco I Ltd"	76 245	7 624 500	33,96%
• Mr Jalel Cherfeddine"	4 036	403 600	1,80%
• Mr Lotfi Charfeddine	1 019	101 900	0,45%
• Mme Basma Charfeddine	906	90 600	0,40%
• Mr Mustapha Ouahchi	846	84 600	0,38%
• Mr Chokri Charfeddine	91	9 100	0,04%
• Mr Faouzi Charfeddine	91	9 100	0,04%
<i>Valeur & Répartition du Capital</i>	<i>224 500</i>	<i>22 450 000</i>	<i>100%</i>

L'objet de la société est la recherche, la mise au point, la fabrication et la commercialisation de médicaments.

Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. Son siège social est fixé à la zone industrielle Kalaa Kébira - Sousse.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements, titre II « Les incitations communes ».

II. Faits significatifs de l'exercice

L'exercice 2014 a été marqué par :

- L'augmentation du capital de la société par incorporation de réserves spéciales de réinvestissement pour une valeur de 2.250 KDT ;
- En 2014, UNIMED a participé dans l'augmentation de capital de la société PROCHIMICA à hauteur de 1.143 KDT
- La société a reçu en décembre 2014, les résultats de la vérification approfondie couvrant les exercices 2011 et 2012. Les droits, taxes et pénalités s'élèvent à 457 KDT, par ailleurs, le report de TVA a été réduit à la date du 31/12/2012 d'un montant de 388 KDT.
- En 2014, les actionnaires de la société ont décidé deux distributions de dividendes, la première pour une somme de 3.400 KDT et la deuxième pour 1.430 KDT.
- Les bénéfices provenant de l'exportation sont devenus, en vertu des textes et lois en vigueur, imposables à l'IS au taux de 10%.

III. Principes, Règles et Méthodes Comptables

La comptabilité générale de « Laboratoires UNIMED » est informatisée, le traitement informatique permet la saisie des écritures comptables et l'édition des balances, journaux et grands livres.

Les présents états financiers sont établis en conformité avec la réglementation comptable en vigueur telle que prescrite, notamment, par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises, le décret 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et l'arrêté du Ministre des finances portant approbation des normes comptables.

Pour toute disposition non expressément traitée dans le cadre de ces référentiels, la société a recouru aux principes comptables généralement admis en Tunisie, en choisissant ceux qui reflètent de la manière la plus fidèle et sincère possible, la réalité des opérations de la société « Laboratoires UNIMED ».

Nous allons exposer dans ce qui suit les principes et règles que nous jugeons les plus significatifs et les plus pertinents.

III.1 Unité monétaire :

Les états financiers sont établis en dinars tunisiens.

III.2 Immobilisations et Amortissements :

- Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent aux actifs non courants pour leurs coûts d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.
- Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

<i>Immobilisation</i>	<i>Taux</i>
Logiciels	33%
Concessions, brevets & licences	20%
Constructions	5%
Install. Gén. Agenc. & Aménag	15%
Matériel & outillage industriel	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier & matériel de bureau	20%
Matériel informatique	33%

- Il est à signaler, en outre, que la société procède à l'amortissement accéléré de son matériel et outillage industriel en multipliant par 2 le taux d'amortissement linéaire de 15%. Ce mode, admis par ailleurs fiscalement (article 12 du code de l'IRPP & de l'IS), est motivé par le fait que le matériel concerné fonctionne à 3 équipes.

III.3 Emprunts :

Les emprunts figurent aux passifs du bilan pour la partie débloquée sous la rubrique Passifs non courants, la partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

III.4 Politique des créances :

L'estimation des éventuelles provisions pour dépréciation est effectuée sur la base d'un état détaillé des créances douteuses adressé par la direction financière de la société à la direction juridique qui donne un avis motivé sur le sort de chaque créance. La nécessité ou non de constituer des provisions est du ressort la direction générale.

III.5 Valorisation des stocks :

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

- les matières premières, matières consommables, pièces de rechange et autres articles de conditionnement au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liés au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés.
- Les produits finis sont valorisés au coût de production, qui comprend le coût matière et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production.
- Les produits semi- finis, sont valorisés au coût engagé jusqu'au stade de fabrication.

III.6 Comptabilisation des revenus :

Les revenus sont comptabilisés au prix de vente net des remises et réductions commerciales consenties par la société et des taxes collectées pour le compte de l'Etat.

III.7 Impôt sur les sociétés :

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun.

III.8 Taxes sur la valeur ajoutée :

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la TVA facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, TVA collectée », alors que la TVA facturée à la société est portée au débit du compte « Etat TVA récupérable »

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

IV. Notes au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles (en DT)

Le solde net des immobilisations incorporelles s'élève au 31 Décembre 2014 à 1.114.134 DT contre 1.244.399 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2014</i>	<i>Déc. 2013</i>
● Logiciels	288 142	232 041
● Sites Web	2 140	2 140
● Concessions, marques, brevets et licences	2 547 534	2 328 508
<i>Total Immobilisations Incorporelles</i>	<i>2 837 816</i>	<i>2 562 689</i>
● Amort. des logiciels	-214 018	-205 106
● Amort. des Sites Web	-2 140	-2 140
● Amort. Des Concessions, marques, brevets et licences	-1 507 522	-1 111 043
<i>Total Amortissements des Immo. Incorp.</i>	<i>-1 723 680</i>	<i>-1 318 290</i>
<i>Immo. Incorp. Nettes</i>	<i>1 114 136</i>	<i>1 244 399</i>

IV.2 Immobilisations corporelles (en DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 Décembre 2014 à 28.848.413 DT contre 29.652.111 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2014</i>	<i>Déc. 2013</i>
● Terrains	3 162 236	658 463
● Constructions	10 205 829	7 660 454
● Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	8 540 674	8 184 974
● Matériel industriel	49 507 781	48 764 044
● Outillage industriel	1 649 253	1 582 779
● Matériel de conditionnement	628 134	628 134
● Matériel de transport	4 003 293	3 213 888
● Mobilier & matériel de bureau	564 724	495 720
● Matériel informatique	574 552	486 298
● Immobilisations corporelles en cours	664 812	458 324
<i>Total Immobilisations Corporelles</i>	<i>79 501 287</i>	<i>72 133 079</i>
● Amort. des constructions	-3 140 484	-2 779 708
● Amort. des I.G.A.A. divers	-5 162 976	-4 248 931
● Amort. du matériel industriel	-37 295 593	-30 736 536
● Amort. de l'outillage industriel	-1 521 588	-1 461 943
● Amort. du matériel de conditionnement	-611 211	-591 015
● Amort. du matériel de transport	-2 025 737	-1 849 246
● Amort. du Mob.Mat.Bureau	-425 470	-385 803
● Amort. du matériel informatique	-469 814	-427 785
<i>Total Amortissements des Immo. Corp.</i>	<i>-50 652 874</i>	<i>-42 480 968</i>
<i>Immo. Corp. Nettes</i>	<i>28 848 413</i>	<i>29 652 111</i>

IV.3 Immobilisations financières (en DT)

Le solde net des immobilisations financières s'élève au 31 Décembre 2014 à 6.452.241 DT contre 5.310.007 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2014</i>	<i>Déc. 2013</i>
● Titres "Labo Neitum"	0	90 029
● Titres "Société Prochima"	6 143 040	5 000 000
● Emprunt obligataire national	20 000	0
● Titres immobilisés – droit de propriété	500	500
● Dépôts & cautionnements	288 701	219 478
<i>Total Immobilisations Financières</i>	<i>6 452 241</i>	<i>5 310 007</i>

IV.4 Stocks (en DT)

Le solde net des stocks s'élève au 31 Décembre 2014 à 19.311.232 DT contre 13.920.518 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2014</i>	<i>Déc. 2013</i>
● Matières premières	6 192 854	4 041 608
● Conditionnements	4 231 213	4 172 217
● Encours en sous-traitance	186 083	547 791
● Produits finis en sous-traitance	716 753	477 519
● Encours	2 373 586	998 236
● Produits finis	4 892 066	4 216 636
● Pièces de rechange	1 499 709	673 693
<i>Total Stocks</i>	<i>20 092 265</i>	<i>15 127 701</i>
● Provisions pour dépréciation des stocks de PF	-781 033	-1 207 183
<i>Total Provisions sur Stocks</i>	<i>-781 033</i>	<i>-1 207 183</i>
<i>Stocks nets</i>	<i>19 311 232</i>	<i>13 920 518</i>

IV.5 Clients et comptes rattachés (en DT):

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 Décembre 2014 à 10.897.702 DT contre 9.813.319 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2014</i>	<i>Déc. 2013</i>
● Clients ordinaires locaux	3 568 777	5 064 024
● Clients, effets à recevoir	1 126 966	46 268
● Clients ordinaires étrangers	6 369 412	4 870 480
● Clients, douteux ou litigieux	1 141 357	1 022 734
● Clients, impayés	3 861	3 861
<i>Total Clients</i>	<i>12 210 373</i>	<i>11 007 367</i>
● Provisions pour dépréciation des créances	-1 312 671	-1 194 048
<i>Total Provisions sur Clients</i>	<i>-1 312 671</i>	<i>-1 194 048</i>
<i>Créances nettes</i>	<i>10 897 702</i>	<i>9 813 319</i>

IV.6 Autres actifs courants (en DT):

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 Décembre 2014 à 6.686.386 DT contre 5.139.577 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
● Fournisseurs avances & acomptes	1 962 257	729 155
● Fournisseurs, créances sur emballages à rendre	3 470	3 470
● Personnel, avances & acomptes	266 862	247 023
● Etat, impôts & taxes	3 415 555	3 130 304
● Etat, saisie provisoire	970 389	970 389
● Débiteurs divers	316 328	304 461
● Charges constatées d'avance	817	4 067
<u>Total AAC</u>	<u>6 935 677</u>	<u>5 388 869</u>
● Provisions pour dépréciation des débiteurs divers	-249 292	-249 292
<u>Total Provisions sur AAC</u>	<u>-249 292</u>	<u>-249 292</u>
<u>AAC nets</u>	<u>6 686 386</u>	<u>5 139 577</u>

IV.7 Placements & autres actifs financiers (en DT):

Le solde des placements et autres actifs financiers s'élève au 31 Décembre 2014 à 3.090.029 DT contre 8.498.818 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
● Placements à terme	3 090 029	8 498 818
<u>Total Placements & AAF</u>	<u>3 090 029</u>	<u>8 498 818</u>

IV.8 Liquidités (en DT):

Le solde des liquidités s'élève au 31 Décembre 2014 à 12.206.223 DT contre 5.294.151 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
● Placement courants	116	116
● Effets à l'encaissement	1 524 492	471 707
● Chèques à l'encaissement	640 804	404 830
● Banques en TND	5 587 502	3 964 935
● Banques en devises	4 418 749	444 844
● e-dinars	1 000	1 000
● CCP	575	575
● Caisses	12 986	6 144
● Blocage / déblocage	20 000	0
<u>Total Liquidités</u>	<u>12 206 223</u>	<u>5 294 151</u>

IV.9 Capitaux Propres (en DT):

Le solde des capitaux propres avant affectation s'élève au 31 Décembre 2014 à 68.933.980 DT contre 61.531.629 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Capital	22 450 000	20 200 000
Total Capital	22 450 000	20 200 000
• Primes d'émission	5 352 000	5 352 000
• Réserves légales	2 020 000	1 670 000
• Réserves statutaires	2 777 847	2 777 847
• Réserves libres	23 839 368	20 889 328
Total Réserves	33 989 214	30 689 174
• Subventions d'investissement	125 655	262 336
Total Autres capitaux propres	125 655	262 336
• Résultats reportés	79	0
Total Résultats reportés	79	0
Total des capitaux propres avant résultat	56 564 948	51 151 510
• Résultat de l'exercice	12 369 032	10 380 119
<i>Réserve de réinvestissement physique exonéré</i>	3 000 000	2 250 000
<i>Réserve de réinvestissement financier exonéré</i>	0	1 143 040
<i>Résultat de l'exercice après réinvestissement</i>	9 369 032	6 987 079
Total des capitaux propres avant affectation	68 933 980	61 531 629

IV.10 Emprunts (en DT):

Le solde des emprunts s'élève au 31 Décembre 2014 à 5.333.747 DT contre 6.823.631 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Emprunt – AB	4 811 885	6 803 010
• Emprunt – Leasing	521 862	20 621
Total Emprunts	5 333 747	6 823 631

IV.11 Autres passifs non courants (en DT) :

Le solde des autres passifs non courants s'élève au 31 Décembre 2014 à 530.736 DT contre 1.067.994 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Provisions pour risques et charges	530 736	1 067 994
Total Autres passifs non courants	530 736	1 067 994

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés (en DT):

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 Décembre 2014 à 6.392.269 DT contre 3.760.016 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
● Fournisseurs d'exploitation locaux	1 839 685	486 644
● Fournisseurs locaux, effets à payer	128 403	139 428
● Fournisseurs, factures non parvenues	858 204	7 488
● Fournisseurs d'exploitation étrangers	3 502 609	2 881 214
● Fournisseurs étrangers, paiements en cours	10 936	10 936
● Fournisseurs étrangers, actualisation à la clôture	52 432	234 306
<u>Total Fournisseurs</u>	<u>6 392 269</u>	<u>3 760 016</u>

IV.13 Autres passifs courants (en DT):

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 Décembre 2014 à 5.186.115 DT contre 3.584.335 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
● Personnel & comptes rattachés	336 873	277 635
● Etat, impôts & taxes	2 886 264	2 261 714
● Sécurité sociale	541 492	539 628
● Charges à payer	681 081	505 358
<u>Total APC</u>	<u>5 186 115</u>	<u>3 584 335</u>

IV.14 Autres passifs financiers (en DT):

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 Décembre 2014 à 2.210.316 DT contre 2.105.295 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
● Échéances à moins d'un an, AB	1 991 125	1 991 125
● Échéances à moins d'un an, UBCI leasing	213 154	105 528
● Intérêts courus	6 037	8 643
<u>Total APF</u>	<u>2 210 316</u>	<u>2 105 295</u>

IV.15 Concours bancaires (en DT):

Les Concours bancaires s'élèvent au 31 Décembre 2014 à 19.200 DT contre un solde nul au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
● Concours bancaires	19 200	0
<u>Total Concours bancaires</u>	<u>19 200</u>	<u>0</u>

V. Notes à l'état de résultat

V.1 Revenus (en DT):

Les revenus s'élèvent au 31 Décembre 2014 à 57.614.344 DT contre 46.670.202 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Ventes à l'export	23 923 942	17 435 330
• Ventes locales	33 690 402	29 234 872
Total Revenus	57 614 344	46 670 202

V.2 Autres produits d'exploitation (en DT):

Les autres produits d'exploitation s'élèvent au 31 décembre 2014 à 263.325 DT contre 520.387 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Quote-part des Subv. Invest.	219 454	390 652
• Autres Produits d'Exploitation	43 871	129 734
Total Autres produits d'exploitation	263 325	520 387

V.3 Variation des PF & encours (en DT):

Les stocks des produits finis et encours ont connu une hausse de 1.927.503 DT au 31 décembre 2014 contre une hausse de 2.787.434 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Variation des PF & Encours	1 927 503	2 787 434
Total Variation des PF & Encours	1 927 503	2 787 434

V.4 Achats d'approvisionnements consommés (en DT):

Les achats d'approvisionnements consommés s'élèvent au 31 Décembre 2014 à 23.065.248 DT contre 17.326.745 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Matières premières	14 513 959	10 012 348
• Articles de conditionnement	6 775 454	7 186 792
• Fournitures de conditionnement	310 945	181 874
• Fournitures et outillage de Labo.	601 751	374 509
• Fournitures hygiéniques	120 990	139 566
• Produits d'entretien	136 954	138 379
• Fournitures de bureau	105 668	113 257
• Autres approvisionnements	462 899	398 523
• Variation de stocks	-2 226 284	-2 808 888
• Vêtements de travail	91 877	34 033
• Energies (eau, électricité, gaz, carburant)	2 171 035	1 556 402
• R.R.R. obtenus sur achats	0	-48
<u>Total Achats d'approvisionnements consommés</u>	<u>23 065 248</u>	<u>17 326 745</u>

V.5 Charges de personnel (en DT):

Les charges de personnel s'élèvent au 31 Décembre 2014 à 7.982.433 DT contre 7.586.285 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Salaires & compléments de salaires	6 814 490	6 467 227
• Charges sociales légales	1 157 793	1 106 220
• Autres charges sociales	10 150	12 838
<u>Total Charges de personnel</u>	<u>7 982 433</u>	<u>7 586 285</u>

V.6 Dotations aux amortissements et provisions (en DT):

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent au 31 Décembre 2014 à 8.956.248 DT contre 8.862.875 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Dot. Amort. des Immob. Incorp	405 390	354 438
• Dot. Amort. des Immob. Corp	8 551 061	7 601 704
• Dot. Prov. (Reprise) pour dépréciation des créances	118 623	41 504
• Dot. Prov. (Reprise) pour dépréciation des stocks	-426 150	52 910
• Dot. Prov. (Reprise) Pour risques et charges	307 324	812 319
<u>Total Dotation aux Amort. & Prov.</u>	<u>8 956 248</u>	<u>8 862 875</u>

V.7 Autres charges d'exploitation (en DT):

Les autres charges d'exploitation s'élèvent au 31 Décembre 2014 à 5.452.990 DT contre 4.693.438 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Loyers	50 298	16 610
• Entretien & réparation	1 387 121	1 211 276
• Assurances	274 859	254 862
• Etudes & services extérieurs	1 203 546	859 187
• Honoraires	377 911	489 247
• Transports	492 930	282 221
• Frais postaux et de télécom.	97 757	97 317
• Services bancaires	133 715	94 154
• Missions, réceptions, voyages	495 827	508 836
• Relations publiques	541 491	606 217
• Dons	81 268	70 025
• Droits, impôts & taxes	316 266	203 487
<u>Total Autres charges d'exploitation</u>	<u>5 452 990</u>	<u>4 693 438</u>

V.8 Charges financières nettes (en DT):

Les charges financières nettes s'élèvent au 31 Décembre 2014 à 310.459 DT contre 36.564 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Intérêts des emprunts	438 486	521 183
• Intérêts des Aut.Op.de Financement	22 291	15 803
• Intérêts des comptes courants	29 552	18 807
• Intérêts des autres dettes	482	25 159
• Revenus des autres créances	-396	-13 489
• Différence de change	-179 956	-530 900
<u>Total Charges financières nettes</u>	<u>310 459</u>	<u>36 564</u>

V.9 Revenus des placements (en DT):

Les revenus des placements s'élèvent au 31 Décembre 2014 à 449.574 DT contre 362.169 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Produits des placements courants	449 574	362 169
<u>Total Revenus des placements</u>	<u>449 574</u>	<u>362 169</u>

V.10 Autres gains ordinaires (en DT):

Les autres gains ordinaires s'élevaient au 31 Décembre 2014 à 203.624 DT contre 19.721 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2014	Déc. 2013
• Plus-value de cession d'Immo.	38 464	20 824
• Produits divers ordinaires	165 159	-1 103
Total Autres gains ordinaires	203 624	19 721

V.11 Autres pertes ordinaires (en DT):

Les autres pertes ordinaires s'élevaient au 31 Décembre 2014 à 11.237 DT contre 127.162 DT au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2014	Déc. 2013
• Autres pertes ordinaires	11 237	127 162
Total Autres pertes ordinaires	11 237	127 162

V.12 Impôt sur les sociétés (en DT):

L'impôt sur les sociétés s'élève au 31 Décembre 2014 à 2.310.724 DT contre 1.346.725 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2014	Déc. 2013
• Impôt sur les sociétés	2 310 724	1 346 725
Total Impôt sur les sociétés	2 310 724	1 346 725

VI. Notes aux parties liées

1. Identification des parties liées :

Les parties liées à la société « Laboratoires UNIMED » sont les suivants :

- Le PDG : Mr Ridha CHARFEDDINE
- La société INOX MED SARL
- La société SMB SARL
- La société SARRAHUILES SARL
- La société UNIREST SARL

2. Transactions avec les parties liées :

Les transactions avec les parties liées survenues en 2014 sont détaillées ci-après :

- Des revenus locatifs d'un atelier et d'un local administratif à INOXMED pour un montant annuel HTVA de 12.000 dinars et 2.400 dinars respectivement.
A noter que l'augmentation contractuelle de 5% du loyer n'a pas été appliquée.
- Des acquisitions d'immobilisations auprès de SMB pour un montant de 199.076 dinars TVA comprise.

- Des achats d'huile d'olive auprès de SARRAHUILES pour un montant de 5.339 dinars.
- D'autres produits liés à la refacturation de certains frais payés par UNIMED et qui sont détaillés ci-après:

Société	Montant en dinars
INOXMED	5.505
SARRAHUILES	10.914
UNIREST	6.005
Total	22.424

- Les soldes des parties liées au 31 décembre 2014 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

- Débiteurs divers :

Société	Solde en dinars
SARRAHUILES	164
UNIREST	90

- Fournisseurs :

Société	Solde en dinars
SARRAHUILES	-983
SMB	79 374

4.5.5. Rapports général et spécial du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2014



**Compagnie Tunisienne
des Experts Comptables**
Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'Ordre

Boulevard 14 janvier, Route Touristique
BP 287 Port El Kantaoui Sousse - Tunisie
MF 20297/V/A/M/000 - e-mail : ctec@gnet.tn
Tél : 73 347 500 - Fax : 73 347 506

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sousse le 18 mai 2015

*Mesdames, Messieurs les actionnaires
de la société « Laboratoires Unimed»,*

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la société « Laboratoires Unimed», comprenant le bilan au 31 décembre 2014, ainsi que l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers. Ces états financiers dégagent un total net bilan de 88.606.362 ^{DT} et font ressortir des capitaux propres de 68.933.980 ^{DT}, y compris le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 12.369.032 ^{DT}.

I. Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers :

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables tunisiennes. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

II. Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

III. Opinion

A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la société « *Laboratoires Unimed* » au 31 Décembre 2014, ainsi que du résultat de ses opérations et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tunisien.

Sans remettre en cause l'opinion sans réserves exprimée ci-dessus, nous estimons utile d'attirer l'attention sur le fait que suite à une vérification approfondie subie par la société et couvrant les exercices 2004 à 2007, un montant de 970 KDT a été saisi par l'administration fiscale. A ce jour, aucun jugement définitif n'a encore été prononcé par les tribunaux au sujet de cette affaire.

IV. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

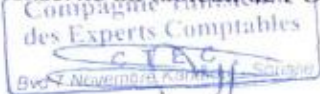
Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents mis à votre disposition à l'occasion de l'assemblée générale.

Le commissaire aux comptes

C.T.E.C.

Société d'expertise comptable

Inscrite au tableau de l'OECT





RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sousse le 18 mai 2015

*Mesdames, Messieurs les actionnaires
de la société « Laboratoires Unimed »,*

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle des telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers des nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

Votre conseil d'administration a autorisé les conventions et les opérations visées aux articles 200 et suivants du code des sociétés commerciales. Le détail de ces opérations se présente comme suit :

A- Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

1- Les soldes des comptes « dividendes à payer » et « charges à payer » au Président Directeur Général se présentent comme suit à la clôture de l'exercice 2014 :

<u>Désignation</u>	<u>Déc. 2014</u>	<u>Déc. 2013</u>
• Actionnaires, dividendes à payer	178 130	0
• Charges à payer au PDG	5 040	0
Total passifs courants	183 170	0

2- Le solde du compte « dividendes à payer » aux autres actionnaires s'élèvent à 562.243 DT au 31/12/2014 contre un solde nul au 31/12/2013.

B- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants :

- 1- Les salaires bruts servis au président directeur général s'élèvent au titre de l'exercice 2014 à 435.721 DT.
- 2- La somme des rémunérations dues au Président Directeur Général s'élève à un solde de 5.040 DT au 31/12/2014 contre un solde nul au 31/12/2013.

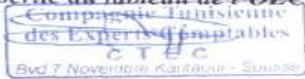
Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales.

Le commissaire aux comptes

C.T.E.C.

Société d'expertise comptable

Inscrite au tableau de l'OECT



4.5.6. Opinion du Commissaire aux Comptes sur la tenue des comptes en valeurs mobilières



**Compagnie Tunisienne
des Experts Comptables**
Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'Ordre

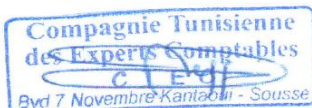
Boulevard 14 janvier, Route Touristique
BP 287 Port El Kantaoui Sousse - Tunisie
MF 20297/V/A/M/000 - e-mail : ctec@gnet.tn
Tél : 73 347 500 - Fax : 73 347 506

Sousse, le 11 Mars 2016

Opinion sur la tenue des comptes en valeurs mobilière de la Société « Laboratoires Unimed » au 31/12/2014 :

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous vous informons que la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Société « *Laboratoires Unimed* » est conforme à la réglementation en vigueur au 31/12/2014.

*Le commissaire aux comptes
C.T.E.C.
Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'OECT*



4.5.7. Notes rectificatives, complémentaires et explicatives sur les états financiers arrêtés au 31/12/2014.

4.5.7.1. Bilan au 31/12/2014 rectifié

<i>Actifs</i>	<i>Note</i>	<i>31.12.2014</i>	<i>31.12.2013</i>
<i>Actifs non courants</i>			
<i>Actifs immobilisés</i>			
• Immobilisations incorporelles		2 837 816	2 562 689
• Moins : amortissements		<1 723 680>	<1 318 290>
	IV.1	1 114 136	1 244 399
• Immobilisations corporelles		79 501 287	72 133 079
• Moins : amortissements		<50 652 874>	<42 480 968>
	IV.2	28 848 413	29 652 111
• Immobilisations financières	IV.3	6 452 241	5 310 007
Total des actifs immobilisés		36 414 790	36 206 518
<u>Total des actifs non courants</u>		<u>36 414 790</u>	<u>36 206 518</u>
<i>Actifs courants</i>			
• Stocks		20 092 265	15 127 701
• Moins : Provisions		<781 033>	<1 207 183>
	IV.4	19 311 232	13 920 518
• Clients et comptes rattachés		12 210 373	11 007 367
• Moins : Provisions		<1 312 671>	<1 194 048>
	IV.5	10 897 702	9 813 319
• Autres actifs courants		6 935 677	5 388 869
• Moins : Provisions		<249 292>	<249 292>
	IV.6	6 686 386	5 139 577
• Placements courants & autres actifs financiers	IV.7	3 090 029	8 498 818
• Liquidités et Equivalents de liquidités	IV.8	12 206 223	5 294 151
<u>Total des actifs courants</u>		<u>52 191 572</u>	<u>42 666 383</u>
<u>Total des actifs</u>		<u>88 606 362</u>	<u>78 872 901</u>

<i>Capitaux propres et passifs</i>	<i>Note</i>	<i>31.12.2014</i>	<i>31.12.2013</i>
<i>Capitaux propres</i>			
• Capital social		22 450 000	20 200 000
• Réserves		33 989 214	30 689 174
• Autres capitaux propres		125 655	262 336
• Résultat reportés		79	0
Capitaux propres avant résultat de la période	IV.9	56 564 948	51 151 510
• <i>Résultat de l'exercice</i>		<i>12 369 032</i>	<i>10 380 119</i>
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>		<u>68 933 980</u>	<u>61 531 629</u>
<i>Passifs non courants</i>			
• Emprunts	IV.10	5 333 747	6 823 631
• Autres passifs non courants	IV.11	530 736	1 067 994
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>5 864 483</u>	<u>7 891 625</u>
<i>Passifs courants</i>			
• Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	6 392 269	3 760 016
• Autres passifs courants	IV.13	5 186 115	3 584 335
• Autres passifs financiers	IV.14	2 210 316	2 105 295
• Concours bancaires	IV.15	19 200	0
<u>Total des passifs courants</u>		<u>13 807 899</u>	<u>9 449 647</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>19 672 382</u>	<u>17 341 272</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>88 606 362</u>	<u>78 872 901</u>

4.5.7.2. Etat de résultat au 31/12/2014 rectifié

	Note	31.12.2014	31.12.2013
Produits d'exploitation			
• Revenus	V.1	57 614 344	46 670 202
• Autres produits d'exploitation	V.2	263 325	520 387
Total des produits d'exploitation		57 877 669	47 190 589
Charges d'exploitation			
• Variation des stocks des produits finis & encours	V.3	1 927 503	2 787 434
• Achats d'approvisionnements consommés	V.4	<23 065 248>	<17 326 745>
• Charges de personnel	V.5	<7 982 433>	<7 586 285>
• Dotations aux amortissements et provisions	V.6	<8 956 248>	<8 862 875>
• Autres charges d'exploitation	V.7	<5 452 990>	<4 693 438>
Total des charges d'exploitation		<43 529 416>	<35 681 909>
<u>Résultat d'exploitation</u>		<u>14 348 254</u>	<u>11 508 680</u>
• Charges financières nettes	V.8	<310 459>	<36 564>
• Revenus des placements	V.9	449 574	362 169
• Autres gains ordinaires	V.10	203 624	19 721
• Autres pertes ordinaires	V.11	<11 237>	<127 162>
<u>Résultat des activités ordinaires avant impôt</u>		<u>14 679 756</u>	<u>11 726 844</u>
• Impôt sur les sociétés	V.12	<2 310 724>	<1 346 725>
<u>Résultat net de l'exercice</u>		<u>12 369 032</u>	<u>10 380 119</u>

4.5.7.3. Etat de flux de Trésorerie au 31/12/2014 rectifié

	<u>31.12.2014</u>	<u>31.12.2013</u>
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>		
Résultat net	12 369 032	10 380 119
Ajustements pour :		
• Amortissements & provisions	8 956 248	8 862 894
• Plus ou moins value sur cession d'Immo.	<38 464>	<20 672>
• Q-P des subventions d'investissement	<219 454>	<390 652>
• Variation des stocks	<4 964 565>	<5 481 215>
• Variation des créances	<1 203 006>	<465 448>
• Variation des autres actifs	<1 546 809>	897 092
• Variation des fournisseurs d'exploitation	2 632 252	<2 192 557>
• Variation des autres dettes	14 218	<1 694 826>
• Décaissements pour Acqu. de placements courants	<2 501 182>	<5 000 000>
• Encaissements suite à la cession de placements courants	8 000 000	500 000
<u>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</u>	<u>21 498 271</u>	<u>5 394 735</u>
<i>Flux de trésorerie liés à l'investissement</i>		
• Décaissements pour Acqu. d'Imm. Corp & Incorp.	<7 241 980>	<3 775 074>
• Encaissements suite à la Cession d'Imm. Corp. & Incorp.	153 300	50 000
• Décaissements pour Acqu. d'Imm. Financières	<1 232 263>	<45 427>
<u>Flux de trésorerie affectés à l'investissement</u>	<u><8 320 943></u>	<u><3 770 501></u>
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>		
• Dividendes & autres distributions	<4 089 627>	<2 272 000>
• Encaissements des subventions d'investissements	82 773	0
• Remboursement d'emprunts	<2 277 603>	<2 312 979>
<u>Flux de trésorerie affectés au financement</u>	<u><6 284 456></u>	<u><4 584 979></u>
<u>Variation de trésorerie</u>	<u>6 892 871</u>	<u><2 960 745></u>
<i>Trésorerie au début de la période</i>	5 294 151	8 254 896
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>	<u>12 187 023</u>	<u>5 294 151</u>
Liquidités à l'actif du bilan	12 206 223	5 294 151
Concours bancaires au passif du bilan	<19 200>	0
Trésorerie selon le bilan	12 187 023	5 294 151
Ecart	0	0

4.5.7.4. Note sur les engagements hors Bilan

Type d'engagement	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Observations
Engagements Donnés						
a) Garanties personnelles						
-Cautionnement	1 305 775	UBCI				
	541 223	AMEN BANK				
-Aval	1 207 661	UBCI				
-Autres garanties						
b) Garanties réelles						
-Hypothèque	12 000 000	AMEN BANK				Une hypothèque sur l'ensemble de la propriété de la société sise à la zone industrielle de Kalaa Kébira a été accordée à la Banque en garantie d'un crédit de 12.000.000 DT
-Nantissement	12 000 000	AMEN BANK				Un nantissement sur tout l'équipement d'exploitation de l'entreprise a été accordé à la Banque en garantie d'un crédit de 12.000.000 DT
c) Effets escomptés et non échus						
	3 919 408	UBCI				
	1 517 272	AMEN BANK				
d) Créances à l'exportation mobilisées						
	2 472 568	AMEN BANK				
e) Abandon de créances						
f) Créances Leasing						
Total	34 963 907					
Engagements reçus						
a) Garanties personnelles						
-Cautionnement						
-Aval						
-Autres garanties						
b) Garanties réelles						
-Hypothèques						
-Nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exportation mobilisées						
e) Abandon de créances						
Total						
Engagements réciproques						
Total						

Les dettes garanties par des sûretés

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable nette des biens donnés en garantie	Provisions
• Emprunt obligataire	Néant	Néant	Néant
• Emprunt d'investissement	12 000 000	14 289 952	Néant
• Emprunt courant de gestion	Néant	Néant	Néant
• Autres	Néant	Néant	Néant

4.5.7.5. Les Soldes Intermédiaires de Gestion

Produits	2 014	2 013	Charges	2 014	2 013	Soldes	2 014	2 013
Revenus	57 614 344	46 670 202						
Autres produits d'exploitation	263 325	520 387	Stockage de production	-1 927 503	-2 787 434			
Total	57 877 669	47 190 589		-1 927 503	-2 787 434	Production	59 805 172	49 978 023
Production	59 805 172	49 978 023	Achats consommés	23 065 248	17 326 745	Marge sur coût matières	36 739 924	32 651 278
Marge sur coût matières	36 739 924	32 651 278	Autres charges externes	5 136 723	4 489 951			
Total	36 739 924	32 651 278	Total	5 136 723	4 489 951	Valeur ajoutée brute	31 603 201	28 161 326
Valeur ajoutée brute	31 603 201	28 161 326	Impôts et taxes	316 266	203 487	Excédent brut d'exploitation	23 304 502	20 371 554
		Charges de personnel	7 982 433	7 586 285				
		Total	8 298 699	7 789 772				
Excédent brut d'exploitation	23 304 502	20 371 554	Insuffisance brute d'exploitation					
Produits financiers	449 574	362 169	Autres pertes ordinaires	11 237	127 162			
Autres produits ordinaires	203 624	19 721	Charges financières	310 459	36 564			
			Dotations aux amort.prov.ordinaires	8 956 248	8 862 875			
			Impôt sur le résultat ordinaire	2 310 724	1 346 725			
Total	23 957 700	20 753 444		11 588 668	10 373 326	Résultat des activités ordinaires	12 369 032	10 380 118
Résultat positif des activités ordinaires	12 369 032	10 380 118	Résultat négatif des activités ordinaires					
Gains extraordinaires			Pertes extraordinaires					
Effet positif des modifi. comptables			Effet négatif des modifications comptables					
			Impôt /éléments extra. et modif. Comptab					
Total	12 369 032	10 380 118		0	0	Résultat net	12 369 032	10 380 118

4.5.7.6. Tableau de variation des immobilisations corporelles et incorporelles

- Tableau de variation des immobilisations incorporelles

DESIGNATION	REPORT 2013	RECLASS 2014	CESSION 2014	ACQUISITION 2014	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	REPRISE AMORT IMMOS CEDEES	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
Logiciels	232 041			56 102	288 142	-205 106	-8 912		-214 018	74 124
Sites Web	2 140			0	2 140	-2 140	0		-2 140	0
Concessions, marques, brevets et licences	2 328 508			219 026	2 547 534	-1 111 043	-396 478		-1 507 522	1 040 012
TOTAL IMMOB INCORPORELLES	2 562 689	0	0	275 127	2 837 816	-1 318 290	-405 390	0	-1 723 680	1 114 136

- Tableau de variation des immobilisations corporelles

DESIGNATION	REPORT 2013	RECLASS 2014	CESSION 2014	ACQUISITION 2014	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	REPRISE AMORT IMMOS CEDEES	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
Terrains	658 463			2 503 773	3 162 236	0	0		0	3 162 236
Constructions	7 022 184	290 000		69 461	7 381 644	-2 779 708	-360 776		-3 140 484	4 241 160
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	8 184 974			355 700	8 540 674	-4 248 931	-914 044		-5 162 976	3 377 698
Matériel industriel	48 764 044			743 736	49 507 781	-30 736 536	-6 559 057		-37 295 593	12 212 188
Outillage industriel	1 582 779			66 473	1 649 253	-1 461 943	-59 645		-1 521 588	127 664
Matériel de conditionnement	628 134				628 134	-591 015	-20 195		-611 211	16 923
Matériel de transport	3 213 888		-493 991	1 283 395	4 003 293	-1 849 246	-555 647	379 155	-2 025 737	1 977 555
Mobilier & matériel de bureau	495 720			69 003	564 724	-385 803	-39 667		-425 470	139 254
Matériel informatique	486 298			88 254	574 552	-427 785	-42 029		-469 814	104 738
Immobilisations corporelles en cours	1 096 595	-290 000		2 682 402	3 488 997	0	0		0	3 488 997
TOTAL IMMOB CORPORELLES	72 133 079	0	-493 991	7 862 198	79 501 287	-42 480 968	-8 551 061	379 155	-50 652 874	28 848 413

4.5.7.7. Note sur les immobilisations acquises en leasing

Année	Contrat	Catégorie	Valeur Brute	Échéance à - an	Échéance à + an et - de 5 ans
2012	N°0251160	Matériel de transport	163 902	4 952	0
2012	N°0256690	Matériel de transport	58 763	15 669	0
2014	N°0292370	Matériel de transport	895 345	192 532	521 862
Total			1 118 010	213 154	521 862

Total des paiements minimaux au titre de la location au 31-12-2014	818 446
Valeur actualisée des paiements au titre de la location	818 446
Ecart	0
Loyer conditionnels inclus dans les charges de la période	0
Total à la date de clôture des futurs paiements minimaux de contrats de sous-location que l'on s'attend à recevoir au titre de sous location non réalisables	0

Description générale des dispositions significatives des contrats :

Année	Contrat	Valeur Brute	Taux d'intérêt effectif	Nbre total des Échéance	Loyer mensuel TTC
2012	N°0251160	163 902	7%	36	4 952
2012	N°0256690	58 763	7%	36	1 776
2014	N°0292370	895 345	7,6%	48	19 451
TOTAL		1 118 010			

4.5.7.8. Note complémentaire à la note sur les immobilisations financières portant sur les règles de classification et méthodes d'évaluation des placements

Classification :

Les placements à court terme est un placement que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par sa nature, peut être liquidé à brève échéance.

Les placements à long terme est un placement détenu dans l'intention de le conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales.

Evaluation :

Les placements à court terme : A la date de clôture, les placements à court terme de la société font l'objet d'une évaluation à la juste valeur, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme : A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

4.5.7.9. Une note complémentaire à la note sur les immobilisations financières portant sur un état des titres de participation

Les titres de participations au 31 décembre 2014 se détaillent comme suit :

Désignation	Valeurs au 31/12/2013	Acquisition en 2014	Augmentation capital	Cession en 2014	Valeurs au 31/12/2014	Titres Emis	Titres appartenant à UNIMED	
							Nombre	En %
"Promochimica"	5 000 000		1 143 040		6 143 040	170 000	30 358	17,86%
Total	5 000 000	0	1 143 040	0	6 143 040			

Aucune provision pour dépréciation n'est constituée sur ces titres.

4.5.7.10. Note sur les méthodes utilisées en matière de traitement des stocks incluant les méthodes de comptabilisation des stocks

Les stocks se composent de :

- Matières premières, d'articles de conditionnement, de produits encours de fabrication et de produits finis : qui sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire permanent ;
- Pièces de rechange et consommables : qui sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent.

Ils sont évalués à la valeur la plus faible du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation.

- Les matières premières et articles de conditionnement sont valorisés à leur coût d'achat MP/AC hors taxes récupérables majoré par les frais d'approche.
- Les stocks de produits finis sont valorisés au coût standard qui correspond au coût de production de l'exercice précédent.
- Les produits encours sont valorisés au coût des intrants MP/AC majoré de la quote-part des frais de fabrication engagés à ce stade

4.5.7.11. Note complémentaire sur les placements et autres actifs financiers

Le solde des placements et autres actifs financiers s'élève au 31 Décembre 2014 à 3.090.029 DT contre 8.498.818 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2014	Déc. 2013
• Titres "Labo Neitum"	90 029	0
• Placements à terme	3 000 000	8 498 818
Total Placements & AAF	3 090 029	8 498 818

Les titres de placements courants au 31 décembre 2014 se détaillent comme suit :

Désignation	Valeurs au 31/12/2013	Acquisition en 2014	Augmentation capital	Cession en 2014	Valeurs au 31/12/2014	Titres Emis	Titres appartenant à UNIMED	
							Nombre	En %
"Labo. Neitum"	90 029				90 029	196	10	5,10%
Total	90 029	0	0	0	90 029			

Aucune provision pour dépréciation n'est constituée sur ces titres

Les titres 'Labo Neitum' étaient présentés au sein des immobilisations financières au 31/12/2013, en 2014, le management n'a plus l'intention de les détenir comme placement stratégique et compte les céder. Suite à ce changement, ces titres ont été reclassés parmi les placements courants au 31/12/2014 pour la même valeur qui est de 90.029 DT

4.5.7.12. Note explicative de la rubrique liquidités portant sur le bienfondé de faire figurer les rubriques « effets à l'encaissement » et « chèques à l'encaissement » et « blocage/déblocage » parmi les liquidités

La dénomination de la rubrique IV.8 a été remplacée de « liquidités » à « liquidités et équivalents de liquidités » afin de répondre à la définition du paragraphe 67 de la NCT 01 :

« Les équivalents de liquidités sont des placements à court terme, très liquides facilement convertibles en un montant connu de liquidités, et non soumis à un risque significatif de changement de valeur. »

Il est à rappeler que les effets à l'encaissement de la société représentent des valeurs sûres étant donné qu'ils sont constitués en majeure partie par ceux de la pharmacie centrale et que le montant des chèques à l'encaissement est tiré sur des clients solvables.

Aussi, la technique du « blocage/déblocage » reflète en réalité une situation provisoire et très limitée dans le temps, en effet un blocage est effectué par la banque, à chaque avis de règlement de virement ; le déblocage se fait automatiquement en relisant le paiement.

4.5.7.13. Note rectificative sur les capitaux propres

Le solde des capitaux propres avant affectation s'élève au 31 Décembre 2014 à 68.933.980 DT contre 61.531.629 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2014</i>	<i>Déc. 2013</i>
● Capital	22 450 000	20 200 000
Total Capital	22 450 000	20 200 000
● Primes d'émission	5 352 000	5 352 000
● Réserves légales	2 020 000	1 670 000
● Réserves statutaires	2 777 847	2 777 847
● Réserves libres	23 839 368	20 889 328
Total Réserves	33 989 214	30 689 174
● Subventions d'investissement	125 655	262 336
Total Autres capitaux propres	125 655	262 336
● Résultats reportés	79	0
Total Résultats reportés	79	0
Total des capitaux propres avant résultat	56 564 948	51 151 510
● Résultat de l'exercice	12 369 032	10 380 119

Total des capitaux propres avant affectation**68 933 980****61 531 629****4.5.7.14. Note sur les emprunts**

Emprunts	Solde au 31.12.2013			Mouvements de la période		Solde au 31.12.2014		
	Total début de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an	Additions	Règlements échéances	Total fin de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an
AMEN BANK 4 MDT	2 985 915	2 309 859	676 056	-	676 056	2 309 859	1 633 803	676 056
AMEN BANK 8 MDT	5 808 219	4 493 151	1 315 068	-	1 315 068	4 493 151	3 178 082	1 315 068
Total	8 794 134	6 803 010	1 991 125	-	1 991 125	6 803 010	4 811 885	1 991 125

Les emprunts bancaires présentent les conditions suivantes :

	Taux d'intérêt	Nombre total des mensualités	Période de grâce (/ le principal de l'emprunt)	Date dernière échéance	Garanties
AMEN BANK 4 MDT	TMM + 0,75%	91 mois	20 mois	01/05/2018	Voir Eng. Hors Bilan
AMEN BANK 8 MDT	TMM + 0,75%	96 mois	23 mois	20/05/2018	Voir Eng. Hors Bilan
Total					

4.5.7.15. Note sur les mouvements des capitaux propres

	Capital Social	Réserve légale	Réserves de réinvestissement	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Subvention d'investissement	Total des Capitaux propres avant affectation
Situation au 31 décembre 2013	20 200 000	1 670 000	5 000 000	24 019 174	0	10 380 119	262 336	61 531 629
Affectation en réserves et résultats reportés	0	350 000	3 393 040	3 237 000	3 400 079	-10 380 119	0	0
Dividendes distribués	0	0	0	-1 430 000	-3 400 000		0	-4 830 000
Augmentation de capital(*)	2 250 000	0	-2 250 000	0	0	0	0	0
Nouvelles subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	82 773	82 773
Résorption des subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	-219 454	-219 454
Résultat de l'exercice 2014	0	0	0	0	0	12 369 032	0	12 369 032
Situation au 31 décembre 2014	22 450 000	2 020 000	6 143 040	25 826 174	79	12 369 032	125 655	68 933 980

(*) Le capital social est passé de 20.200.000 DT au 31 décembre 2013 à 22.450.000 DT au 31 décembre 2014 suite à une augmentation du capital par voie d'incorporation des réserves spéciales de réinvestissements totalisant 2.250.000 DT et ce, selon le PV de l'AGE du 11 juin 2014

Le résultat par action se présente comme suit

Evolution du nombre des actions en circulation :

Nombre d'actions	Date	Nombre de jours	Nombre moyen pondéré
167 000	31/12/2012		
202 000	16/05/2013	136	
202 000	31/12/2013	229	188 959
224 500	11/06/2014	162	
224 500	31/12/2014	203	214 514
Désignation		31/12/2014	31/12/2013

Résultat net	12 369 032	10 380 119
Nombre d'actions moyen pondéré	214 514	188 959
Résultat par action	58	55

4.5.7.16. Note sur les subventions

Nature	Donneur	Valeur brute de la subvention	Nouvelle subvention 2014	QP inscrite au résultat 2013 et antérieur	QP inscrite au résultat 2014	Valeur au 31/12/14	Conditions non remplies
Prime de diagnostic	ANME	8 260	0	7 434	826	0	Néant
1er suivi du 4ème plan de mise à niveau (2009/542)	Ministère de l'industrie	903 656	0	807 630	96 027	0	Néant
2ème suivi du 4ème plan de mise à niveau (2009/542)	Ministère de l'industrie	367 740	0	202 257	110 322	55 161	Néant
Investissement technologique à caractère prioritaire (2008/322)	Ministère de l'industrie	30 919	30 919	0	5 797	25 122	Néant
Projet de tri-génération	PROPARCO	51 854	51 854	0	6 482	45 372	Néant
TOTAL		1 362 429	82 773	1 017 321	219 454	125 655	

QP : quote-part

4.5.7.17. Note complémentaire à la note « autres passifs non courants » détaillant l'objet des provisions pour risques et charges

La provision comptabilisée parmi les passifs non courants couvre essentiellement les risques fiscaux encours, elle est mise à jour par rapport aux exercices prescrits et à l'historique des taxations subies par la société et des chefs de redressement relevés par l'administration fiscale

4.5.7.18. Note rectificative sur les autres passifs courants

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 Décembre 2014 à 5.186.115 DT contre 3.584.335 DT au 31 Décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2014	Déc. 2013
● Personnel & comptes rattachés	336 873	277 635
● Etat, impôts & taxes	2 886 264	2 261 714
● Actionnaires, dividendes à payer	740 405	0
● Sécurité sociale	541 492	539 628
● Charges à payer	681 081	505 358
Total APC	5 186 115	3 584 335

4.5.7.19. Tableau de passage des charges par nature aux charges par destination

Rubrique	Montant	Ventilation			
		Coût de production	Frais de distribution	Frais d'administration	Autres charges
Achats d'approvisionnements consommés	23 065 248	22 827 858	98 246	51 367	87 777
Charges de personnel	7 982 433	5 072 317	1 368 438	1 084 988	456 690
Dotation aux Amort. & Prov.	8 956 248	8 209 216	464 807	246 069	36 155
Autres charges d'exploitation	5 452 990	2 031 017	1 638 324	1 353 108	430 540
Charges financières nettes	310 459	0	0	0	310 459
Autres pertes ordinaires	11 237	0	0	0	11 237
Impôt sur les sociétés	2 310 724	0	0	0	2 310 724
Total	48 089 338	38 140 409	3 569 816	2 735 533	3 643 582

4.5.7.20. Note sur les règles de prises en compte des gains et des pertes de change et de la couverture contre les risques de change

Règles de prise en compte :

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant :

- Pour les ventes : le taux de change moyen interbancaire du premier jour de la semaine
- Pour les achats de biens : le taux de change figurant sur les documents douaniers
- Pour les achats de services, règlements et encaissements : le taux de change du jour de l'opération.

A la date de clôture de l'exercice, les actifs et les passifs monétaires courants sont évalués en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. Les pertes et gains de change en résultant sont constatés en résultat de l'exercice.

Couverture contre le risque de change :

La société dispose de comptes bancaires en devises qui sont alimentés par l'encaissement des ventes à l'export et qui servent au règlement des fournisseurs étrangers. En cas de non couverture des règlements échus par les soldes de ces comptes, la société négocie le cours de change avec la banque pour un achat de devises au comptant. La société n'a pas eu recours à l'achat de devises à terme.

4.5.7.21. Note complémentaire sur l'état des flux de trésorerie

Pour la détermination de la variation de la trésorerie, la société a choisi le modèle autorisé pour la présentation de flux de trésorerie et ce conformément à la norme comptable générale.

Les différentes variations sont les suivantes :

1. Les flux provenant de l'exploitation ont dégagé un excédent de 21.498.271DT et sont retracés par les variations des postes du bilan, les encaissements et décaissements des placements courants et l'ajustement du résultat de l'exercice par les dotations aux amortissements et aux provisions, la reprise des provisions et des amortissements cumulés des immobilisations cédées, la plus-value sur cession d'immobilisations et la quote-part des subventions d'investissement.
2. Les flux affectés à l'investissement ont dégagé un déficit de <8.320.943DT> et se détaillent comme suit :
 - Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles pour <7.241.980DT> ;
 - Encaissement suite à la cession de matériel de transport de 153.300DT ;
 - Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations financières constitué principalement par :

- La souscription et la libération à l'augmentation de capital de la société Promochimica Tunisia à hauteur de <1.143.040DT> soit 5.358 actions à 100€ chacune.
 - La souscription à l'emprunt obligataire national pour <20.000DT>.
 - Décaissement pour cautions de <69.223DT>.
3. Les flux affectés au financement ont dégagé un déficit de <6.284.456DT> et se détaillent comme suit :
- Distributions de dividendes aux actionnaires pour <4.089.627DT> constituées des dividendes décidés au cours de 2014 totalisant un montant de 4.830.000DT ajustés par la variation du compte « actionnaires-dividendes à payer » soit 740.373DT ;
 - Encaissement des subventions d'investissements de 82.773DT ;
 - Remboursement d'emprunts bancaires pour <1.991.125DT> et d'emprunts leasing pour <286.478DT>.

4.5.7.22. Note explicative sur l'Etat de flux de Trésorerie

- Flux liés à l'exploitation :
 - a) Le montant de la « variation des autres dettes » englobe la variation des « passifs non courants » comme celle-ci est décomposée de :
 - i. la provision pour 307.324 DT (qui a été retraité au niveau de la rubrique dotations aux amortissements et aux provisions) ;
 - ii. et d'un reclassement d'un montant de 844.582 DT vers les passifs courants suite au redressement fiscal en cours au 31/12/2014 et qui couvre les exercices 2011 et 2012.

Libellés	2014	2013	Variation
Autres Passifs non courants	530.736	1.067.994	-537.258
Autres Passifs courants	5.186.115	3.584.335	1.601.780
Retraitement de la provision pour risques et charges au niveau de la rubrique DAP	-307.324		-307.324
Variation des intérêts courus non échus (présentés au sein de la rubrique bilancielle « Autres passifs financiers »)	6.037	8.643	-2.606
Variation du solde du compte « 44700000 Dividendes à payer aux actionnaires »	-740.373	0	-740.373
Total des flux de trésorerie « variation des autres dettes »			14.218

b) Le montant des « dotations aux amortissements et aux provisions DAP » a été rectifié dans l'état des flux annexé à ces notes, il est désormais égal à 8.956.248 DT, identique au montant figurant au niveau de l'état de résultat.

- Flux liés au financement :

Le montant des « distributions de dividendes » figurant au tableau des flux de trésorerie est de 4.089.627 DT et se compose des éléments suivants :

Libellés	2014	2013	Variation
Dividendes décidés	4.830.000		4.830.000
Variation du solde du compte « 44700000 Dividendes à payer aux actionnaires »	-740.373	0	-740.373
Total des flux de trésorerie « distributions de dividendes »			4.089.627

4.5.7.23. Note explicative sur la décision des actionnaires de faire 2 distributions de dividendes en 2014

L'exercice 2014 a été marqué par une augmentation des ventes à l'export de la société qui a engendré à son tour un excédent de liquidités qui a servi à une deuxième décision de distribution de dividendes.

4.5.7.24. Note sur les évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Le management de la société n'a identifié aucun évènement survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers et qui est lié à des conditions existants à la date de clôture et qui peut entraîner une modification importante des actifs ou des passifs de la société ou qui risque d'avoir des répercussions importantes sur ses activités futures.

4.5.7.25. Notes annexes

o Note explicative sur la baisse du taux de marge

En 2014, le taux de marge de la société a enregistré une baisse passant de 224% en 2013 à 173% en 2014. Aussi une seconde régression a été constatée entre la période close au 30/06/2015 qui a enregistré un taux de marge de 146% par rapport à celle close au 30/06/2014 où ce taux était de 193%.

NB : taux de marge = $\frac{CA + (\text{coût des marchandises vendues} +/- \text{variation des stocks})}{\text{Coût des marchandises vendues} +/- \text{variation des stocks}}$

La baisse du taux de la marge brute est expliquée par l'effet cumulé des facteurs suivants :

1. L'effet négatif du mix produit : en effet, d'un côté, les produits hospitaliers qui ont une marge moins importante (prix de vente fixé selon l'appel d'offre public) ont connu une évolution favorable de leurs ventes et de l'autre côté les produits officinaux qui ont une marge plus importante ont connu une évolution défavorable de leurs ventes comme le montre le tableau ci-dessous :

Période	31/12/2013	31/12/2014	30/06/2014	30/06/2015
Part des ventes hospitalières % CA total	27%	30%	28%	35%
Part des ventes officinales % CA total	34%	28%	29%	28%

2. L'effet change négatif suite à la dégradation du Dinar Tunisien face aux autres devises d'importation et qui a ainsi touché directement la valeur des achats consommés comme la majeure partie des matières premières et des articles de conditionnement utilisés par la société est constituée par des importations :

Période	31/12/2013	31/12/2014	30/06/2014	30/06/2015
Evolution EUR/TND	2,0476-->2,2663	2,2663-->2,2622	2,2663-->2,3026	2,2622-->2,1764
Evolution USD TND	1,5506-->1,6467	1,6467-->1,8612	1,6467-->1,6866	1,8612-->1,9406

o Note explicative sur les raisons de la comptabilisation du montant de 970 mDT parmi les créances et la non constatation d'une provision sur ce montant

Préambule :

Le montant de 970.389 DT correspond à une retenue effectuée par l'administration fiscale lors de la restitution du crédit de TVA demandée par UNIMED.

En effet, suite à la vérification fiscale des exercices 2004 à 2007, l'administration fiscale a dressé un arrêté de taxation d'office pour le montant total de 1.815.844 DT le 27/10/2010.

UNIMED a contesté cet arrêté devant le tribunal de première instance et a payé à l'administration fiscale en 2011 un montant de 845.455 DT relatif à cette affaire.

Le 02/04/2014, un jugement de première instance a été prononcé en réduisant le montant total de 1.815.844 DT à 1.176.606 DT (soit un complément de 331.151 DT sur les 845.455 DT payés par UNIMED et un montant de TVA à restituer par de 639.238 DT sur les 970.389 DT saisis).

Ce jugement a été ensuite attaqué devant la cour d'appel par UNIMED d'un côté et par l'administration fiscale d'un autre côté.

A ce jour aucun jugement n'a encore été prononcé par la cour d'appel (prochaine audience a été fixée le 16 mars 2016 pour plaidoirie).

Raisons de la non constatation d'une provision sur ce montant :

Il n'est pas admis par la société de provisionner un montant de 970.389 DT alors que le risque de perte a été réduit par le jugement de première instance à 331.151 DT seulement, par ailleurs, le management, en concertation avec l'avocat de la société, estime que ce montant peut être récupéré en totalité devant la cour d'appel.

4.5.8. Engagements financiers au 31/12/2014

Au 31/12/2014, les engagements financiers de la société se présentent comme suit :

Type d'engagement	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Observations
Engagements Donnés						
a) Garanties personnelles						
-Cautionnement	1 305 775	UBCI				
	541 223	AMEN BANK				
-Aval (en devises)	1 207 661	UBCI				
b) Garanties réelles						
-Hypothèque	12 000 000	AMEN BANK				Une hypothèque sur l'ensemble de la propriété de la société sise à la zone industrielle de Kalaa Kébira a été accordée à la Banque en garantie d'un crédit de 12.000.000 DT
-Nantissement	12 000 000	AMEN BANK				Un nantissement sur tout l'équipement d'exploitation de l'entreprise a été accordée à la Banque en garantie d'un crédit de 12.000.000 DT
c) Effets escomptés et non échus						
	3 919 408	UBCI				
	1 517 272	AMEN BANK				
d) Créances à l'exportation mobilisées (Crédit Documentaire)						
	2 472 568	AMEN BANK				
Total	34 963 907					

4.5.9. Les dettes garanties par des sûretés au 31/12/2014

Au 31/12/2014, les dettes garanties par des sûretés se présentent comme suit

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable nette des biens donnés en garantie	Provisions
• Emprunt obligataire	Néant	Néant	Néant
• Emprunt d'investissement	12 000 000	14 289 952	Néant
• Emprunt courant de gestion	Néant	Néant	Néant
• Autres	Néant	Néant	Néant

4.5.10. Tableau des mouvements des capitaux propres au 31/12/2014

Libellé	Capital social	Réserves légales	Autres réserves	Prime d'émission	Réserves spéciales d'investissement	Subventions d'investissement	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31/12/2012 avant affectation	16 700 000	1 365 681	15 257 647	5 352 000	5 000 000	652 988	947	9 484 899	53 814 162
Affectation AGO du 16/05/2013		304 319	3 409 527		3 500 000		2 271 053	-9 484 899	0
Dividendes							-2 272 000		-2 272 000
Résultat de l'exercice 2013								10 380 119	10 380 119
Augmentation de capital par incorporation des réserves AGE du 16/05/2013	3 500 000				-3 500 000				0
Subvention						-390 652			-390 652
Solde au 31/12/2013 avant affectation	20 200 000	1 670 000	18 667 174	5 352 000	5 000 000	262 336	0	10 380 119	61 531 629
Affectation AGO du 11/06/2014		350 000	3 237 000		3 393 040		3 400 079	-10 380 119	0
Dividendes			-1 430 000*				-3 400 000	0	-4 830 000
Résultat de l'exercice 2014								12 369 032	12 369 032
Augmentation de capital AGE du 11/06/2014	2 250 000				-2 250 000				0
Subvention						-136 681			-136 681
Solde au 31/12/2014 avant affectation	22 450 000	2 020 000	20 474 174	5 352 000	6 143 040	125 655	79	12 369 032	68 933 980
Affectation AGO du 01/06/2015		225 000	9 144 111		3 000 000		-79	-12 369 032	0
Dividendes AGO du 01/06/2015			-4 900 000						-4 900 000
Augmentation de capital AGE du 01/06/2015	3 000 000				-3 000 000				0
Subvention						-67 577			-67 577
Total des capitaux propres au 31/12/2014 après affectation	25 450 000	2 245 000	24 718 285	5 352 000	6 143 040	58 078	0	0	63 966 403

* Une deuxième enveloppe de dividendes d'un montant de 1 430 mDT décidée par l'AGO du 26/06/2014 a été prélevée sur les réserves.

4.5.11. Schéma des Soldes intermédiaires de gestion comparés au 31/12/2014

Produits	2 014	2 013	2 012	Charges	2 014	2 013	2 012	Soldes	2 014	2 013	2 012
Revenus	57 614 344	46 670 202	46 322 527								
Autres produits d'exploitation	263 325	520 387	471 329	stockage de production	-1 927 503	-2 787 434	-1 212 366				
Total	57 877 669	47 190 589	46 793 856		-1 927 503	-2 787 434	-1 212 366	Production	59 805 172	49 978 023	48 006 222
Production	59 805 172	49 978 023	48 006 222	Achats consommés	23 065 248	17 326 745	17 783 439	Marge sur coût matières	36 739 924	32 651 278	30 222 783
Marge sur coût matières	36 739 924	32 651 278	30 222 783	Autres charges externes	5 136 723	4 489 951	3 330 122				
Total	36 739 924	32 651 278	30 222 783	Total	5 136 723	4 489 951	3 330 122	Valeur ajoutée brute	31 603 201	28 161 326	26 892 660
Valeur ajoutée brute	31 603 201	28 161 326	26 892 660	Impôts et taxes	316 266	203 487	197 875	Excédent brut d'exploitation	23 304 502	20 371 554	20 251 918
				Charges de personnel	7 982 433	7 586 285	6 442 867				
				Total	8 298 699	7 789 772	6 640 742				
Excédent brut d'exploitation	23 304 502	20 371 554	20 251 918	Insuffisance brute d'exploitation							
Produits financiers*	449 574	362 169	167 251	Autres pertes ordinaires	11 237	127 162	1 234 230				
Autres produits ordinaires	203 624	19 721	386 917	Charges financières*	310 459	36 564	345 969				
				Dotations aux amort.prov.ordinaires	8 956 248	8 862 875	7 767 314				
				Impôt sur le résultat ordinaire	2 310 724	1 346 725	1 973 675				
Total	23 957 700	20 753 444	20 806 085		11 588 668	10 373 326	11 321 188	Résultat des activités ordinaires	12 369 032	10 380 118	9 484 897
Résultat positif des activités ordinaires	12 369 032	10 380 118	9 484 897	Résultat négatif des activités ordinaires							
Gains extraordinaires				Pertes extraordinaires							
Effet positif des modifi. comptables				Effet négatif des modifications comptables							
				Impôt /éléments extra. et modif. Comptab							
Total	12 369 032	10 380 118	9 484 897		0	0	0	Résultat net	12 369 032	10 380 118	9 484 897

* Les mouvements relatifs à l'exercice 2012 ont été retraités pour les besoins de comparabilités

4.5.12. Affectation des résultats des trois derniers exercices

En Dt	2014	2013	2012
Résultat net de l'exercice	12 369 032	10 380 119	9 484 899
Résultat reportés	79	0	947
Premier reliquat	12 369 111	10 380 119	9 485 846
Réserve légale	225 000	350 000	304 319
Réserves de réinvestissement	3 000 000	3 393 040	3 500 000
Autres réserves	9 144 111	3 237 000	3 409 528
Deuxième reliquat	0	3 400 000	2 272 000
Dividendes	4 900 000*	4 830 000**	2 272 000
Résultats reportés après affectation	0	79	0

*Les dividendes au titre de l'exercice 2014 d'un montant de 4 900 mDT ont été distribués par prélèvement sur les réserves ordinaires provenant des exercices 2013 et antérieurs.

** Une deuxième enveloppe de dividendes d'un montant de 1 430 mDT décidée par l'AGO du 26/06/2014 a été prélevée sur les réserves libres, soit une enveloppe totale de dividendes de 4 830mDT.

4.5.13. Evolution du bénéfice net et du résultat d'exploitation

Désignation	2014	2013	2012
Résultat d'exploitation (DT)	14 348 254	11 508 680	12 484 604
Résultat avant impôt (DT)	14 679 756	11 726 844	11 458 574
Résultat net (DT)	12 369 032	10 380 119	9 484 899
Capital social (DT)	22 450 000	20 200 000	16 700 000
Valeur nominale (DT)	100	100	100
Nombre d'actions	224 500	202 000	167 000
Résultat net / Capital social (%)	55,10%	51,39%	56,80%
Résultat avant impôt / Capital social (%)	65,39%	58,05%	68,61%
Résultat d'exploitation par action (DT)	63,912	56,974	74,758
Résultat net avant impôt par action (DT)	65,389	58,054	68,614
Résultat net par action (DT)	55,096	51,387	56,796

4.5.14. Evolution des dividendes

Désignation	2014	2013	2012
Résultat net (DT)	12 369 032	10 380 119	9 484 899
Dividendes (DT)	4 900 000	4 830 000*	2 272 000
Valeur nominale (DT)	100	100	100
Nombre d'actions	224 500	202 000	167 000
Résultat net par action (DT)	55,096	51,387	56,796
Dividende par action (DT)	21,826	23,911	13,605
Dividende en % du nominal	21,83%	23,91%	13,60%
Taux de distribution (en % du résultat de l'exercice)	39,62%	46,53%	23,95%

*Une enveloppe de 3 400mDT décidée par l'AGO du 01/06/2014 et une deuxième enveloppe de 1 430mDT décidée par l'AGO du 26/06/2014

4.5.15. Evolution de la marge brute d'autofinancement

En dinars	2014	2013	2012
Résultat net	12 369 032	10 380 119	9 484 899
Dotations aux amortissements et Provisions	8 956 248	8 862 875	7 767 314
Marge Brute d'autofinancement	21 325 280	19 242 994	17 252 213

4.5.16. Evolution de la structure financière

4.5.16.1. Fonds de roulement

En dinars	2014	2013	2012
Capitaux propres avant affectation	68 933 980	61 531 629	53 814 162
Passifs non courants	5 864 483	7 891 625	9 374 717
Capitaux permanents	74 798 463	69 423 254	63 188 879
Actifs non courants	36 414 790	36 206 518	40 371 506
Fonds de Roulement	38 383 673	33 216 736	22 817 373

4.5.16.2. Besoin en Fonds de roulement

En dinars	2014	2013	2012
Stocks	19 311 232	13 920 518	8 492 213
Clients et comptes rattachés	10 897 702	9 813 319	9 389 375
Autres actifs courants	6 686 385	5 139 577	6 251 800
Actifs circulants	36 895 319	28 873 414	24 133 388
Fournisseurs et comptes rattachés	6 392 269	3 760 016	5 952 573
Autres passifs courants	5 186 115	3 584 335	5 279 161
Passifs circulants	11 578 384	7 344 351	11 231 734
Besoin en Fonds de Roulement	25 316 935	21 529 063	12 901 654

4.5.16.3. Trésorerie nette

En dinars	2014	2013	2012
Placements et autres actifs financiers	3 090 029	8 498 818	3 998 818
Liquidités et Equivalents de liquidités	12 206 223	5 294 151	8 254 896
Trésorerie active	15 296 252	13 792 969	12 253 714
Concours bancaires	19 200	0	0
Autres passifs financiers	2 210 316	2 105 295	2 337 994
Trésorerie passive	2 229 516	2 105 295	2 337 994
Trésorerie nette	13 066 736	11 687 674	9 915 720

4.5.17. Indicateurs de gestion

En dinars	2014	2013	2012
Actifs non courants	36 414 790	36 206 518	40 371 506
Actifs courants	52 191 572	42 666 383	36 387 102
Stocks	19 311 232	13 920 518	8 492 213
Clients et Comptes rattachés	10 897 702	9 813 319	9 389 375
Liquidités et Equivalents de liquidités	12 206 223	5 294 151	8 254 896
Placements et autres actifs financiers	3 090 029	8 498 818	3 998 818
Total bilan	88 606 362	78 872 901	76 758 608
Capitaux propres avant résultat	56 564 948	51 151 510	44 329 263
Capitaux propres avant affectation	68 933 980	61 531 629	53 814 162
Passifs non courants	5 864 483	7 891 625	9 374 717
Passifs courants	13 807 899	9 449 647	13 569 728
Fournisseurs et comptes rattachés	6 392 269	3 760 016	5 952 573
Capitaux permanents	74 798 463	69 423 254	63 188 879
Total passifs	19 672 382	17 341 272	22 944 446
Chiffre d'affaires	57 614 344	46 670 202	46 322 527
Production*	59 805 172	49 978 023	48 006 222
Achats consommés	23 065 248	17 326 745	17 783 439
Marge / coût matière	36 739 924	32 651 278	30 222 783
Charges de personnel	7 982 433	7 586 285	6 442 867
Résultat d'exploitation	14 348 254	11 508 680	12 484 604
Résultat net	12 369 032	10 380 119	9 484 899

*Production = Revenus + autres produits d'exploitation +/- Variation des stocks des Produits finis

4.5.18. Ratios financiers

Désignation	2014	2013	2012
Ratios de Structure			
Actifs non courants/Total Bilan	41,10%	45,90%	52,60%
Stocks/Total Bilan	21,79%	17,65%	11,06%
Actifs courants/Total Bilan	58,90%	54,10%	47,40%
Capitaux propres avant affectation/Total Bilan	77,80%	78,01%	70,11%
Capitaux propres avant affectation/Passifs non courants (en nombre de fois)	11,75x	7,80x	5,74x
Passif non courants/Total Bilan	6,62%	10,01%	12,21%
Passifs courants/Total Bilan	15,58%	11,98%	17,68%
Total Passifs/Total Bilan	22,20%	21,99%	29,89%
Capitaux permanents/Total Bilan	84,42%	88,02%	82,32%
Ratios de Gestion			
Charges de personnel/Production	13,35%	15,18%	13,42%
Résultat d'exploitation/Production	23,99%	23,03%	26,01%
Production/Capitaux propres avant affectation	86,76%	81,22%	89,21%
Ratios de solvabilité			
Capitaux propres avant affectation/Capitaux permanents	92,16%	88,63%	85,16%
Ratios de Liquidité			
Liquidité générale : Actifs courants/Passifs courants	377,98%	451,51%	268,15%
Liquidité réduite : (Actifs courants - Stocks) /Passifs courants	238,13%	304,20%	205,57%
Liquidité immédiate : Liquidités et équivalents/Passifs courants	88,40%	56,02%	60,83%
Ratios de Rentabilité			
Résultat net /Capitaux propres avant résultat (ROE)	21,87%	20,29%	21,40%
Résultat net /Capitaux permanents	16,54%	14,95%	15,01%
Résultat net /Production	20,68%	20,77%	19,76%
Autres Ratios			
Délai moyen de règlement fournisseurs (en jours) *	85	66	102
Délai de recouvrement clients (en jours) **	58	64	62

*Fournisseurs x 360 / (achats consommés x 1,18)

** Clients x 360 / (Revenus x 1,18)

4.6. Renseignements sur les états financiers au 30 juin 2015

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers arrêtés au 30/06/2015, ne s'accommodent pas systématiquement des dispositions du système comptable des entreprises, notamment en ce qui concerne

- La présentation au niveau des capitaux propres du résultat de l'exercice défalqué entre réserve de réinvestissement physique exonéré et résultat de l'exercice après réinvestissement, et ce en l'absence d'une résolution de l'AGO dans ce sens ;
- La présentation au niveau de l'actif du bilan des rubriques en brut ainsi que les amortissements et provisions sans mentionner le montant net desdites rubriques ;
- La présentation au niveau de l'état des flux de trésorerie :
 - des encaissements de subventions d'équipement parmi les flux liés aux activités d'investissement alors qu'il s'agit de flux liés aux activités de financement,
 - des encaissements et décaissements sur acquisitions et cession de placements courants parmi les flux liés aux activités de financement alors qu'il s'agit de flux liés aux activités d'exploitation, et ce contrairement aux dispositions du paragraphe 61 de la NC01 norme générale ;
- Les notes aux états financiers qui ne comportent pas toutes les notes obligatoires telles que :
 - Une note précisant que les mêmes principes et méthodes comptables ont été utilisés dans les états financiers intermédiaires par rapport aux plus récents états financiers annuels ou, si les principes et les méthodes ont été modifiés, une description de la nature et des effets des modifications effectuées conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;
 - Une note sur l'effet des changements, le cas échéant, dans la structure de la société pendant la période intermédiaire, y compris les regroupements, les acquisitions ou la cession de filiales et les investissements à long terme, restructurations et abandons d'activité conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;
 - Une note sur les événements significatifs postérieurs à la fin de la période intermédiaire et qui n'ont pas été inclus dans les états financiers intermédiaires et ce, conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC 19 relative aux états financiers intermédiaires ;
 - Une note sur les mouvements de capitaux propres comportant les renseignements sur les mouvements des capitaux propres telle qu'exigée par les dispositions du paragraphe 83 de la NC01 norme générale et renseignant sur la détermination du résultat par action conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;
 - Une note portant sur les émissions, rachats et remboursements de dettes et d'actions ordinaires conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;
 - Une note portant sur les dividendes payés (globalement ou par action) séparément pour les actions ordinaires et autres actions conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;

- Une note portant sur les changements dans les engagements hors bilan, depuis le dernier bilan annuel conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires.

La société UNIMED s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce, pour les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2016 et suivants.

4.6.1. Bilan comparé au 30 juin 2015

BILAN
(Exprimés en dinars)

ACTIFS	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>				
ACTIFS IMMOBILISES				
Immobilisations incorporelles	IV.1	2 873 682	2 573 133	2 837 816
Moins : Amortissements	IV.1	-1 912 684	-1 522 189	-1 723 680
		960 998	1 050 944	1 114 136
				0
Immobilisations corporelles	IV.2	82 076 687	73 914 786	79 501 287
Moins : Amortissements	IV.2	-54 488 601	-46 505 052	-50 652 874
		27 588 086	27 409 734	28 848 413
				0
Immobilisations financières	IV.3	6 475 201	6 486 498	6 452 241
Total Actifs Immobilisés		35 024 284	34 947 176	36 414 790
				0
Autres Actifs non Courants		0	0	0
Total des actifs non courants		35 024 284	34 947 176	36 414 790
<u>ACTIFS COURANTS</u>				
Stocks	IV.4	22 992 811	18 511 869	20 092 265
Moins : Provisions	IV.4	-900 186	-1 207 183	-781 033
		22 092 625	17 304 686	19 311 232
Clients et comptes rattachés	IV.5	12 354 655	13 023 897	12 210 373
Moins : Provisions	IV.5	-1 453 974	-1 194 048	-1 312 671
		10 900 681	11 829 849	10 897 702
Autres actifs courants	IV.6	7 814 118	5 879 531	6 935 677
	IV.6	-249 292	-249 292	-249 292
		7 564 826	5 630 239	6 686 385
Placements et autres actifs financiers	IV.7	3 090 029	5 998 818	3 090 029
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.8	8 152 741	8 789 742	12 206 223
Total des actifs courants		51 800 903	49 553 334	52 191 572
TOTAL DES ACTIFS		86 825 187	84 500 510	88 606 362

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
CAPITAUX PROPRES				
Capital Social		25 450 000	22 450 000	22 450 000
Réserves légales		38 458 325	33 989 214	33 989 214
Autres Capitaux Propres		58 078	144 071	125 655
Résultats Reportés		0	79	79
Total des Cap. Propres avant Résultat de l'exercice	IV.9	63 966 403	56 583 364	56 564 948
Résultat de l'exercice		5 670 375	7 015 046	12 369 032
Total des Capitaux Propres avant affectation		69 636 778	63 598 410	68 933 980
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts	IV.10	4 486 260	6 251 507	5 333 747
Autres passifs non courants	IV.11	530 736	1 067 994	530 736
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		5 016 996	7 319 501	5 864 483
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	4 101 240	4 461 597	6 392 269
Autres passifs courants	IV.13	5 761 671	6 651 667	5 186 115
Autres passifs financiers	IV.14	2 280 943	2 421 646	2 210 316
Concours bancaires	IV.15	27 559	47 688	19 200
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		12 171 413	13 582 599	13 807 899
TOTAL DES PASSIFS		17 188 409	20 902 100	19 672 382
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		86 825 187	84 500 510	88 606 362

4.6.2. Etat de résultat comparé au 30 juin 2015

ETAT DE RESULTAT (Exprimés en dinars)

	Note	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Produits d'exploitation				
Revenus	V.1	29 906 829	27 513 816	57 614 344
Autres produits d'exploitation	V.2	75 377	156 383	263 325
Total des Produits d'Exploitation		29 982 206	27 670 199	57 877 669
Charges d'Exploitation				
Variation de stocks des produits finis & encours	V.3	-471 261	-1 633 441	-1 927 503
Achats d'approvisionnements consommés	V.4	12 650 317	11 069 239	23 065 248
Charges de Personnel	V.5	3 874 669	3 502 438	7 982 433
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.6	4 285 187	4 227 983	8 956 248
Autres charges d'exploitation	V.7	2 436 160	2 076 823	5 452 990
Total des Charges d'exploitation		22 775 072	19 243 041	43 529 416
RESULTAT D'EXPLOITATION		7 207 134	8 427 157	14 348 253
Charges Financières nettes	V.8	-663 977	-347 997	-310 459
Revenus des placements	V.9	87 059	250 022	449 574
Autres Gains Ordinaires	V.10	338 478	66	203 624
Autres Pertes Ordinaires	V.11	-61 765	-3 684	-11 237
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS		6 906 929	8 325 564	14 679 755
Impôt sur les Bénéfices	V.12	-1 236 554	-1 310 518	-2 310 724
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOTS		5 670 375	7 015 046	12 369 032

4.6.3. Etat des flux de trésorerie arrêté au 30 juin 2015

	Note	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Flux de Trésorerie liés à l'Exploitation				
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		5 670 375	7 015 046	12 369 032
Ajustements pour :				
- Amortissements & provisions		4 285 187	4 227 983	8 111 666
- Plus ou moins-value sur cession d'immo.		0	0	-38 464
- Q-P des subventions d'investissement		-67 577	-118 264	-219 454
- Variation des stocks		-2 900 546	-3 384 169	-4 964 565
- Variation des créances		-144 282	-2 016 530	-1 203 006
- Variation des autres actifs		-878 440	-490 662	-1 546 809
- Variation des Fournisseurs d'exploitation		-2 291 029	701 581	2 632 252
- Variation des autres dettes		-1 293 415	-929 681	858 801
Flux de Trésorerie provenant de l'exploitation		2 380 273	5 005 304	15 999 454
Flux de Trésorerie liés aux activités d'investissement				
- Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles & incorporelles		-2 253 822	-1 792 151	-7 241 980
- Encaissements des subventions d'investissements		0	0	82 773
- Encaissements suite à la cession d'immobilisations corporelles & incorporelles		0	0	153 300
- Décaissements pour l'acquisition d'immobilisations financières		-22 960	-1 176 491	-1 232 263(*)
Flux de Trésorerie provenant des activités d'Investissement		-2 276 782	-2 968 642	-8 238 170
Flux de Trésorerie liés aux activités de financement				
Dividendes & autres distributions		-3 023 218	-832 987	-4 089 627
Décaissements pour acqu. de placements courants		-1 000 000	0	-2 501 182(*)
Encaissements suite à la cession de placements courants		1 000 000	2 500 000	8 000 000
Remboursement d'emprunts		-1 142 114	-255 773	-2 277 603
Flux de Trésorerie provenant des activités de Financement		-4 165 332	1 411 240	-868 411
Variation de Trésorerie		-4 061 840	3 447 902	6 892 872
Trésorerie au début de l'exercice		12 187 023	5 294 151	5 294 151
Trésorerie à la fin de l'exercice		8 125 183	8 742 053	12 187 023

(*) Les actions détenues sur « Laboratoires NEITUM » ont été reclassées de la rubrique « immobilisations financières » vers la rubrique « Placements courants » pour 90.029 DT sans dégager un flux de trésorerie.

4.6.4. Notes aux états financiers arrêtés au 30 juin 2015

IV. Présentation de « LABORATOIRES UNIMED » :

« Laboratoires UNIMED » est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Son capital s'élève au 30 juin 2015 à 25.450.000 DT divisé en 254.500 actions de valeur nominale de 100 DT chacune.

La structure de l'actionnariat se présente ainsi :

Capital Social & Liste des Actionnaires Au 30 Juin 2015

<i>Actionnaires</i>	<i>Nombre</i>	<i>Valeur</i>	<i>Fraction</i>
• Mr Ridha Cherfeddine	160 144	16 014 400	62,92%
• "Kantara Proparco I Ltd"	86 434	8 643 400	33,96%
• Mr Jalel Cherfeddine"	4 575	457 500	1,80%
• Mr Lotfi Charfeddine	1 155	115 500	0,45%
• Mme Basma Charfeddine	1 027	102 700	0,40%
• Mr Mustapha Ouahchi	959	95 900	0,38%
• Mr Chokri Charfeddine	103	10 300	0,04%
• Mr Faouzi Charfeddine	103	10 300	0,04%
<i>Valeur & Répartition du Capital</i>	<i>254 500</i>	<i>25 450 000</i>	<i>100%</i>

L'objet de la société est la recherche, la mise au point, la fabrication et la commercialisation de médicaments O U

Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. Son siège social est fixé à la zone industrielle Kalaa Kébira - Sousse.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements, titre II « Les incitations communes ».

V. Faits significatifs de l'exercice

Le premier semestre 2015 n'a été marqué par aucun fait significatif particulier dont la divulgation est de nature à fournir une meilleure compréhension de l'évolution de la situation financière et des performances de la société.

VI. Principes, Règles et Méthodes Comptables

La comptabilité générale de « Laboratoires UNIMED » est informatisée, le traitement informatique permet la saisie des écritures comptables et l'édition des balances, journaux et grands livres.

Les présents états financiers sont établis en conformité avec la réglementation comptable en vigueur telle que prescrite, notamment, par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises, le décret 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et l'arrêté du Ministre des finances portant approbation des normes comptables.

Pour toute disposition non expressément traitée dans le cadre de ces référentiels, la société a recouru aux principes comptables généralement admis en Tunisie, en choisissant ceux qui reflètent de la manière la plus fidèle et sincère possible, la réalité des opérations de la société « *Laboratoires UNIMED* ».

Nous allons exposer dans ce qui suit les principes et règles que nous jugeons les plus significatifs et les plus pertinents.

III.1 Unité monétaire :

Les états financiers sont établis en dinars tunisiens.

III.2 Immobilisations et Amortissements :

- Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent aux actifs non courants pour leurs coûts d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.
- Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

<i>Immobilisation</i>	<i>Taux</i>
Logiciels	33%
Concessions, brevets & licences	20%
Constructions	5%
Install. Gén. Agenc. & Aménag	15%
Matériel & outillage industriel	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier & matériel de bureau	20%
Matériel informatique	33%

- Il est à signaler, en outre, que la société procède à l'amortissement accéléré de son matériel et outillage industriel en multipliant par 2 le taux d'amortissement linéaire de 15%. Ce mode, admis par ailleurs fiscalement (article 12 du code de l'IRPP & de l'IS), est motivé par le fait que le matériel concerné fonctionne à 3 équipes.

III.3 Emprunts :

Les emprunts figurent aux passifs du bilan pour la partie débloquée sous la rubrique Passifs non courants, la partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

III.4 Politique des créances:

L'estimation des éventuelles provisions pour dépréciation est effectuée sur la base d'un état détaillé des créances douteuses adressé par la direction financière de la société à la direction juridique qui donne un avis motivé sur le sort de chaque créance. La nécessité ou non de constituer des provisions est du ressort la direction générale.

III.5 Valorisation des stocks:

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

- Les matières premières, matières consommables, pièces de rechange et autres articles de conditionnement au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables par la société,

ainsi que les frais de transport, d'assurance liés au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés.

- Les produits finis sont valorisés au coût de production, qui comprend le coût matière et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production.
- Les produits semi- finis, sont valorisés au coût engagé jusqu'au stade de fabrication.

III.6 Comptabilisation des revenus:

Les revenus sont comptabilisés au prix de vente net des remises et réductions commerciales consenties par la société et des taxes collectées pour le compte de l'Etat.

III.7 Impôt sur les sociétés:

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun.

III.8 Taxes sur la valeur ajoutée:

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la TVA facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, TVA collectée », alors que la TVA facturée à la société est portée au débit du compte « Etat TVA récupérable »

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

IV. Notes au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles (en DT)

Le solde net des immobilisations incorporelles s'élève au 30 juin 2015 à 960.998 DT contre 1.114.136 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Logiciels	288 142	232 041	288 142
● Sites Web	2 140	2 140	2 140
● Concessions, marques, brevets et licences	2 583 399	2 338 952	2 547 534
<i>Total Immobilisations Incorporelles</i>	<i>2 873 682</i>	<i>2 573 133</i>	<i>2 837 816</i>
● Amort. des logiciels	-225 832	-209 180	-214 018
● Amort. des Sites Web	-2 140	-2 140	-2 140
● Amort. Des Concessions, marques, brevets et licences	-1 684 712	-1 310 869	-1 507 522
<i>Total Amortissements des Immo. Incorp.</i>	<i>-1 912 684</i>	<i>-1 522 189</i>	<i>-1 723 680</i>
<i>Immo. Incorp. Nettes</i>	<i>960 998</i>	<i>1 050 944</i>	<i>1 114 136</i>

IV.2 Immobilisations corporelles (en DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 30 juin 2015 à 27.588.085DT contre 28.848.413 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Juin. 2015</u>	<u>Juin. 2014</u>	<u>Déc. 2014</u>
● Terrains	3 344 200	658 463	3 162 236
● Constructions	8 010 439	7 312 184	7 381 644(*)
● Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	8 789 323	8 360 532	8 540 674
● Matériel industriel	53 596 521	49 139 946	49 507 781
● Outillage industriel	1 699 598	1 605 907	1 649 253
● Matériel de conditionnement	628 134	628 134	628 134
● Matériel de transport	4 490 397	4 109 233	4 003 293
● Mobilier & matériel de bureau	584 923	542 170	564 724
● Matériel informatique	611 922	500 952	574 552
● Immobilisations corporelles en cours	321 229	1 057 266	3 488 997(*)
<u>Total Immobilisations Corporelles</u>	<u>82 076 687</u>	<u>73 914 786</u>	<u>79 501 287</u>
● Amort. des constructions	-3 338 967	-2 955 263	-3 140 484
● Amort. des I.G.A.A. divers	-5 617 864	-4 708 223	-5 162 976
● Amort. du matériel industriel	-40 079 618	-33 792 844	-37 295 593
● Amort. de l'outillage industriel	-1 553 746	-1 494 057	-1 521 588
● Amort. du matériel de conditionnement	-620 735	-602 133	-611 211
● Amort. du matériel de transport	-2 333 615	-2 100 744	-2 025 737
● Amort. du Mob.Mat.Bureau	-446 494	-404 291	-425 470
● Amort. du matériel informatique	-497 563	-447 497	-469 814
<u>Total Amortissements des Immo. Corp.</u>	<u>-54 488 601</u>	<u>-46 505 052</u>	<u>-50 652 874</u>
<u>Immo. Corp. Nettes</u>	<u>27 588 085</u>	<u>27 409 734</u>	<u>28 848 413</u>

(*) Reclassement du compte immobilisations en cours (2.824.185 DT) vers la rubrique appropriée.

IV.3 Immobilisations financières (en DT)

Le solde net des immobilisations financières s'élève au 30 juin 2015 à 6.475.201 DT contre 6.452.241 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Juin. 2015</u>	<u>Juin. 2014</u>	<u>Déc. 2014</u>
● Titres "Labo Neitum"	0	90 029	0
● Titres "Société Prochima"	6 143 040	6 143 040	6 143 040
● Emprunt obligataire national	20 000	0	20 000
● Titres immobilisés – droit de propriété	500	500	500
● Dépôts & cautionnements	311 661	252 929	288 701
<u>Total Immobilisations Financières</u>	<u>6 475 201</u>	<u>6 486 498</u>	<u>6 452 241</u>

IV.4 Stocks (en DT)

Le solde net des stocks s'élève au 30 juin 2015 à 22.092.626 DT contre 19.311.232 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin. 2015	Juin. 2014	Déc. 2014
● Matières premières	7 818 980	4 468 941	6 192 854
● Conditionnements	4 941 445	5 101 300	4 231 213
● Encours en sous-traitance	215 081	22 340	186 083
● Produits finis en sous-traitance	817 755	805 944	716 753
● Encours	3 129 960	3 073 053	2 373 586
● Produits finis	4 476 981	3 973 090	4 892 066
● Pièces de rechange	1 592 610	1 067 202	1 499 709
Total Stocks	22 992 811	18 511 869	20 092 265
● Provisions pour dépréciation des stocks de PF	-900 186	-1 207 183	-781 033
Total Provisions sur Stocks	-900 186	-1 207 183	-781 033
Stocks nets	22 092 626	17 304 686	19 311 232

IV.5 Clients et comptes rattachés (en DT):

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 30 juin 2015 à 10.900.681 DT contre 10.897.702 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin. 2015	Juin. 2014	Déc. 2014
● Clients ordinaires locaux	3 008 140	8 056 552	3 568 777
● Clients, effets à recevoir	2 552 993	44 745	1 126 966
● Clients ordinaires étrangers	5 675 365	3 896 005	6 369 412
● Clients, douteux ou litigieux	1 114 296	1 022 734	1 141 357
● Clients, impayés	3 861	3 861	3 861
Total Clients	12 354 655	13 023 897	12 210 373
● Provisions pour dépréciation des créances	-1 453 974	-1 194 048	-1 312 671
Total Provisions sur Clients	-1 453 974	-1 194 048	-1 312 671
Créances nettes	10 900 681	11 829 849	10 897 702

IV.6 Autres actifs courants (en DT):

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 30 juin 2015 à 7.564.826 DT contre 6.686.386 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Fournisseurs avances & acomptes	2 298 666	884 838	1 962 257
● Fournisseurs, créances sur emballages à rendre	3 470	3 470	3 470
● Personnel, avances & acomptes	249 026	252 761	266 862
● Etat, impôts & taxes	4 053 601	2 472 258	3 415 555
● Etat, saisie provisoire	970 389	970 389	970 389
● Débiteurs divers	238 030	1 291 610	316 328
● Charges constatées d'avance	935	4 205	817
Total AAC	7 814 118	5 879 531	6 935 677
● Provisions pour dépréciation des débiteurs divers	-249 292	-249 292	-249 292
Total Provisions sur AAC	-249 292	-249 292	-249 292
AAC nets	7 564 826	5 630 239	6 686 386

IV.7 Placements & autres actifs financiers (en DT):

Le solde des placements et autres actifs financiers s'élève au 30 juin 2015 à 3.090.029 DT contre le même solde au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
Placements à terme	3 090 029	5 998 818	3 090 029
Total Placements & AAF	3 090 029	5 998 818	3 090 029

IV.8 Liquidités et équivalents de liquidités (en DT):

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 30 juin 2015 à 8.152.741 DT contre 12.206.223 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Placement courants	116	116	116
● Effets à l'encaissement	265 932	891 137	1 524 492
● Chèques à l'encaissement	343 347	177 252	640 804
● Banques en TND	6 941 351	4 957 456	5 587 502
● Banques en devises	581 475	2 755 581	4 418 749
● e-dinars	1 000	1 000	1 000
● CCP	575	575	575
● Caisses	18 947	6 624	12 986
● Blocage / déblocage	0	0	20 000
Total Liquidités	8 152 741	8 789 742	12 206 223

IV.9 Capitaux Propres (en DT):

Le solde des capitaux propres avant affectation s'élève au 30 juin 2015 à 69.636.778 DT contre 68.933.980 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Capital	25 450 000	22 450 000	22 450 000
Total Capital	25 450 000	22 450 000	22 450 000
● Primes d'émission	5 352 000	5 352 000	5 352 000
● Réserves légales	2 245 000	2 020 000	2 020 000
● Réserves statutaires	2 777 847	2 777 847	2 777 847
● Réserves libres	28 083 478	23 839 368	23 839 368
Total Réserves	38 458 325	33 989 214	33 989 214
● Subventions d'investissement	58 078	144 071	125 655
Total Autres capitaux propres	58 078	144 071	125 655
● Résultats reportés	0	79	79
Total Résultats reportés	0	79	79
Total des capitaux propres avant résultat	63 966 403	56 583 364	56 564 948
● Résultat de l'exercice	5 670 375	7 015 046	12 369 032
<i>Réserve de réinvestissement physique exonéré</i>	0	0	3 000 000
<i>Réserve de réinvestissement financier exonéré</i>	0	0	0
<i>Résultat de l'exercice après réinvestissement</i>	5 670 375	7 015 046	9 369 032
Total des capitaux propres avant affectation	69 636 778	63 598 410	68 933 980

IV.10 Emprunts (en DT)

Le solde des emprunts s'élève au 30 Juin 2015 à 4.486.260 DT contre 5.333.747 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Emprunt – AB	3 816 323	5 807 447	4 811 885
● Emprunt – Leasing	669 938	444 060	521 862
Total Emprunts	4 486 260	6 251 507	5 333 747

IV.11 Autres passifs non courants (en DT):

Le solde des autres passifs non courants s'élève au 30 juin 2015 à 530.736 DT contre le même solde au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Provisions pour risques et charges	530 736	1 067 994	530 736
Total Autres passifs non courants	530 736	1 067 994	530 736

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés (en DT):

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 30 juin 2015 à 4.101.240 DT contre 6.392.269 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Juin. 2015</u>	<u>Juin. 2014</u>	<u>Déc. 2014</u>
● Fournisseurs d'exploitation locaux	0	0	1 839 685
● Fournisseurs locaux, effets à payer	185 690	218 090	128 403
● Fournisseurs, factures non parvenues	1 516 931	1 062 764	858 204
● Fournisseurs d'exploitation étrangers	2 236 573	2 733 678	3 502 609
● Fournisseurs étrangers, paiements en cours	23 599	10 936	10 936
● Fournisseurs étrangers, actualisation à la clôture	138 446	436 129	52 432
<u>Total Fournisseurs</u>	<u>4 101 240</u>	<u>4 461 597</u>	<u>6 392 269</u>

IV.13 Autres passifs courants (en DT):

Le solde des autres passifs courants s'élève au 30 juin 2015 à 5.761.671 DT contre 5.186.115 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Juin. 2015</u>	<u>Juin. 2014</u>	<u>Déc. 2014</u>
● Personnel & comptes rattachés	520 567	29 140	336 873
● Etat, impôts & taxes	1 361 410	1 523 798	2 886 264
● Actionnaires, dividendes à payer	2 617 588	3 997 013	740 405
● Sécurité sociale	444 801	421 069	541 492
● Charges à payer	817 305	680 647	681 081
<u>Total APC</u>	<u>5 761 671</u>	<u>6 651 667</u>	<u>5 186 115</u>

IV.14 Autres passifs financiers (en DT):

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 30 juin 2015 à 2.280.943 DT contre 2.210.316 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<u>Désignation</u>	<u>Juin. 2015</u>	<u>Juin. 2014</u>	<u>Déc. 2014</u>
● Échéances à moins d'un an, AB	1 991 125	1 991 125	1 991 125
● Échéances à moins d'un an, UBCI leasing	275 970	421 878	213 154
● Intérêts courus	13 848	8 643	6 037
<u>Total APF</u>	<u>2 280 943</u>	<u>2 421 646</u>	<u>2 210 316</u>

IV.15 Concours bancaires (en DT):

Les Concours bancaires s'élèvent au 30 juin 2015 à 27.559 DT contre 19.200 DT au 31 Décembre 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Concours bancaires	27 559	47 688	19 200
Total Concours bancaires	27 559	47 688	19 200

VII. Notes à l'état de résultat

V.1 Revenus (en DT):

Les revenus s'élèvent au 30 juin 2015 à 29.906.829 DT contre 27.513.816 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Ventes à l'export	10 622 591	11 405 702	23 923 942
● Ventes locales	19 284 238	16 108 113	33 690 402
Total Revenus	29 906 829	27 513 816	57 614 344

V.2 Autres produits d'exploitation (en DT):

Les autres produits d'exploitation s'élèvent au 30 juin 2015 à 75.377 DT contre 156.383 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Quote-part des Subv. Invst.	67 577	149 183	219 454
● Autres Produits d'Exploitation	7 800	7 200	43 871
Total Autres produits d'exploitation	75 377	156 383	263 325

V.3 Variation des PF & encours (en DT):

Les stocks des produits finis et encours ont connu une hausse de 471.261 DT au 30 juin 2015 contre une hausse de 1.633.441 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Variation des PF & Encours	471 261	1 633 441	1 927 503
Total Variation des PF & Encours	471 261	1 633 441	1 927 503

V.4 Achats d'approvisionnements consommés (en DT):

Les achats d'approvisionnements consommés s'élèvent au 30 juin 2015 à 12.650.317 DT contre 11.069.239 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Matières premières	9 819 996	7 036 942	14 513 959
● Articles de conditionnement	4 010 220	4 072 932	6 775 454
● Fournitures de conditionnement	128 042	112 565	310 945
● Fournitures et outillage de Labo.	476 112	294 661	601 751
● Fournitures hygiéniques	57 942	14 828	120 990
● Produits d'entretien	59 757	62 512	136 954
● Fournitures de bureau	66 819	48 484	105 668
● Autres approvisionnements	314 532	309 390	462 899
● Variation de stocks	-3 240 063	-1 750 727	-2 226 284
● Vêtements de travail	16 501	57 549	91 877
● Energies (eau, électricité, gaz, carburant)	940 458	810 101	2 171 035
Total Achats d'approvisionnements consommés	12 650 317	11 069 239	23 065 248

V.5 Charges de personnel (en DT) :

Les charges de personnel s'élèvent au 30 juin 2015 à 3.874.669 DT contre 3.502.438 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Salaires & compléments de salaires	3 295 425	2 981 869	6 814 490
● Charges sociales légales	569 686	515 493	1 157 793
● Autres charges sociales	9 558	5 075	10 150
Total Charges de personnel	3 874 669	3 502 438	7 982 433

V.6 Dotations aux amortissements et provisions (en DT):

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent au 30 juin 2015 à 4.285.187 DT contre 4.227.983 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Dot. Amort. des Immob. Incorp	189 004	203 899	405 390
● Dot. Amort. des Immob. Corp	3 835 727	4 024 084	8 551 061
● Dot. Prov. (Reprise) pour dépréciation des créances	141 303	0	118 623
● Dot. Prov. (Reprise) pour dépréciation des stocks	119 153	0	-426 150
● Dot. Prov. (Reprise) Pour risques et charges	0	0	307 324
Total Dotation aux Amort. & Prov.	4 285 187	4 227 983	8 956 248

V.7 Autres charges d'exploitation (en DT):

Les autres charges d'exploitation s'élèvent au 30 juin 2015 à 2.436.160 DT contre 2.076.823 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Loyers	38 779	10 897	50 298
● Entretien & réparation	613 937	525 081	1 387 121
● Assurances	106 509	143 608	274 859
● Etudes & services extérieurs	399 406	371 060	1 203 546
● Honoraires	181 492	76 741	377 911
● Transports	186 500	220 827	492 930
● Frais postaux et de télécom.	38 888	39 458	97 757
● Services bancaires	71 934	55 718	133 715
● Missions, réceptions, voyages	227 913	281 433	495 827
● Relations publiques	293 693	207 050	541 491
● Dons	34 738	23 821	81 268
● Droits, impôts & taxes	242 372	121 128	316 266
<i>Total Autres charges d'exploitation</i>	<i>2 436 160</i>	<i>2 076 823</i>	<i>5 452 990</i>

V.8 Charges financières nettes (en DT):

Les charges financières nettes s'élèvent au 30 juin 2015 à 663.977 DT contre 347.997 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Intérêts des emprunts	185 573	229 472	438 486
● Intérêts des Aut.Op.de Financement	8 544	8 808	22 291
● Intérêts des comptes courants	28 226	3 377	29 552
● Intérêts des autres dettes	0	482	482
● Revenus des autres créances	-4 177	-396	-396
● Différence de change	445 810	106 254	-179 956
<i>Total Charges financières nettes</i>	<i>663 977</i>	<i>347 997</i>	<i>310 459</i>

V.9 Revenus des placements (en DT):

Les revenus des placements s'élèvent au 30 juin 2015 à 87.059 DT contre 250.022 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Produits des placements courants	87 059	250 022	449 574
<i>Total Revenus des placements</i>	<i>87 059</i>	<i>250 022</i>	<i>449 574</i>

V.10 Autres gains ordinaires (en DT):

Les autres gains ordinaires s'élèvent au 30 juin 2015 à 338.478 DT contre 66 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
• Plus-value de cession d'Immo.	0	0	38 464
• Produits divers ordinaires	338 478	66	165 159
<i>Total Autres gains ordinaires</i>	<i>338 478</i>	<i>66</i>	<i>203 624</i>

V.11 *Autres pertes ordinaires (en DT):*

Les autres pertes ordinaires s'élèvent au 30 juin 2015 à 61.765 DT contre 3.684 DT au 30 Juin 2014 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
• Autres pertes ordinaires	61 765	3 684	11 237
<i>Total Autres pertes ordinaires</i>	<i>61 765</i>	<i>3 684</i>	<i>11 237</i>

V.12 *Impôt sur les sociétés (en DT):*

L'impôt sur les sociétés s'élève au 30 juin 2015 à 1.236.554 DT contre 1.310.518 DT au 30 Juin 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
• Impôt sur les sociétés	1 236 554	1 310 518	2 310 724
<i>Total Impôt sur les sociétés</i>	<i>1 236 554</i>	<i>1 310 518</i>	<i>2 310 724</i>

4.6.5. Avis du Commissaire aux comptes sur les états financiers intermédiaires au 30 juin 2015

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
(EXAMEN LIMITE)**

Etats financiers arrêtés au 30 Juin 2015

Sousse le 04 décembre 2015

***Messieurs les Actionnaires
de la société "LABORATOIRES UNIMED",***

Nous avons procédé à l'examen limité des états financiers intermédiaires de la société "LABORATOIRES UNIMED" arrêtés au 30 Juin 2015. Ces états financiers relèvent de la responsabilité du conseil d'administration de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur ces états financiers sur la base de notre examen limité.

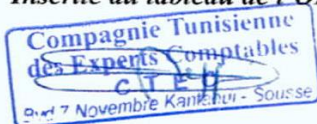
Les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 Juin 2015 présentent un total net des actifs de 86.825.187 ^{DT} et un total des capitaux propres de 69.636.778 ^{DT}, y compris le gain de la période s'élevant à 5.670.375 ^{DT}.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des procédures analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Nous n'avons pas, sur la base de notre examen limité, relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers ci-joints, ne donnent pas une image fidèle conformément au référentiel comptable tunisien.

***Le commissaire aux comptes
C.T.E.C.
Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'OECT***



4.6.6. Notes rectificatives, complémentaires et explicatives sur les états financiers intermédiaires au 30 juin 2015

4.6.6.1. Bilan au 30 juin 2015 rectifié

<i>Actifs</i>	<i>Note</i>	<i>30.06.2015</i>	<i>30.06.2014</i>	<i>31.12.2014</i>
<i>Actifs non courants</i>				
<i>Actifs immobilisés</i>				
• Immobilisations incorporelles		2 873 682	2 573 133	2 837 816
• Moins : amortissements		<1 912 684>	<1 522 189>	<1 723 680>
	IV.1	960 998	1 050 944	1 114 136
• Immobilisations corporelles		82 076 687	73 914 786	79 501 287
• Moins : amortissements		<54 488 601>	<46 505 052>	<50 652 874>
	IV.2	27 588 085	27 409 734	28 848 413
• Immobilisations financières	IV.3	6 475 201	6 486 498	6 452 241
Total des actifs immobilisés		35 024 284	34 947 176	36 414 790
<u>Total des actifs non courants</u>		<u>35 024 284</u>	<u>34 947 176</u>	<u>36 414 790</u>
<i>Actifs courants</i>				
• Stocks		22 992 811	18 511 869	20 092 265
• Moins : Provisions		<900 186>	<1 207 183>	<781 033>
	IV.4	22 092 626	17 304 686	19 311 232
• Clients et comptes rattachés		12 354 655	13 023 897	12 210 373
• Moins : Provisions		<1 453 974>	<1 194 048>	<1 312 671>
	IV.5	10 900 681	11 829 849	10 897 702
• Autres actifs courants		7 814 118	5 879 531	6 935 677
• Moins : Provisions		<249 292>	<249 292>	<249 292>
	IV.6	7 564 826	5 630 239	6 686 386
• Placements courants & autres actifs financiers	IV.7	3 090 029	5 998 818	3 090 029
• Liquidités et équivalents de liquidités	IV.8	8 152 741	8 789 742	12 206 223
<u>Total des actifs courants</u>		<u>51 800 903</u>	<u>49 553 334</u>	<u>52 191 572</u>
<u>Total des actifs</u>		<u>86 825 187</u>	<u>84 500 510</u>	<u>88 606 362</u>

<i>Capitaux propres et passifs</i>	<i>Note</i>	<i>30.06.2015</i>	<i>30.06.2014</i>	<i>31.12.2014</i>
<i>Capitaux propres</i>				
• Capital social		25 450 000	22 450 000	22 450 000
• Réserves		38 458 325	33 989 214	33 989 214
• Autres capitaux propres		58 078	144 071	125 655
• Résultat reportés		<0>	79	79
Capitaux propres avant résultat de la période	IV.9	63 966 403	56 583 364	56 564 948
• <i>Résultat de l'exercice</i>		<i>5 670 375</i>	<i>7 015 046</i>	<i>12 369 032</i>
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>		<u>69 636 778</u>	<u>63 598 410</u>	<u>68 933 980</u>
<i>Passifs non courants</i>				
• Emprunts	IV.10	4 486 260	6 251 507	5 333 747
• Autres passifs non courants	IV.11	530 736	1 067 994	530 736
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>5 016 996</u>	<u>7 319 501</u>	<u>5 864 483</u>
<i>Passifs courants</i>				
• Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	4 101 240	4 461 597	6 392 269
• Autres passifs courants	IV.13	5 761 671	6 651 667	5 186 115
• Autres passifs financiers	IV.14	2 280 943	2 421 646	2 210 316
• Concours bancaires	IV.15	27 559	47 688	19 200
<u>Total des passifs courants</u>		<u>12 171 413</u>	<u>13 582 599</u>	<u>13 807 899</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>17 188 409</u>	<u>20 902 100</u>	<u>19 672 382</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>86 825 187</u>	<u>84 500 510</u>	<u>88 606 362</u>

4.6.6.2. Etat de flux de trésorerie au 30 juin 2015 rectifié

	30.06.2015	30.06.2014	31.12.2014
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>			
Résultat net	5 670 375	7 015 046	12 369 032
Ajustements pour :			
• Amortissements & provisions	4 285 187	4 227 983	8 956 248
• Plus ou moins value sur cession d'Immo.	0	0	<38 464>
• Q-P des subventions d'investissement	<67 577>	<118 264>	<219 454>
• Variation des stocks	<2 900 546>	<3 384 169>	<4 964 565>
• Variation des créances	<144 282>	<2 016 530>	<1 203 006>
• Variation des autres actifs	<878 440>	<490 662>	<1 546 809>
• Variation des fournisseurs d'exploitation	<2 291 029>	701 581	2 632 252
• Variation des autres dettes	<1 293 415>	<929 681>	14 218
• Décaissements pour Acqu. de placements courants	<1 000 000>	0	<2 501 182>
• Encaissements suite à la cession de placements courants	1 000 000	2 500 000	8 000 000
<u>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</u>	<u>2 380 273</u>	<u>7 505 305</u>	<u>21 498 271</u>
<i>Flux de trésorerie liés à l'investissement</i>			
• Décaissements pour Acqu. d'Imm. Corp & Incorp.	<2 253 822>	<1 792 151>	<7 241 980>
• Encaissements suite à la Cession d'Imm. Corp. & Incorp.	0	0	153 300
• Décaissements pour Acqu. d'Imm. Financières	<22 960>	<1 176 491>	<1 232 263>
<u>Flux de trésorerie affectés à l'investissement</u>	<u><2 276 782></u>	<u><2 968 642></u>	<u><8 320 943></u>
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>			
• Dividendes & autres distributions	<3 023 218>	<832 987>	<4 089 627>
• Encaissements des subventions d'investissements	0	0	82 773
• Remboursement d'emprunts	<1 142 114>	<255 773>	<2 277 603>
<u>Flux de trésorerie affectés au financement</u>	<u><4 165 332></u>	<u><1 088 761></u>	<u><6 284 456></u>
Variation de trésorerie	<4 061 841>	3 447 902	6 892 871
<i>Trésorerie au début de la période</i>	12 187 023	5 294 151	5 294 151
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>	<u>8 125 181</u>	<u>8 742 054</u>	<u>12 187 023</u>
Liquidités à l'actif du bilan	8 152 741	8 789 742	12 206 223
Concours bancaires au passif du bilan	<27 559>	<47 688>	<19 200>
Trésorerie selon le bilan	8 125 182	8 742 054	12 187 023
Ecart	0	0	0

4.6.6.3. Etat des engagements Hors Bilan :

Type d'engagement	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Observations
Engagements Donnés						
a) Garanties personnelles						
-Cautionnement	1 834 869	UBCI				
	524 123	AMEN BANK				
-Aval						
-Autres garanties						
b) Garanties réelles						
-Hypothèque	12 000 000	AMEN BANK				Une hypothèque sur l'ensemble de la propriété de la société sise à la zone industrielle de Kalaa Kébira a été accordée à la Banque en garantie d'un crédit de 12.000.000 DT
-Nantissement	12 000 000	AMEN BANK				Un nantissement sur tout l'équipement d'exploitation de l'entreprise a été accordé à la Banque en garantie d'un crédit de 12.000.000 DT
c) Effets escomptés et non échus						
	3 752 624	UBCI				
	4 008 715	AMEN BANK				
d) Créances à l'exportation mobilisées						
	288 166	UBCI				
	893 436	AMEN BANK				
e) Abandon de créances						
f) Créances Leasing						
Total	35 301 933					
Engagements reçus						
a) Garanties personnelles						
-Cautionnement						
-Aval						
-Autres garanties						
b) Garanties réelles						
-Hypothèques						
-Nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exportation mobilisées						
e) Abandon de créances						
Total						
Engagements réciproques						
Total						

Les dettes garanties par des sûretés

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable nette des biens donnés en garantie	Provisions
• Emprunt obligataire	Néant	Néant	Néant
• Emprunt d'investissement	12 000 000	13 746 994	Néant
• Emprunt courant de gestion	Néant	Néant	Néant
• Autres	Néant	Néant	Néant

4.6.6.4. Note sur les principes et méthodes comptables

Les états financiers de la société UNIMED ont été arrêtés conformément aux normes comptables tunisiennes telles que prévues par la Loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 ; et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

Les états financiers du 30/06/2015 ont été préparés par référence aux mêmes principes et méthodes comptables utilisés dans les états financiers arrêtés au 31/12/2014

4.6.6.5. Note sur l'effet des changements dans la structure de la société

Il n'y a eu aucun changement dans la structure de la société pendant la période intermédiaire.

4.6.6.6. Note complémentaire sur les immobilisations corporelles et incorporelles

Tableau de variation des immobilisations incorporelles

DESIGNATION	REPORT 2014	RECLASS 2015	ACQUISITION 2015	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
Logiciels	288 142			288 142	-214 018	-11 814	-225 832	62 311
Sites Web	2 140			2 140	-2 140	0	-2 140	0
Concessions, marques, brevets et licences	2 547 534		35 865	2 583 399	-1 507 522	-177 190	-1 684 712	898 687
TOTAL IMMOB INCORPORELLES	2 837 816	0	35 865	2 873 682	-1 723 680	-189 004	-1 912 684	960 998

Tableau de variation des immobilisations corporelles

DESIGNATION	REPORT 2014	RECLASS 2015	ACQUISITION 2015	VALEUR BRUTE TOTALE	AMORTISSEMENT ANTERIEUR	AMORT PERIODE	TOTAL AMORTISS	VALEUR NET COMPTABLE
Terrains	3 162 236		181 964	3 344 200	0	0	0	3 344 200
Constructions	7 381 644	621 494	7 301	8 010 439	-3 140 484	-198 483	-3 338 967	4 671 472
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	8 540 674	28 882	219 768	8 789 323	-5 162 976	-454 888	-5 617 864	3 171 460
Matériel industriel	49 507 781	2 389 160	1 699 581	53 596 521	-37 295 593	-2 784 025	-40 079 618	13 516 904
Outillage industriel	1 649 253		50 345	1 699 598	-1 521 588	-32 158	-1 553 746	145 852
Matériel de conditionnement	628 134			628 134	-611 211	-9 524	-620 735	7 400
Matériel de transport	4 003 293	129 661	357 443	4 490 397	-2 025 737	-307 878	-2 333 615	2 156 781
Mobilier & matériel de bureau	564 724		20 200	584 923	-425 470	-21 024	-446 494	138 429
Matériel informatique	574 552		37 370	611 922	-469 814	-27 748	-497 563	114 359
Immobilisations corporelles en cours	3 488 997	-3 169 196	1 429	321 229	0	0	0	321 229
TOTAL IMMOB CORPORELLES	79 501 287	0	2 575 400	82 076 687	-50 652 874	-3 835 727	-54 488 601	27 588 085

4.6.6.7. Note explicative sur la note « immobilisations corporelles »

Le solde du compte « 23210000 EXTENSION USINE » présentant un solde de 2.824.185 DT au 31/12/2014 a été présenté à tort au sein de la rubrique « constructions » dans les états financiers du 31/12/2014. Au cours

de 2015, nous avons remarqué cette anomalie comme ce compte englobe à la fois des constructions encours et du matériel industriel encours. Il a été alors reclassé parmi les immobilisations encours dans les états financiers arrêtés au 30/06/2015 avec le retraitement de la colonne comparative de 2014.

4.6.6.8. Note sur les immobilisations acquises en leasing

Année	Contrat	Catégorie	Valeur Brute	Échéance à - an	Échéance à + an et – de 5 ans
2012	N°0256690	Matériel de transport	58 763	5 300	0
2014	N°0292370	Matériel de transport	895 345	198 820	420 722
2015	N°0330180	Matériel de transport	357 443	71 849	249 216
Total			1 311 551	275 970	669 938

4.6.6.9. Note rectificative sur les capitaux propres

Le solde des capitaux propres avant affectation s'élève au 30 juin 2015 à 69.636.778 DT contre 68.933.980 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Juin. 2015</i>	<i>Juin. 2014</i>	<i>Déc. 2014</i>
● Capital	25 450 000	22 450 000	22 450 000
Total Capital	25 450 000	22 450 000	22 450 000
● Primes d'émission	5 352 000	5 352 000	5 352 000
● Réserves légales	2 245 000	2 020 000	2 020 000
● Réserves statutaires	2 777 847	2 777 847	2 777 847
● Réserves libres	28 083 478	23 839 368	23 839 368
Total Réserves	38 458 325	33 989 214	33 989 214
● Subventions d'investissement	58 078	144 071	125 655
Total Autres capitaux propres	58 078	144 071	125 655
● Résultats reportés	0	79	79
Total Résultats reportés	0	79	79
Total des capitaux propres avant résultat	63 966 403	56 583 364	56 564 948
● Résultat de l'exercice	5 670 375	7 015 046	12 369 032
Total des capitaux propres avant affectation	69 636 778	63 598 410	68 933 980

4.6.6.10. Note sur les mouvements des capitaux propres

	Capital Social	Réserve légale	Réserves de réinvestissement	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Subvention d'investissement	Total des Capitaux propres avant affectation
Situation au 31 décembre 2014	22 450 000	2 020 000	6 143 040	25 826 174	79	12 369 032	125 655	68 933 980
Affectation en réserves et résultats reportés	0	225 000	3 000 000	9 144 111	-79	-12 369 032	0	0
Dividendes distribués	0	0	0	-4 900 000	0	0	0	-4 900 000
Augmentation de capital(*)	3 000 000	0	-3 000 000	0	0	0	0	0
Nouvelles subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
Résorption des subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	-67 577	-67 577
Résultat au 30 juin 2015	0	0	0	0	0	5 670 375	0	5 670 375
Situation au 30 juin 2015	25 450 000	2 245 000	6 143 040	30 070 285	0	5 670 375	58 078	69 636 778

(*) Le capital social est passé de 22.450.000 DT au 31 décembre 2014 à 25.450.000 DT au 30 juin 2015 suite à une augmentation du capital par voie d'incorporation des réserves spéciales de réinvestissements totalisant 3.000.000 DT et ce, selon le PV de l'AGE du 01 juin 2015.

Le résultat par action se présente comme suit :

Evolution du nombre de titres en circulation

Nombre d'actions	Date	Nombre de jours	Nombre moyen pondéré
202 000	31/12/2013		
224 500	11/06/2014	162	
224 500	30/06/2014	19	204 362
224 500	31/12/2014	203	214 514
254 500	01/06/2015	152	
254 500	30/06/2015	29	229 307

Désignation	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net	5 670 375	7 015 046	12 369 032
Nombre d'actions moyen pondéré	229 307	204 362	214 514
Résultat par action	25	34	58

4.6.6.11. Note sur les subventions

Nature	Donneur	Etendue	Nouvelle subvention 2015	QP inscrite au résultat 2014 et antérieur	QP inscrite au résultat 2015	Valeur au 30/06/2015	Conditions non remplies
2ème suivi du 4ème plan de mise à niveau (2009/542)	Ministère de l'industrie	367 740	0	312 579	55 161	0	Néant
Investissement technologique à caractère prioritaire (2008/322)	Ministère de l'industrie	30 919	0	5 797	4 638	20 484	Néant
Projet de tri-génération	PROPARCO	51 854	0	6 482	7 778	37 594	Néant
TOTAL		450 513	0	324 858	67 577	58 078	

QP : quote-part

4.6.6.12. Note rectificative sur les autres passifs courants :

Le solde des autres passifs courants s'élève au 30 juin 2015 à 5.761.671 DT contre 5.186.115 DT au 31 Décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Jun. 2015	Jun. 2014	Déc. 2014
● Personnel & comptes rattachés	521 000	29 140	336 903
● Etat, impôts & taxes	1 361 410	1 523 798	2 886 264
● Actionnaires, dividendes à payer	2 617 155	3 997 013	740 373
● Sécurité sociale	444 801	421 069	541 492
● Charges à payer	817 305	680 647	681 081
Total APC	5 761 671	6 651 667	5 186 115

4.6.6.13. Tableau de passage des charges par nature aux charges par destination

Rubrique	Montant	Ventilation			
		Coût de production	Frais de distribution	Frais d'administration	Autres charges
Achats d'approvisionnements consommés	12 650 317	12 561 827	43 038	24 868	20 585
Charges de personnel	3 874 669	2 709 228	581 355	523 823	60 263
Dotation aux Amort. & Prov.	4 285 187	3 845 138	274 730	144 012	21 307
Autres charges d'exploitation	2 436 160	866 018	628 096	713 490	228 557
Charges financières nettes	663 977	0	0	0	663 977
Autres pertes ordinaires	61 765	0	0	0	61 765
Impôt sur les sociétés	1 236 554	0	0	0	1 236 554
Total	25 208 629	19 982 211	1 527 218	1 406 192	2 293 007

4.6.6.14. Note explicative sur les revenus des placements

Les revenus de placements sont constitués par les intérêts des comptes bancaires créditeurs et par les intérêts des placements à terme. La baisse de ces revenus entre le 30/06/2015 et le 30/06/2014 est due à la baisse du montant placé en principal comme le montre le tableau ci-dessous :

	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2014	30/06/2015
Montant du Placement	8.498.818	5.998.818	3.000.000	3.000.000
Placement moyen	7.248.818		3.000.000	
Revenus approximatifs (au taux moyen de 6% l'an)	217.465		90.000	

4.6.6.15. Note sur l'état des flux de trésorerie

Les différentes variations sont les suivantes :

1. Les flux provenant de l'exploitation ont dégagé un excédent de 2.380.273 DT et sont retracés par les variations des postes du bilan, les encaissements et décaissements des placements courants et

l'ajustement du résultat de l'exercice par les dotations aux amortissements et aux provisions, la reprise des provisions et la quote-part des subventions d'investissement.

2. Les flux affectés à l'investissement ont dégagé un déficit de <2.276.782DT> et se détaillent comme suit :
 - Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles pour <2.253.822DT> ;
 - Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations financières de <22.960DT> correspondant à des nouvelles cautions.
3. Les flux affectés au financement ont dégagé un déficit de <4.165.332DT> et se détaillent comme suit :
 - Distributions de dividendes aux actionnaires pour <3.023.218DT> constituées des dividendes décidés au cours de 2015 totalisant un montant de 4.900.000DT ajustés par la variation du compte « actionnaires-dividendes à payer » soit 1.876.782DT ;
 - Remboursement d'emprunts bancaires pour <995.562DT> et d'emprunts leasing pour <146.552DT>.

4.6.6.16. Note explicative sur l'état de flux de Trésorerie

- a) Le montant de la « variation des autres dettes » a été rectifié dans l'état des flux annexé à ces notes, il est désormais égal à -1.293.415 DT (au lieu de -1.293.818 DT) et se compose des éléments suivants :

Libellés	30/06/2015	31/12/2014	Variation
Autres Passifs non courants	530.736	530.736	0
Autres Passifs courants	5.761.671	5.186.115	575.556
Variation des intérêts courus non échus (présentés au sein de la rubrique bilancielle « Autres passifs financiers »)	13.848	6.037	7.811
Variation du solde du compte « 44700000 Dividendes à payer aux actionnaires »	-2.617.155	-740.373	-1.876.782
Total des flux de trésorerie « variation des autres dettes »			-1.293.415

- b) Le montant des « dotations aux amortissements et aux provisions DAP » pour la colonne 31/12/2014 a été rectifié dans l'état des flux annexé à ces notes, il est désormais égal à 8.956.248 DT, identique au montant figurant au niveau de l'état de résultat.

4.6.6.17. Note sur les émissions/ rachats/remboursements de dettes et d'actions

Dettes :

Emprunts	Solde au 31.12.2014			Mouvements de la période		Solde au 30.06.2015		
	Total début de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an	Additions	Règlements échéances	Total fin de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an
AMEN BANK 4 MDT	2 309 859	1 633 803	676 056	-	338 028	1 971 831	1 295 775	676 056
AMEN BANK 8 MDT	4 493 151	3 178 082	1 315 068	-	657 534	3 835 616	2 520 548	1 315 068
Total	6 803 010	4 811 885	1 991 125	-	995 562	5 807 447	3 816 323	1 991 125

Actions :

Il y'a eu l'émission de 30.000 actions ordinaires ayant chacune une valeur nominale de 100 DT suite à l'augmentation du capital social par incorporation de réserves spéciales de réinvestissement pour 3.000.000 DT.

Aucun remboursement d'actions ordinaires n'a eu lieu durant la période intermédiaire.

4.6.6.18. Note sur les dividendes payés

Les dividendes payés au cours des 6 premiers mois de 2015 s'élève à un montant global de 3.022.815 DT. Par ailleurs, les dividendes décidés par l'AGO du 01/06/2015 s'élèvent à 4.900.000 DT soit 21,8263 DT par action (avec un nombre total des actions de 224.500).

4.6.6.19. Note sur les évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Le management de la société n'a identifié aucun évènement survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers et qui est lié à des conditions existants à la date de clôture et qui peut entraîner une modification importante des actifs ou des passifs de la société ou qui risque d'avoir des répercussions importantes sur ses activités futures.

4.6.7. Les engagements financiers au 30/06/2015

Au 30 juin 2015, les engagements financiers se présentent comme suit :

Type d'engagement	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	associés	Observations
Engagements Donnés						
a) Garanties personnelles						
-Cautionnement	1 834 869	UBCI				
	524 123	AMEN BANK				
<hr/>						
-Aval						
b) Garanties réelles						
-Hypothèque	12 000 000	AMEN BANK				Une hypothèque sur l'ensemble de la propriété de la société sise à la zone industrielle de Kalaa Kébira a été accordée à la Banque en garantie d'un crédit de 12.000.000 DT
<hr/>						
-Nantissement	12 000 000	AMEN BANK				Un nantissement sur tout l'équipement d'exploitation de l'entreprise a été accordé à la Banque en garantie d'un crédit de 12.000.000 DT
<hr/>						
c) Effets escomptés et non échus	3 752 624	UBCI				
	4 008 715	AMEN BANK				
d) Créances à l'exportation mobilisées (Crédit Documentaire)	893 436	AMEN BANK				
	288 166	UBCI				
Total	35 301 933					

4.6.8. Les dettes garanties par des sûretés au 30/06/2015

Au 30 juin 2015, les dettes garanties par des sûretés se présentent comme suit :

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable nette des biens donnés en garantie	Provisions
• Emprunt obligataire	Néant	Néant	Néant
• Emprunt d'investissement	12 000 000	13 746 994	Néant
• Emprunt courant de gestion	Néant	Néant	Néant
• Autres	Néant	Néant	Néant

4.6.9. Tableau des mouvements des capitaux propres au 30/06/2015

Libellé	Capital social	Réserves légales	Autres réserves	Prime d'émission	Réserves spéciales d'investissement	Subventions d'investissement	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31/12/2012 avant affectation	16 700 000	1 365 681	15 257 647	5 352 000	5 000 000	652 988	947	9 484 899	53 814 162
Affectation AGO du 16/05/2013		304 319	3 409 527		3 500 000		2 271 053	-9 484 899	0
Dividendes							-2 272 000		-2 272 000
Résultat de l'exercice 2013								10 380 119	10 380 119
Augmentation de capital par incorporation des réserves AGE du 16/05/2013	3 500 000				-3 500 000				0
Subvention						-390 652			-390 652
Solde au 31/12/2013 avant affectation	20 200 000	1 670 000	18 667 174	5 352 000	5 000 000	262 336	0	10 380 119	61 531 629
Affectation AGO du 11/06/2014		350 000	3 237 000		3 393 040		3 400 079	-10 380 119	0
Dividendes			-1 430 000*				-3 400 000	0	-4 830 000
Résultat de l'exercice 2014								12 369 032	12 369 032
Augmentation de capital AGE du 11/06/2014	2 250 000				-2 250 000				0
Subvention						-136 681			-136 681
Solde au 31/12/2014 avant affectation	22 450 000	2 020 000	20 474 174	5 352 000	6 143 040	125 655	79	12 369 032	68 933 980
Affectation AGO du 01/06/2015		225 000	9 144 111		3 000 000		-79	-12 369 032	0
Dividendes			-4 900 000						-4 900 000
Résultat de l'exercice 30/06/2015								5 670 375	5 670 375
Augmentation de capital du 01/06/2015	3 000 000				-3 000 000				0
Subvention						-67 577			-67 577
Total des Capitaux propres au 30/06/2015	25 450 000	2 245 000	24 718 285	5 352 000	6 143 040	58 078	0	5 670 375	69 636 778

*Une deuxième enveloppe de dividendes d'un montant de 1430 mDT décidée par l'AGO du 26/02/2014 a été prélevée sur les réserves.

4.6.10. Schéma des Soldes intermédiaires de gestion comparés au 30 juin 2015

Produits	30/06/2015	30/06/2014	2 014	Charges	30/06/2015	30/06/2014	2 014	Soldes	30/06/2015	30/06/2014	2 014
Revenus	29 906 829	27 513 816	57 614 344								
Autres produits d'exploitation	75 377	156 383	263 325	stockage de production	-471 261	-1 633 441	-1 927 503				
Total	29 982 206	27 670 199	57 877 669		-471 261	-1 633 441	-1 927 503	Production	30 453 467	29 303 640	59 805 172
Production	30 453 467	29 303 640	59 805 172	Achats consommés	12 650 317	11 069 239	23 065 248	Marge sur coût matières	17 803 150	18 234 401	36 739 924
Marge sur coût matières	17 803 150	18 234 401	36 739 924	Autres charges externes	2 193 789	1 955 696	5 136 723				
Total	17 803 150	18 234 401	36 739 924	Total	2 193 789	1 955 696	5 136 723	Valeur ajoutée brute	15 609 361	16 278 705	31 603 201
Valeur ajoutée brute	15 609 361	16 278 705	31 603 201	Impôts et taxes	242 372	121 128	316 266	Excédent brut d'exploitation	11 492 321	12 655 139	23 304 502
			Charges de personnel	3 874 669	3 502 438	7 982 433					
			Total	4 117 041	3 623 566	8 298 699					
Excédent brut d'exploitation	11 492 321	12 655 139	23 304 502	Insuffisance brute d'exploitation							
Produits financiers	87 059	250 022	449 574	Autres charges ordinaires	61 765	3 684	11 237				
Autres produits ordinaires	338 478	66	203 624	Charges financières	663 977	347 997	310 459				
				Dotations aux amort.prov.ordinaires	4 285 187	4 227 983	8 956 248				
				Impôt sur le résultat ordinaire	1 236 554	1 310 518	2 310 724				
Total	11 917 858	12 905 227	23 957 700		6 247 483	5 890 182	11 588 668	Résultat des activités ordinaires	5 670 375	7 015 045	12 369 032
Résultat positif des activités ordinaires	5 670 375	7 015 045	12 369 032	Résultat négatif des activités ordinaires							
Gains extraordinaires				Pertes extraordinaires							
Effet positif des modifi. comptables				Effet négatif des modifications comptables							
				Impôt /éléments extra. et modif. Comptab							
Total	5 670 375	7 015 045	12 369 032		0	0	0	Résultat net	5 670 375	7 015 045	12 369 032

4.6.11. Evolution de la marge brute d'autofinancement

En dinars	30/06/2015	30/06/2014	2014
Résultat net	5 670 375	7 015 046	12 369 032
Dotations aux amortissements et Provisions	4 285 187	4 227 983	8 956 248
Marge Brute d'autofinancement	9 955 562	11 243 029	21 325 280

4.6.12. Evolution de la structure financière

4.6.12.19. Fonds de roulement

En dinars	30/06/2015	30/06/2014	2014
Capitaux propres avant affectation	69 636 778	63 598 410	68 933 980
Passifs non courants	5 016 996	7 319 501	5 864 483
Capitaux permanents	74 653 774	70 917 911	74 798 463
Actifs non courants	35 024 284	34 947 176	36 414 790
Fonds de Roulement	39 629 490	35 970 735	38 383 673

4.6.12.20. Besoin en fonds de roulement

En dinars	30/06/2015	30/06/2014	2014
Stocks	22 092 625	17 304 686	19 311 232
Clients et comptes rattachés	10 900 681	11 829 849	10 897 702
Autres actifs courants	7 564 826	5 630 239	6 686 385
Actifs circulants	40 558 132	34 764 774	36 895 319
Fournisseurs et comptes rattachés	4 101 240	4 461 597	6 392 269
Autres passifs courants	5 761 671	6 651 667	5 186 115
Passifs circulants	9 862 911	11 113 264	11 578 384
Besoin en Fonds de Roulement	30 695 221	23 651 510	25 316 935

4.6.12.21. Trésorerie nette

En dinars	30/06/2015	30/06/2014	2014
Placements et autres actifs financiers	3 090 029	5 998 818	3 090 029
Liquidités et Equivalents de liquidités	8 152 741	8 789 742	12 206 223
Trésorerie active	11 242 770	14 788 560	15 296 252
Concours bancaires	27 559	47 688	19 200
Autres passifs financiers	2 280 943	2 421 646	2 210 316
Trésorerie passive	2 308 502	2 469 334	2 229 516
Trésorerie nette	8 934 268	12 319 226	13 066 736

4.6.13. Indicateurs de gestion au 30 juin 2015

En dinars	30/06/2015	30/06/2014	2014
Actifs non courants	35 024 284	34 947 176	36 414 790
Actifs courants	51 800 903	49 553 334	52 191 572
Stocks	22 092 625	17 304 686	19 311 232
Clients et Comptes rattachés	10 900 681	11 829 849	10 897 702
Liquidités et Equivalents de liquidités	8 152 741	8 789 742	12 206 223
Placements et autres actifs financiers	3 090 029	5 998 818	3 090 029
Total bilan	86 825 187	84 500 510	88 606 362
Capitaux propres avant résultat	63 966 403	56 583 364	56 564 948
Capitaux propres avant affectation	69 636 778	63 598 410	68 933 980
Passifs non courants	5 016 996	7 319 501	5 864 483
Passifs courants	12 171 413	13 582 599	13 807 899
Fournisseurs et comptes rattachés	4 101 240	4 461 597	6 392 269
Capitaux permanents	74 653 774	70 917 911	74 798 463
Total passifs	17 188 409	20 902 100	19 672 382
Chiffre d'affaires	29 906 829	27 513 816	57 614 344
Production*	30 453 467	29 303 640	59 805 172
Achats consommés	12 650 317	11 069 239	23 065 248
Marge / coût matière	17 803 150	18 234 401	36 739 924
Charges de personnel	3 874 669	3 502 438	7 982 433
Résultat d'exploitation	7 207 134	8 427 157	14 348 254
Résultat net	5 670 375	7 015 046	12 369 032

*Production = Revenus + autres produits d'exploitation +/- Variation des stocks des Produits finis

4.6.14. Les Ratios financiers au 30 juin 2015

Désignation	30/06/2015	30/06/2014	2014
Ratios de Structure			
Actifs non courants/Total Bilan	40,34%	41,36%	41,10%
Stocks/Total Bilan	25,44%	20,48%	21,79%
Actifs courants/Total Bilan	59,66%	58,64%	58,90%
Capitaux propres avant affectation/Total Bilan	80,20%	75,26%	77,80%
Capitaux propres avant affectation/Passifs non courants (en nombre de fois)	13,88x	8,69x	11,75x
Passif non courants/Total Bilan	5,78%	8,66%	6,62%
Passifs courants/Total Bilan	14,02%	16,07%	15,58%
Total Passifs/Total Bilan	19,80%	24,74%	22,20%
Capitaux permanents/Total Bilan	85,98%	83,93%	84,42%
Ratios de Gestion			
Charges de personnel/Production	12,72%	11,95%	13,35%
Résultat d'exploitation/Production	23,67%	28,76%	23,99%
Production/Capitaux propres avant affectation	43,73%	46,08%	86,76%
Ratios de solvabilité			
Capitaux propres avant affectation/Capitaux permanents	93,28%	89,68%	92,16%
Ratios de Liquidité			
Liquidité générale : Actifs courants/Passifs courants	425,59%	364,83%	377,98%
Liquidité réduite : (Actifs courants - Stocks) /Passifs courants	244,08%	237,43%	238,13%
Liquidité immédiate : Liquidités et équivalents/Passifs courants	66,98%	64,71%	88,40%
Ratios de Rentabilité			
Résultat net /Capitaux propres avant résultat (ROE)	8,86%	12,40%	21,87%
Résultat net /Capitaux permanents	7,60%	9,89%	16,54%
Résultat net /Production	18,62%	23,94%	20,68%
Autres Ratios			
Délai moyen de règlement fournisseurs (en jours) *	99	123	85
Délai de recouvrement clients (en jours) **	111	131	58

*Fournisseurs x 360 / (achats consommés x 1,18)

** Clients x 360 / (Revenus x 1,18)

Chapitre 5: Organes d'administration, de direction et de contrôle des comptes

5.1. Membres des organes d'administration et de direction

5.1.1. Membres des organes d'administration

Administrateurs	Qualité	Représenté par	Mandat	Adresse
Ridha Charfeddine*	Président Directeur Général	Lui-même	2013 - 2015	Zone Industrielle De Kalaa Kébira -4060 Sousse
Lotfi Charfeddine*	Directeur Général Adjoint du pôle administratif et financier	Lui-même	2013 - 2015	Zone Industrielle De Kalaa Kébira -4060 Sousse
Kantara Proparco I Limited*	Membre	Adel Goucha	2013 - 2015	Immeuble Matrix, Rue du Lac Constance Berges du Lac 1053, Tunis
CTKD**	Membre	Hichem Ben Hmida	2015-2018	Les Berges du Lac II Zone 5- Lotissement Ennakhil, Cité les Pins

* Nommés par l'AGO du 16 Mai 2013

**Nommé par l'AGO du 06 Janvier 2016

5.1.2. Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la société

Membre	Fonction au sein de la société	Date d'entrée en fonction	Mandat	Adresse
Ridha Charfeddine**	Président Directeur Général	05/10/1989	2013-2015	Zone Industrielle De Kalaa Kébira -4060 Sousse
Lotfi Charfeddine*	Directeur Général Adjoint du pôle administratif et financier	03/09/2013	2013-2015	Zone Industrielle De Kalaa Kébira -4060 Sousse
Rached Azeiz*	Directeur Général Adjoint du pôle technique	03/09/2013	2013-2018	Zone Industrielle De Kalaa Kébira -4060 Sousse

* Nommés par le Conseil d'Administration du 03/09/2013

** Renouvellement par le Conseil d'Administration du 17/05/2013

Les autres membres du Conseil d'Administration n'ont pas de fonction au sein de la société.

5.1.3. Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction

Membre	Activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années
Ridha Charfeddine	PDG de Sarra Huiles Gérant de Issis promotion immobilière Président du conseil d'administration de Medpack
Lotfi Charfeddine	Gérant de « Inox Med »
Rached Azeiz	Néant
Adel Goucha	Directeur de Abraaj Tunisia Advisors
Hichem Ben Hmida	Senior Manager chez AMC Ernst & Young jusqu'à juillet 2014 puis Directeur au sein de la direction des investissements directs de la CTKD

5.1.4. Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés

Membre	Mandat d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés
Ridha Charfeddine	Promochemica Tunisia -Sarra Huiles-Med pack
Lotfi Charfeddine	Promochemica Tunisia - Sarra Huiles PEC (2012-2014)
Adel Goucha	Clinique Taoufik (2014-2016) Clinique La Soukra (2015-2017) Assad (2014-2016) JM Holding (2016-2018)
Hichem Ben Hmida	Représentant le CTKD au Conseil d'Administration des sociétés : <ul style="list-style-type: none"> - Newrest Med PackRetail (Président du Conseil) - Tunisie Catering - Telnnet - UNIMED Représentant la Société Tuniso-Koweïtienne d'ElEmar (STKE) au Conseil d'Administration de la société SPCS (Société du Pôle de Compétitivité de Sousse)

5.1.5. Fonctions des représentants permanents des personnes morales membres du Conseil d'Administration dans les sociétés qu'ils représentent

Membre	Représenté par	Fonction au sein de l'établissement qu'il représente
Kantara Proparco I Limited	Adel Goucha	Directeur de Abraaj Tunisia Advisors (Kantara est la première génération de fonds de la société Abraaj en Afrique du Nord. Proparco est co-investisseur)
CTKD	Hichem Ben Hmida	Directeur au sein de la direction des investissements directs

5.2. Intérêts des dirigeants dans la société au 31/12/2014

5.2.1. Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2014

Mandat	Mandataire	Rémunération		Avantage en nature
		Charges de l'exercice	Passif au 31/12/14	
Président Directeur Général	Ridha Charfeddine	435 721	183 170	Voiture de fonction et ligne téléphonique
Directeur Général Adjoint du pôle administratif et financier	Lotfi Charfeddine	53 311	-	Voiture de fonction et ligne téléphonique
Directeur Général Adjoint du pôle technique	Rached Azeiz	101 527	-	Voiture de fonction et ligne téléphonique
Membre du conseil d'administration	Adel Goucha	-	-	Voiture de fonction et ligne téléphonique

5.2.2. Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2014

Néant.

5.3. Contrôle

Commissaires aux Comptes	Adresse	Mandat
Compagnie Tunisienne des Experts Comptables, représentée par Monsieur Bacem Grati	Boulevard 14 janvier, Route Touristique BP 287 Port El Kantaoui 4011, Hammam Sousse -Tunisie	2013-2015

* Nommé par l'AGO du 16/05/2013

5.4. Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'administration et de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du conseil d'administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital

Néant.

Chapitre 6 : Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir

6.1. Evolution récente de l'activité de la société UNIMED

6.1.1. Indicateurs d'activité au 31/12/2015

Indicateurs	4 ^{ème} trimestre			Cumul du 1 ^{er} janvier au 31 Décembre 2015			Année 2014
	2015	2014	var en %	2015	2014	var en %	
Total Production (en unités)	45 698 953	55 513 400	-17,7%	173 073 236	217 841 271	-20,6%	217 841 271
CA officines	4 151 923	3 882 723	6,9%	16 497 381	15 921 867	3,6%	15 921 867
CA hospitaliers	5 952 151	4 883 470	21,9%	21 317 380	17 092 004	24,7%	17 092 004
CA Soustraction locale	360 243	298 832	20,6%	698 279	676 530	3,2%	676 530
CA export	3 095 401	1 719 654	80,0%	7 736 796	6 035 018	28,2%	6 035 018
CA Soustraction export	3 573 347	4 584 816	-22,1%	13 241 598	17 888 924	-26,0%	17 888 924
Total Chiffre d'affaires (en DT)	17 133 065	15 369 495	11,5%	59 491 434	57 614 343	3,3%	57 614 343
Investissements (en DT)*	1 673 443	3 716 820	-55,0%	6 081 836	8 785 568	-30,8%	8 785 568
Endettement MLT (en DT)	3 551 665	5 333 747	-33,4%	3 551 665	5 333 747	-33,4%	5 333 747
Endettement CT (en DT)	2 369 602	2 210 316	7,2%	2 369 602	2 210 316	7,2%	2 210 316

*Les investissements sont calculés nets des cessions d'immobilisations

Au 31/12/2015, le chiffre d'affaires de la société UNIMED a atteint 59.5MDt, contre 57.6MDt au 31/12/2014, soit une hausse de 3.3%.

Les chiffres d'affaires « Export » et « Hospitaliers » ont enregistré les plus fortes progressions, soit des hausses respectives de 28.2% à 7.7MDt, et de 24.7% à 21.3MDt. Dans une progression moindre, le chiffre d'affaires « Officines » a augmenté de 3.6% passant de 15.9MDt à 16.5MDt.

A l'opposé, le chiffre d'affaires « Sous-traitance export » a reculé de 26% passant de 17.9MDt au 31/12/2014 à 13.2MDt au 31/12/2015, en raison du report d'une commande par un client étranger pour l'exercice 2016.

Les investissements se sont élevés à 6 MDt au 31/12/2015 contre 8.8 MDt au 31/12/2014, soit une diminution de 30.8% et ont principalement concerné l'acquisition de matériels industriels.

L'endettement MT a diminué de 33.4% pour s'élever à 3.55MDt au 31/12/2015 contre 5.3MDt au 31/12/2014. L'endettement CT a progressé de 7.2% pour passer de 2.2MDt au 31/12/2014 à 2.4MDt au 31/12/2015.

6.2. Orientations stratégiques de la société UNIMED

La stratégie future de la société s'orientera autour des principaux axes suivants :

Augmentation des capacités de production :

Par les investissements envisagés, la société projette l'extension de ses unités de production actuelles avec :

- L'extension d'un nouveau bloc qui permettra la séparation de la production des poudres injectables à base de céphalosporine et pénicilline en deux blocs distincts. Cette séparation entrainera le doublement de la capacité de production des deux gammes ;
- L'acquisition de deux nouvelles machines bottel-pack pour les gammes injectables dans une optique de modernisation et de renforcement de ses outils de production ;
- Le développement de nouvelles lignes d'ampoules liquides.

Une stratégie de diversification des produits

- Dans un souci de compléter sa gamme de produits et d'être présente dans l'ensemble de la chaîne de traitement du patient, la société UNIMED compte se positionner sur la niche des produits sous forme sèche (gellules et comprimés). Des investissements seront prévus à partir de 2017 avec l'installation d'une nouvelle ligne de production. En effet, cette nouvelle gamme de produits sous forme sèche nécessite une structure de fabrication indépendante, avec un processus et un outil de production spécifique.

Consolidation de l'activité export

- Dans une optique de développement et de diversification des marchés exports, la société envisage de se déployer sur le marché Jordanien. A ce titre, la société a répondu à un appel d'offres pour la production de 5 types de médicaments. Les AMM sont en cours de finalisation pour une commercialisation à partir de 2017. La société est également entrain de prospecter sur de nouveaux marchés africains et dans la région MENA.
- Création d'une société pharmaceutique en Algérie en quasi joint-venture avec un laboratoire pharmaceutique algérien Biopharme, et qui sera dédiée à la fabrication des médicaments génériques (formes liquides et injectables) en Algérie. Le business model de cette nouvelle société est le même que celui d'UNIMED. Il offre, en revanche, l'avantage d'être exposé à un marché 10 fois plus important que le marché tunisien et, bénéficiera du réseau de distribution du Laboratoire Biopharme. La société devrait être constituée au cours du premier semestre 2016, une dizaine de produits sont déjà identifiés et devraient être commercialisés progressivement à partir de 2017.

Une maîtrise de la rentabilité

Sujette à une politique de fixation des prix administrés, et afin d'optimiser sa rentabilité et maîtriser le coût de ses intrants, la société se fixe comme stratégie globale :

- L'investissement continu en R&D afin de développer de nouvelles AMM sur lesquelles la société a plus de marge de manœuvre pour les négociations des prix de vente avec les ministères de la Santé et du Commerce ;
- Le renforcement de l'activité façonnage à l'export qui permettra de bénéficier d'un effet change positif ;
- La collaboration avec de nouveaux fournisseurs afin de renforcer le pouvoir de négociation de la société et réduire le coût des intrants.

6.3. Evolution prévisionnelle de l'activité de la société

La présente section contient des indications sur les objectifs de la société UNIMED pour les exercices 2015 à 2019. Les objectifs présentés ci-dessous ne constituent pas des données prévisionnelles mais résultent de ses orientations stratégiques et de son plan d'actions. Ces objectifs sont fondés sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par la société. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire.

En outre, la matérialisation d'un ou plusieurs risques décrits à la section 3.9 « Facteurs de risques » du présent document de référence pourrait avoir un impact sur les activités, les résultats, la situation financière ou les perspectives de la société et donc remettre en cause sa capacité à réaliser les objectifs présentés ci-dessous. La société ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie sur la réalisation des objectifs figurant dans la présente section. La société UNIMED s'engage à publier ou communiquer d'éventuels rectificatifs ou de mises à jour de ces éléments.

Le Conseil d'Administration du 15 décembre 2015 a arrêté les principales hypothèses de l'évolution prévisionnelle de l'activité de la société UNIMED sur la période 2015-2019.

Le tableau suivant décrit les principales hypothèses de croissance retenues :

Désignations	TCAM 2014-2019	Commentaires												
Chiffre d'affaires	21,7%	-Les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires de la société ont été estimées compte tenu des prévisions de croissance du secteur, du trend de croissance historique de la société, du développement des nouveaux produits et des nouveaux marchés étrangers et des investissements programmés. -Sur la période 2014-2019, le chiffre d'affaires devrait enregistrer un Taux de Croissance Annuel Moyen (TCAM) de 21,7%. Ainsi, celui-ci devrait passer de 57.6MDT en 2014 à 153.9MDT en 2019												
Charges de personnel	13%	Les charges de personnel afficheront une croissance annuelle moyenne de 13% entre 2014 et 2019. Avec le développement des nouveaux médicaments, de nouveaux postes seront à prévoir et prendront en considération notamment la croissance de l'effectif des délégués médicaux, du personnel de recherche et développement, de marketing...												
Autres charges d'exploitation	20%	Les autres charges d'exploitation qui portent principalement sur les frais d'études, l'assistance externe, les charges d'entretien et les frais de communication représenteront en moyenne 9% du CA sur la période prévisionnelle et devrait enregistrer une croissance annuelle moyenne de 20%.												
Les investissements prévisionnels	Une enveloppe moyenne de 9,8MDt/an	<p>Sur la période 2015-2019, la société projette de réaliser des investissements pour un montant total de 49MDT, et qui portent principalement sur l'extension de son unité de fabrication, la modernisation de son outil de production et le développement de nouvelles gammes de produits sous forme sèche (gellules et comprimés) qui nécessite une structure de production indépendante. Ci dessous le détail des investissements par année :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>en MDT</th> <th>2015</th> <th>2016</th> <th>2017</th> <th>2018</th> <th>2019</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>7,1</td> <td>14,3</td> <td>16,8</td> <td>10,3</td> <td>0,3</td> </tr> </tbody> </table> <p>-Les nouveaux investissements seront financés à hauteur de 50% en dette et 50% en autofinancement.</p>	en MDT	2015	2016	2017	2018	2019		7,1	14,3	16,8	10,3	0,3
en MDT	2015	2016	2017	2018	2019									
	7,1	14,3	16,8	10,3	0,3									
Besoin en Fonds de Roulement	21%	Les hypothèses de BFR sont calculées en jours de CA. Compte tenu de la progression du chiffre d'affaires, le BFR de la société va augmenter et représentera en moyenne 147 jours de chiffre d'affaires sur la période prévisionnelle.												
Trésorerie	28%	-La progression continue de la rentabilité permettra d'améliorer les cash flow d'exploitation de la société. Ces derniers financeront 50% de l'enveloppe des investissements prévue. -La trésorerie de clôture restera positive et affichera un TCAM de 28% sur la période prévisionnelle.												
Politique de distribution de dividendes		-La trésorerie confortable de la société permettra de distribuer un payout de 60% sur toute la période prévisionnelle.												
Fiscalité	Un taux d'IS apparent moyen de 19%	Le taux d'impôt apparent sur la période prévisionnelle devrait être aux alentours de 19%, compte tenu de la structure des ventes de la société (60% sur le marché local - 40% sur le marché export).												

6.4. Avis du commissaire aux comptes sur les informations prévisionnelles relatives aux exercices 2015-2019



**Compagnie Tunisienne
des Experts Comptables**
*Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'Ordre*

Boulevard 14 Janvier, Route Touristique
BP 287 Port El Kantaoui Sousse - Tunisie
MF 020297/V/A/M/000 - Tél : 73 347 500 - Fax : 73 347 506
e-mail : ctec @ gnet.tn

Laboratoires UNIMED

AVIS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES HYPOTHESES DES PREVISIONS DES EXERCICES AU 31 DECEMBRE 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019

Messieurs les Administrateurs de la société « Laboratoires UNIMED »

En notre qualité de commissaire aux comptes, nous avons établi le présent rapport sur les hypothèses des prévisions de la société « Laboratoires UNIMED » incluses dans le document de référence déposé au CMF et relatives aux exercices au décembre 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019.

Ces prévisions ont été établies dans le cadre du projet d'introduction de ladite société à la bourse des valeurs mobilières de Tunis, et conformément aux dispositions de l'article 35 du règlement général de la bourse des valeurs mobilières de Tunis.

Ces hypothèses significatives préparées en conformité avec les normes comptables Tunisiennes relèvent de la responsabilité du conseil d'administration de la société.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'apprécier si les hypothèses les plus plausibles retenues par la direction ne sont pas déraisonnables.

A notre avis les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée dans le document de Référence déposé au CMF et conformément aux méthodes comptables utilisées par la société.

Nous rappelons que s'agissant de prévisions, ces dernières présentent, par nature, un caractère incertain. Les réalisations diffèrent parfois de manière significative des prévisions présentées. Nous n'exprimons, de ce fait, aucune conclusion sur la réalisation de ces prévisions.

Ce rapport est émis aux seules fins du placement publié en Tunisie et ne peut être dans un autre contexte.

Sousse le **05/01/2016**

Le commissaire aux comptes

C^{ie}. Tunisienne des Experts Comptables

